

## Directeur Jacques Fauvet

**Telex Paris n° 650672**







# étranger

## APRÈS LA RENCONTRE DE JÉRUSALEM

Le Monde

TEMOIGNAGE

suis homosex

Les dirigeants arabes multiplient les contacts pour tirer le bilan de la visite du président Sadate en Israël.

● A DAMAS, dans la soirée du mardi 22 novembre, le parti Baas syrien et l'O.L.P. ont publié un communiqué commun annonçant que leur attitude commune « vis-à-vis des Etats arabes » serait désormais définie « à la lumière de la position que chacun d'entre eux adoptera à l'égard du président Sadate ».

Les deux parties ont « lancé un appel au peuple égyptien et à son armée qui a offert des milliers de martyrs et consenti les plus grands sacrifices... pour qu'ils mettent en échec cette trahison nationale ».

Le même jour, M. Yasser Arafat a été reçu par le président Assad. Selon l'agence palestinienne Wafa, l'entretien a porté « sur tous les aspects de l'étape délicate que traversent actuellement la cause palestinienne et la nation arabe. La suite de la visite en Israël du président Sadate, ainsi que des dangereux résultats qui en découlent ». L'agence Wafa ajoute que les points de vue syrien et palestinien sont « totalement concordants ». Par ailleurs, le premier ministre jordanien, M. Moudar Badran, a remis au chef de l'Etat syrien un message du roi Hussein.

● A RABAT, on a appris, mardi, de source officielle, que

le roi Hassan II avait répondu au message du président Kadhafi dans lequel le chef de l'Etat libyen avait demandé aux dirigeants arabes de transférer le siège de la Ligue arabe du Caire dans une autre capitale, de boycotter l'Egypte et de l'expulser de la Ligue arabe. Le souverain chérifien affirme : « Nous ne saurions, sans faire preuve de précipitation, condamner irrévocablement et définitivement le président Sadate et le peuple égyptien et demander, notamment, l'exclusion de la République arabe d'Egypte de la nation arabe... Jugement et réprobation nous paraissent, dès lors, pour le moins prématurés, d'autant qu'en l'état actuel de nos informations, tout nous permet de penser que le président Sadate est demeuré résolument attaché aux lignes fondamentales de la politique décidée par la nation arabe, notamment lors du « sommet » de Rabat de 1974 et que loin de s'en écarter il a, au cours de son voyage, essayé avec force et sincérité d'en faire ressortir la légitimité et le bien-fondé ».

● A ALGER, le président Boumedienne a reçu, mardi, le commandant Jalloud, envoyé spécial du président Kadhafi, qui serait venu l'informer de la décision de la Libye de rompre ses relations diplomatiques avec le Caire.

● A MOSCOU, la presse soviétique continue de publier, selon

notre correspondant Daniel Vernet, des réactions hostiles au voyage du président Sadate. Dans un commentaire, l'agence Tass insiste sur le « schisme » au sein du monde arabe et sur l'« isolement de l'Egypte ». L'agence conclut : « La rencontre peut, dans une grande mesure, être exploitée par Israël pour entraver la préparation de la conférence de Genève, en lui conférant un caractère purement formel, en vue de camoufler les négociations séparées et les contacts directs pris à Jérusalem ».

● A BELGRADE, le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Mincic, a implicitement désapprouvé certains aspects de la rencontre Begin-Sadate, en soulignant que « seules des initiatives servant le renforcement de l'unité des pays arabes et de l'O.L.P. pouvaient contribuer à la recherche d'un règlement pacifique au Proche-Orient ».

● A WASHINGTON, M. Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat, a estimé, mardi, que la diplomatie américaine devrait désormais agir au Proche-Orient « tout à fait indépendamment de l'U.R.S.S. » et faciliter la conclusion d'accords entre les parties avant même la convocation de la conférence de Genève. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

### Au Caire

### L'optimisme de la population contraste avec le scepticisme de la classe politique

Le Caire. — Les journalistes qui, après le président Sadate et sa suite, ont eu le privilège de se rendre directement par avion de Tel-Aviv au Caire, ont en l'étrange sensation de se déplacer dans un même et seul pays : la durée du vol (une heure) est équivalente à celle du trajet qu'ils avaient dû effectuer par la route de Jérusalem à Tel-Aviv. Israéliens et Égyptiens s'expriment en des termes euphoriques, virtuellement identiques, au sujet de l'avènement de l'ère de la paix.

Les passagers du charter ont eu droit à un traitement de faveur. Ils ont été accueillis avec enthousiasme, au départ comme à l'arrivée : sourires émerveillés, chaleureuses poignées de main, formalités réduites au minimum. La visa d'entrée en Egypte, délivrée gracieusement, a été apposée avec une évidente satisfaction sur la même page du passeport, où figurait le tampon israélien. La livrairie des bagages s'est effectuée sous une enseigne géante où l'on pouvait lire en caractères latins graves en noir et blanc : « Tal Abeer » (orthographe phonétique de la parole hébraïque « Tal Abeer », « Tal Abeer », les agents de la sécurité, les porteurs sollicitaient en guise de souvenirs des pièces de monnaie et des bijoux israéliens en notre possession.

De notre envoyé spécial

comme beaucoup d'Israéliens. « Il n'a rien offert », dit-on à l'unisson, avec une pointe de tristesse. « Nous le recevrons néanmoins dignement s'il descend à Jérusalem en Egypte, ajoutait-on aussitôt, car nous sommes un peuple hospitalier et nous n'oublions pas de servir l'accueil chaleureux auquel notre président a eu droit en Israël ».

En Egypte, comme dans l'Etat hébreu, l'euphorie incite le petit peuple à briller les étapes. Un employé de banque, par exemple, nous disait, que « l'âge d'or s'ouvre bientôt. Les milliards actuellement dilapidés dans l'achat d'armements et l'entretien de l'armée seront consacrés au développement du pays et au bien-être du peuple ». « Nous ne supposons pas les pénuries de produits alimentaires, la cherté de la vie, la misère, les injustices sociales », ajoutait-il. « Le président Sadate l'a bien compris lors des émeutes de janvier dernier. Tout cela changera, nous verrons ».

Le cordon d'un grand hôtel nous confie : « Un millionnaire

d'ajouter : « Nous espérons qu'ils ne nous offriront pas leur o... ».

Le président Sadate au premier temps, les invitait à rentrer dans leur patrie d'origine et à reprendre leur citoyenneté. Nous espérons que les contribuables, demain, comme autrefois, à la prospérité de notre pays ».

Ces paroles ne nous ont pas surpris. Haroun, le même lui-même, qui avait choisi de ne pas quitter l'Egypte. Avocat près la Cour de cassation, l'un des principaux responsables de l'information au sein du mouvement national progressiste (le parti de la gauche unit), il nous explique que les autorités officielles ont commencé à préparer l'opération à une telle évolution dès la fin de la guerre d'Octobre. « Entre autres, nous déclarer-t-il, les mesures discriminatoires à l'encontre des juifs ont été levées les unes après les autres. Des visas de tourisme d'affaires ont été accordés ces dernières années à de nombreux Israéliens qui sont revenus pour des séjours plus ou moins prolongés. Depuis la fin de la guerre d'Octobre, tout peut partir à l'étranger sans autorisation et revenir à son gré. Nous sommes désormais traités

### La Syrie accuse le président égyptien de « reddition devant le sionisme raciste »

New-York (Nations unies). — La Syrie a réouvert, brutalement, mardi 22 novembre, le débat sur le Proche-Orient. On attendait, certes, de M. Allaf, son délégué permanent, un discours ferme, mais la dureté du réquisitoire qu'il a prononcé — certains observateurs l'ont qualifié d'« intolérable » — a surpris les diplomates présents, à commencer par les Égyptiens. Le discours syrien était à vrai dire très argumenté et prononcé sans violence, mais il a pris à partie le président Sadate de façon tellement personnelle et presque insultante que l'ambassadeur égyptien, M. Abdel Meguid, a quitté la salle.

« Ce nouveau coup fait suite aux accords du Sinai, mais il est plus humiliant », a-t-il dit, « à dire le représentant syrien, de la part de la gauche unit, de la part de la gauche unit, de la part de la gauche unit... ».

Il a écouté l'hymne au son duquel les soldats sionistes ont occupé les territoires arabes.

Qualifiant la visite du président Sadate de « coup d'épée dans le dos de la gauche unit » et de « reddition devant le sionisme raciste », M. Allaf a demandé : « Pourquoi le président de l'Egypte s'incline-t-il et se désole-t-il ? Comment peut-il faire passer pareille défaite pour la poursuite du combat du peuple arabe ? ».

Il a accusé M. Sadate d'avoir « embrassé la cause de la gauche unit, et d'avoir serré la main d'un criminel de guerre, Dayan ». « La visite de Sadate, a-t-il ajouté, a gravement endommagé la cause arabe et jette une tache de sang sur l'annexion de Jérusalem » et que « cet événement n'a permis à Israël de sortir de son isolement ».

Il a cependant, pour finir, « lancé un appel pour la paix ».

De notre correspondant

« Que l'agresseur prouve ici même son désir de paix, a-t-il dit. Nous lui demandons de reconnaître les droits du peuple palestinien et d'annoncer qu'il évacuera les territoires annexés. Si Israël veut la paix, la voie est facile et les étapes sont claires ».

Une « soupe de sécurité »

M. Hazem Nuseibeh, délégué de Jordanie, a été plus nuancé. « Nous sommes prêts, a-t-il dit, à apporter notre concours à une solution, à condition qu'Israël en fasse autant en évacuant tous les territoires occupés, y compris la partie arabe de Jérusalem, et qu'il rétablisse les droits inaliénables du peuple palestinien ».

M. Jamil Barmou, délégué d'Arabie Saoudite, s'est abstenu, lui aussi, de critiquer le président Sadate. Il a noté que « l'impasse demeure » et que « le peuple palestinien est au cœur du problème du Proche-Orient ». Visiblement, ces deux diplomates

sont montés en ligne pour rappeler aux adversaires de l'Egypte que celle-ci n'était pas isolée.

En fait, les discours prononcés cette semaine par les divers délégués arabes servent surtout de « soupe de sécurité » et ne compromettent pas les négociations en vue de la convocation de la conférence de Genève. Sur le fond, les positions syriennes restent voisines de celles de l'Egypte, et on croit savoir que les deux pays veulent faire adopter par l'Assemblée générale un projet de résolution qui serait à peu près identique à celui de l'année dernière. Il condamnera Israël en raison de son occupation des territoires arabes, il invitera à les restituer et à reconnaître les droits inaliénables du peuple palestinien. Il se prononcera également en faveur de la réunion de la conférence de Genève et de la participation de l'O.L.P. à cette conférence « sur un pied d'égalité ».

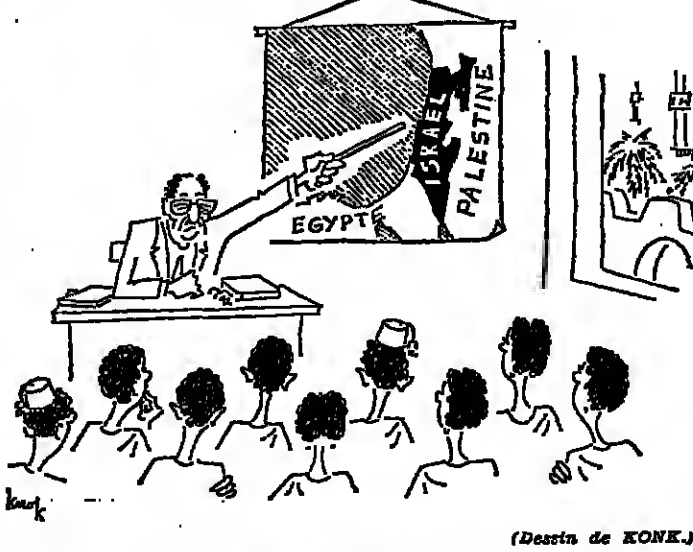
Le délégué permanent de l'Egypte, M. Abdel Meguid, devra prendre la parole, ce mercredi, tandis que le représentant d'Israël, M. Herzog, parlera jeudi.

LOUIS WIZNITZER.

« Golda est une grande dame ! »

Aucune trace d'animosité au de rancune à l'égard des Israéliens. Au contraire, l'admiration et le respect pour eux dans les propos que nous avons recueillis dans les milieux populaires. Des applaudissements ont éclaté spontanément dans un café du Caire quand les clients agglutinés autour d'un poste de télévision ont vu le chef de l'Etat égyptien échanger des propos cordiaux avec M. Dayan et étreindre Mme Golda Meïr. « Malgré tout, nous a dit l'un d'eux, il faut bien admettre que Dayan est un prestigieux chef militaire et Golda est une grande dame dévouée à la cause de son peuple ».

Le nom de Begin, en revanche, est évoqué avec des réserves évidentes. Le discours du premier ministre israélien pendant la conférence de presse tenue conjointement avec le président Sadate, ont profondément déçu les Égyptiens



(Dessins de KONK.)

juif égyptien, qui avait émigré il y a une vingtaine d'années, loge ici depuis quelques jours. C'est merveilleux, il envisage de créer une grande entreprise industrielle.

« Les juifs sont nos frères, nous les connaissons bien pour avoir vécu ensemble pendant des siècles. Sans ce conflit, ils auraient continué à vivre avec nous en bonne intelligence », nous dit pour sa part un boutiquier avant

en citoyens à part entière sur le même pied d'égalité que les musulmans ou les chrétiens.

Tout en affirmant qu'il n'était pas, en principe, opposé à des pourparlers directs entre dirigeants israéliens et égyptiens, M. Haroun estime tout comme ses pairs — que « Sadate ne court aucun risque en croyant qu'il obtiendra quel que soit de valable de Begin, dont le chauvinisme frise une forme de fascisme ».

Le discours de Begin, ajoute-t-il, a choqué tous les membres de la communauté juive dont beaucoup rêvent d'aller bien-tôt en Israël pour visiter parents et amis.

### Des « décisions difficiles »

(Suite de la première page.)

Selon M. Dayan, le Raïs ne voulant pas parler au nom du seul peuple égyptien, aucune proposition concrète portant sur une éventuelle restitution du Sinai ne lui a été faite. M. Dayan a insisté sur le fait qu'il convenait de ne pas donner à la déclaration du président égyptien, selon laquelle « la guerre d'Octobre 1973 serait la dernière », une signification qu'elle n'a peut-être pas. Cette déclaration n'est pas opérationnelle et n'a fait l'objet d'aucun engagement. Il convient donc de l'interpréter simplement comme un vœu.

Les divergences entre l'Egypte et Israël restent, en effet, profondes, tant sur le contenu de la paix qui devrait être établie entre les deux pays que sur le tracé des frontières qu'il sera nécessaire à sa sécurité. M. Dayan a enfin affirmé que l'Egypte souhaitait restreindre le rôle de l'Union soviétique à la conférence de Genève, et à conclure, sans être très explicite, sur la nécessité pour Israël de se préparer à des décisions « difficiles ».

La presse israélienne de ce mercredi, fait un large écho à ces

rumours non confirmés faisant état d'un accord annuel seraient parvenus Le Caire et Jérusalem sur la composition de la délégation palestinienne à Genève. Cette délégation, selon le Dava, organe travailliste, comprendrait des personnalités qu'Israël avait jusqu'à présent refusées, et le consentement obtenu de ses interlocuteurs explique l'optimisme du président Sadate quant à la prochaine convocation de la conférence.

Cette délégation, dans laquelle ne figureraient pas de dirigeants de l'O.L.P., pourrait comprendre, en plus d'un ou de plusieurs professeurs américains d'origine palestinienne, les maîtres de la loi de Cisjordanie, Naplouse et Tulkarem, connus pour leurs liens avec l'O.L.P., et le maire de Gaza beaucoup plus proche de la couronne hachémite.

Pour sa part, le journal Al Hamishmar, citant ce mercredi des sources autorisées de Jérusalem, indique qu'une date aurait même été arrêtée pour la conférence de Genève, dont la séance d'ouverture pourrait se tenir le 22 décembre, les séances de travail reprenant après les fêtes.

ANDRÉ SCAMAMA.

Les responsables égyptiens s'employaient, depuis le retour au Caire de Sadate, à alimenter l'opinion de la population comme en témoignent les manchettes de la presse : « La visite du Raïs s'est soldée par un succès à 100 % », « Sadate a affirmé tous ses objectifs », « Israël établit un plan de paix pour Genève », « Accord sur les principes de la paix », « Ceux qui s'en prennent au voyage du président sont bien-tôt révoqués », « Les résultats de cette initiative ».

La plupart des observateurs étrangers, tout comme la majeure partie de ce qu'il est convenu d'appeler la « classe politique » égyptienne, demeurent néanmoins sceptiques. Les exagérations de textes et les analyses débouchent sur la même conviction que le président Sadate n'aura rien de concret à offrir à l'opinion arabe lors du discours, très attendu ici, qu'il doit prononcer samedi prochain. A moins que les dirigeants israéliens puissent prendre auparavant les « décisions concrètes » qui s'imposent. Face au froid réalisme des « pessimistes », les « optimistes » se persuadent que le « rêve » vécu ces derniers jours ne fait que commencer.

ERIC ROULEAU.

## L'anglais tout de suite.

Le Gimmick débutant, c'est la méthode, celle qui vous permet de vous débrouiller en anglais tout de suite.

Tout de suite et bien, où vous voulez. Chez vous, dans votre voiture, le Gimmick vous fait la conversation.

Pour vous aider à mieux apprendre, il y a aussi une voix française dans la cassette.

Un interprète dans la cassette, c'est le Gimmick du Gimmick.

## 1 cassette gratuite

### The Gimmick débutants

GRATUIT : pour recevoir sans engagement la cassette échantillon et une documentation complète sur la méthode, renvoyez ce bon à : AFC, 26 rue d'Aboukir - 75002 Paris.

NOM : .....

ADRESSE : .....

code postal : .....

**FLAMMARION**



## PROCHE-ORIENT

APRÈS LA RENCONTRE DE JÉRUSALEM

### Tribune internationale Ce qui est déjà acquis

par ALBERT STARA (\*)

Et maintenant ? C'est la question qui vient naturellement à l'esprit, au lendemain de la rencontre Sadate-Begin que le monde entier a suivie à travers la « petite lucarne ». Pour une fois, les habitués de la télévision ont eu une authentique vision — dans le sens noble du terme — d'un des plus graves problèmes de la vie internationale. Après quoi, l'on s'est demandé si quelque progrès — et lequel — avait été fait dans la voie d'une solution.

Nul n'était assez naïf pour imaginer que la visite du président égyptien suffirait à régler un conflit aussi complexe. Les deux prestigieux acteurs de drame ont, dès l'abord, marqué qu'ils n'avaient pas la prétention, en quelques heures d'entretiens privés encadrés leurs apparitions publiques, d'effacer trente années de combats, de ruines et de souffrances. Mais c'est précisément cet écarton fatidique d'une haine dévastatrice que Begin et Sadate veulent, d'un même élan, rejeter dans le passé. En proclamant une égale volonté d'abandonner leurs haines, ils ont, en fait, non plus l'arme au poing mais la discussion, certes difficile mais indispensable, ils ont fait franchir à leurs peuples une étape décisive, celle qui doit à tout prix mener à la paix.

Sans doute ont-ils tous deux exprimé d'autres leurs thèmes sous une forme apparemment intrinsèque. Mais pour la première fois Sadate n'a pas accompagné ses engagements de la menace de reprendre la guerre, au contraire. Quant à Begin, il n'a certes rien abandonné de ce qu'il considère comme les droits fondamentaux et imprescriptibles de l'État hébreu — mais en ajoutant toutefois que « tout peut être négocié ». Il a même déclaré qu'il traiterait de propositions pour résoudre la question des Palestiniens. Il est évident que, pour que des positions si divergentes, et parfois même contradictoires, finissent par être conciliables, il faudra beaucoup de bonne volonté réciproque. Mais n'est-ce pas le sens essentiel du dialogue qui vient de se nouer.

On voit déjà se dégager, au-delà de la solennité historique, les conséquences les plus importantes du rendez-vous de Jérusalem. Pour commencer, Sadate ne s'est pas contenté de reconnaître la réalité d'Israël, mais aussi l'indivisibilité de la terre, selon sa formule « vivre ensemble ». Vivre et non mourir dans une lutte sans merci. Vivre dans une coexistence que Begin a aussitôt définie comme un voisinage harmonieux d'échanges et de coopération en vue d'une prospérité commune.

Cela signifie — et ne peut que signifier — que Sadate va se tourner vers ses associés du « camp arabe », et plus particulièrement ceux du camp de bataille, pour leur dire : « Il y a que deux moyens de traiter ce débat tragique : la négociation ou, à partir de vous, le dialogue. Nous sommes prêts à négocier, à régler par compromis, au lieu de la guerre, mais nous ne pouvons y aller ensemble ; mais si vous choisissez la guerre, ce sera sans nous ». Telle est la logique de l'attitude sans ambiguïté que Sadate a prise devant des millions d'auditeurs.

On a beaucoup dit que c'était là un évènement marqué par Israël ; mais on a omis de souligner que c'était aussi pour l'Égypte. Pour commencer, Sadate ne s'est pas contenté de reconnaître la réalité d'Israël, mais aussi l'indivisibilité de la terre, selon sa formule « vivre ensemble ». Vivre et non mourir dans une lutte sans merci. Vivre dans une coexistence que Begin a aussitôt définie comme un voisinage harmonieux d'échanges et de coopération en vue d'une prospérité commune.

Comme on le voit, la rencontre entre Sadate et Begin ne se déroulera pas sans obstacles ni peut-être sans incidents plus ou moins sérieux, en cours de route. Mais ce qui est déjà acquis, c'est d'abord que « le mur qui nous séparait n'est plus là », et que, dans un même élan de fermeté humaine, Begin et Sadate ont proclamé qu'ils refusaient désormais que cette querelle fasse encore couler le sang des hommes et des femmes, non desquels ils ont, face à l'univers, engagé leur entretien historique.

(\*) Délégué général du Likoud en France.

#### BIBLIOGRAPHIE

### « Israël et ses populations » de Doris Bensimon et Eglal Errera

Enfin, un bon livre sur Israël, résultat du travail de deux sociologues, Doris Bensimon et Eglal Errera. Il se présente comme un ouvrage de référence sur les communautés ethniques et religieuses. Les chapitres sont accompagnés de biographies (celle de M. Begin est excellente et originale) et de documents divers : lois, déclarations importantes, etc. qui illustrent bien le texte. Mais, à l'opposé des ouvrages officiels du type Israël, faits et chiffres, le livre applique une indépendance de jugement et un esprit critique à la présentation rigoureuse des faits.

Les deux auteurs se sont partagés la tâche. Mme Bensimon traite des Juifs en mettant l'accent, entre autres, sur les disparités sociales.

Le quotidien « Jerusalem Post » écrit, dans son éditorial du 22 novembre : « Un certain élan a été donné mais il peut facilement retomber sous une nouvelle impulsion. La grande question pour Israël est de savoir si Begin est en mesure de prendre les décisions difficiles nécessaires. Il ne fait aucun doute qu'il y a aujourd'hui un consensus national en faveur d'une politique de paix courageuse et imaginative. »

M. Jean Lecanuet, président des démocrates sociaux, écrit dans l'« Édition de Démocratie moderne », organe de son mouvement : « Quelles que soient les difficultés, qui se dresseront encore, ce premier dialogue mérite les encouragements et le soutien de tous les hommes, de toutes les nations attachées à la paix. »

rités sociales entre originaires des pays d'Asie et d'Afrique et ashkénazes, sur le conflit entre pratiquants et laïcs, entre générations. Les auteurs ont fait appel à l'histoire proche et lointaine, pour donner un tableau d'ensemble, mais son récit est parfois incomplet ; c'est le cas pour l'expédition des Juifs de Bialystok en Pologne, où il n'est pas exact que, dès 1944, les organisations palestiniennes aient été véritablement « officielles » contre les régimes arabes qui exploitaient le problème palestinien tout en utilisant l'O.L.P. à leurs fins propres comme un instrument de leur politique. En 1968 seulement, le P.O.P., dirigé par Yasser Arafat, a pris le contrôle de l'Organisation.

La deuxième partie du livre porte sur les Arabes israéliens et est due à Mme Errera. Sa tâche était plus difficile, car le matériel existant sur cette communauté est moins riche que celui portant sur les Juifs d'Israël. Toutefois, l'auteur a réussi à présenter les grands caractéristiques de cette population. Il est regrettable qu'elle n'ait pas complété son exposé en examinant la littérature et la poésie arabes en Israël.

Le livre s'achève sur deux épilogues, où les auteurs présentent de façon remarquable les problèmes et les perspectives des Juifs et des Arabes en Israël. Enfin, l'ouvrage est illustré par le dessinateur israélien Doughty, en parfait accord avec son esprit.

A. K.

\* Doris Bensimon et Eglal Errera, Israël et ses populations, Bruxelles, 1977, distribution Presses universitaires de France, 220 p., 65 F.

## ASIE

### Le Japon dans la « guerre économique »

(Suite de la première page.)

C'est là désormais le principal moyen de pression dont disposent les Américains : le Japon peut difficilement résister à la tentation du rachat de la monnaie, à moins de bloquer le marché de Tokyo, ce qui ne limiterait la spéculation ni à Londres ni à New-York. A la fin de la semaine dernière, le rumeur circulait dans les milieux financiers de Tokyo, étranger, mais aussi japonais, que le nom japonais pourrait étendre sous peu le taux record de 200 yens pour un dollar, si aucune solution n'était trouvée au différend avec les Américains.

Pas plus qu'ils ne s'estiment satisfaits de la réévaluation du yen, les Américains ne considèrent que les mesures prises le 20 septembre par M. Fukuda pour développer les importations sont de nature à modifier la situation des échanges entre le Japon et les États-Unis. Tokyo a annoncé l'achat supplémentaire d'armes, de pétrole, d'uranium, de métaux non ferreux et de produits agricoles pour un montant total de trois milliards de dollars. En ce qui concerne les avions — il ne semble pas qu'Alibue fasse partie du projet — il s'agit d'une accélération du rythme de livraison des appareils commandés aux constructeurs américains dans le cadre du plan d'équipement des compagnies aériennes japonaises. Cette mesure semble, en fait, se heurter aux réticences des constructeurs.

#### Gamouflage des excédents

Pour le pétrole, on ne peut guère non plus parler de mesure nouvelle : l'augmentation des achats est sur un rattrapage dans la constitution des stocks — le Japon entend porter sa capacité de stockage à quatre-vingt jours, ce qui aurait dû être réalisé en octobre, mais ne l'a pas été en raison de l'insuffisance des installations (il est envisagé aujourd'hui d'utiliser des pétroliers désarmés). Quant aux achats d'uranium, il s'agit en fait du paiement anticipé d'un contrat déjà signé pour la livraison par les États-Unis de 1300 tonnes de minerai. Le Japon a affirmé vouloir en acheter 10 000 tonnes. Ce projet contraire au fait la politique stratégique américaine, Washington ne souhaitant pas que d'importantes quantités d'uranium soient disséminées à travers le monde. Certains observateurs voient surtout dans ce projet une manœuvre de Tokyo pour démontrer à Washington que, malgré le « bon vouloir japonais », les Américains sont peu coopératifs.

Pour les métaux non ferreux, le gouvernement a accordé, en septembre, une aide financière de 17 milliards de yens aux métallurgistes dans l'espoir de les inciter à importer. Les stocks japonais étant déjà importants, il est peu vraisemblable que cette mesure soit suivie d'effet. Enfin, pour les produits alimentaires, il s'agit essentiellement de produits agricoles. Quant aux produits pour le bétail et d'augmentation des contingents de produits de la mer, toute mesure plus radicale se heurterait au veto du lobby paysan, dont l'influence sur le parti libéral démocrate au pouvoir est très importante.

#### Concessions symboliques

Fussent-elles suivies d'effet, ces mesures ne sont pas satisfaisantes pour les Américains. D'une part, font-ils valoir, elles n'apportent qu'un remède temporaire à l'excédent de la balance des paiements courants par un réajustement comptable dû à des flux financiers, mais ne constituent en rien une solution réelle au problème central de l'excédent commercial. D'autre part, estime-t-on à Washington, la majorité de ces importations n'ayant pas d'emploi, en l'état de la conjoncture économique japonaise, elles reviennent à camoufler les stocks des excédents. Déjà, au cours de la période 1971-1972, le Japon avait proposé des solutions analogues. Les achats d'avions avaient alors été escamotés par les pots-de-vin versés par Lockheed à des politiciens japonais.

Les Américains ne se contentent pas, cette fois, de ce genre de solutions : ils souhaitent un changement structurel des importations japonaises. Les produits industriels ne représentent, selon les statistiques japonaises, que 20 % du total de celles-ci, Washington presse Tokyo d'augmenter substantiellement ses achats de produits manufacturés (ceux-ci comptent pour 53 % dans les importations américaines à 68 % dans celles de l'Allemagne fédérale). Les Japonais ont annoncé, fin octobre, un « plan » de mesures visant à alléger les droits de douanes et à simplifier les procédures d'importation. Toutefois, en ce domaine, seule a été prise une mesure de rationalisation des procédures pour les importations dont le valeur ne dépasse pas 1 million de yens. Quant aux allègements, rien, pour l'instant, n'a été arrêté, ni leur taux ni les

catégories de produits. Apparemment, les Japonais ne sont guère pressés de commenter, devant les journalistes étrangers, les mesures envisagées, les fonctionnaires du MITI (ministère du commerce international et de l'industrie) étant « trop occupés » pour les recevoir, nous a-t-il été répondu.

Vraisemblablement, les réductions tarifaires porteront sur des produits, tels que l'automobile, les ordinateurs (I.B.M. voit de jour en jour son marché se rétrécir au Japon) et les films en couleur. On peut douter de l'importance de leur effet. D'une part, elles seront limitées sur les concessions que le Japon fera au cours de la négociation multilatérale du G.A.T.T. et, d'autre part, elles apparaissent assez symboliques, car, beaucoup plus que les droits de douanes — qui demeurent peu élevés — ce sont les marges des revendeurs qui rendent les produits étrangers si peu compétitifs sur le marché nippon (une R.S. vaut 2 millions de yens, soit environ 40 000 F, presque le double de son prix en France). Il en va de même pour les valeurs américaines, qui valent parfois jusqu'à trois fois leur prix aux États-Unis.

Les distributeurs japonais font valoir que cette différence est due aux modifications nécessaires pour adapter la voiture ou le produit au marché japonais. Pour l'instant, le MITI a été pour le moins timide dans les demandes adressées aux revendeurs de limiter leurs marges. Malgré le montant du yen — qui, théoriquement, rend les importations moins chères — les prix des produits étrangers à Tokyo n'ont pratiquement pas varié. Apparemment, ce sont les revendeurs qui empêchent ce profil supplémentaire.

La situation paraît pour le moins bloquée et les Japonais ne cèdent pas sur un point réclamé aussi bien par les États-Unis que par l'Europe :

la relance de l'activité économique interne. La hausse du yen par rapport au dollar va en sens contraire de la compétitivité des produits japonais à l'étranger, mais elle ne va pas changer du jour au lendemain les habitudes des consommateurs. D'ailleurs, pour les exportations de pointe (automobile, électronique), l'effet n'a commencé à se faire sentir qu'une fois que le valeur du yen a augmenté de 10 % par rapport au dollar.

Les importations, quant à elles, sont davantage liées à la conjoncture que sensibles aux variations de prix. Tout en se battant pour la diminution des barrières tarifaires et non tarifaires, les Américains reconnaissent implicitement qu'à l'heure actuelle le Japon n'est pas en position d'importer. Aussi demandent-ils qu'en 1978 le taux de croissance japonaise soit de 7 à 8 %. Il est désormais évident que l'objectif de 8,7 % pour l'année fiscale qui s'achève en mars prochain ne sera pas atteint.

#### Une politique conservatrice

Depuis trois ans, d'abord à la tête du ministère des finances, puis comme premier ministre, M. Fukuda ne s'est pas départi d'une politique fondamentalement conservatrice : priorité à la lutte contre l'inflation et « soutien » de l'activité économique par une politique budgétaire qui a prouvé ses limites. En fait, les pressions américaines rejoignent celles exercées, depuis quelques mois, par les milieux d'affaires japonais. Le patronat japonais est apparemment de plus en plus mécontent de M. Fukuda et impatient que soient prises des mesures sévères de relance. La monnaie du yen a d'ores et déjà annulé l'effet des mesures prises en septembre.

M. Fukuda, sous la double pression de Washington et de ses petro-

nat, devrait, dans les semaines qui viennent, élargir le débat sur le budget 1978, renoncer à la limite qu'il s'était fixée en matière de déficit budgétaire (30 %). Pour certains économistes japonais, les risques d'inflation, même avec un déficit budgétaire plus important, sont minimes. D'une part, l'appareil de production tourne à 80 % de sa capacité. De l'autre, le déficit du budget étant financé sur le marché obligataire, il n'est pas, en définitive, générateur d'inflation, puisqu'il n'y a pas création de monnaie.

Les États-Unis ne souhaitent certes pas « abriter » le Japon, allié privilégié en Asie. Ils n'en semblent pas moins déterminés cette fois à obtenir, même au prix d'une épave de l'économie, des concessions qui, certes, serviront en priorité leurs intérêts, mais supposent une modification de la structure des échanges extérieurs japonais qui pourrera également être favorable à l'Europe.

Celle-ci assiste, impuissante, à l'empignonnage nippon-américain, consciente en fait que seuls les États-Unis sont en position d'obtenir ce que le C.E.E. a demandé à Tokyo, vainement, depuis des mois. Avec cette crainte, cependant, chez certains financiers, que le montant du yen ne soit le détonneur d'une crise monétaire mondiale. Il est certain, en tout cas, que M. Fukuda ne pourra satisfaire les Américains avec des « pirouettes » : le premier ministre se plie, paraît-il, à « démontrer » aux ambassadeurs européens en poste à Tokyo le « bon vouloir » du Japon envers la C.E.E. en leur disant que sa crainte est française, non complaisante anglaise et ses chaussettes italiennes. On peut douter que Washington se contente de savoir que ses clubs de golf sont américains.

PHILIPPE PONS.

#### Chine

### SUPPRIMÉES PENDANT LA RÉVOLUTION CULTURELLE Les primes de rendement pourraient être rétablies

De notre correspondant

Pékin. — Le système des primes de rendement, banni depuis la révolution culturelle et condamné comme une manifestation du droit bourgeois égoïste, a été rétabli par le régime de l'éducation supérieure, la réintroduction du système des primes constituerait l'abandon du plus marquant des méthodes héritées de la révolution culturelle et considérées jusqu'à présent comme les innovations les plus originales — et les plus ambitieuses — du socialisme chinois. Le retour au principe des stimulants matériels fait partie de la politique pragmatique de M. Teng Hsiao-ping. Différents articles sur la notion de rétribution proportionnelle au travail avaient déjà été publiés, mais la première fois, néanmoins, qu'une référence explicite est faite au système des primes.

seulement sur l'éducation politico-idéologique pour encourager l'effort au travail.

Le débat paraît avoir pris un tour tout à fait concret avec des considérations sur la place respective que doivent occuper le salaire et les primes dans la rémunération des travailleurs. Il est admis, par certains du moins, que l'attribution de primes de rendement, d'essentielle, d'entretien, etc., peut comporter des « aspects négatifs » et doit, en conséquence, être limitée pour que le salaire demeure la rétribution essentielle de l'ouvrier. Le caractère « positif » du système n'en est pas moins souligné avec vigueur en tant que facteur « promoteur de la production ». Certains orateurs ont même réclamé que des efforts soient accomplis par les départements responsa-

bles pour « trouver une base théorique à l'application de primes » et « réhabiliter le système afin de balayer l'influence des « quatre » dans ce domaine ».

Après la réforme de l'éducation supérieure, la réintroduction du système des primes constituerait l'abandon du plus marquant des méthodes héritées de la révolution culturelle et considérées jusqu'à présent comme les innovations les plus originales — et les plus ambitieuses — du socialisme chinois. Le retour au principe des stimulants matériels fait partie de la politique pragmatique de M. Teng Hsiao-ping. Différents articles sur la notion de rétribution proportionnelle au travail avaient déjà été publiés, mais la première fois, néanmoins, qu'une référence explicite est faite au système des primes.

ALAIN JACOB.

## L'ECONOMISTE du tiers monde

le seul périodique international consacré à la lutte de libération économique des trois continents

Ce mois, dans tous les kiosques

CINQ BARRAGES, CINQ PROBLÈMES

Un dossier sur Cabora Bassa, Cunene, Euphrate, Assouan et Itaipu ; cinq parmi les plus grands barrages du tiers-monde

LE NOUVEL ORDRE ÉCONOMIQUE

Une interview du secrétaire général de la C.N.U.C.E.D.

CENTRAFRIQUE : UN DOUBLE PILLAGE

SOUDAN : UN GRENIER QUI COUTE CHER

ÉGYPTE : L'OBSCURANTISME ÉCONOMIQUE

INDE : COCA-COLA COULE ?

GUYANE : UN PAYS A L'ENCAN

ainsi que de nombreuses études sur le textile, la noix de coco, les facilités Witterveen, le sucre, le Brésil, le Venezuela, le Maroc, le Gabon, le Soudan, etc.

LISEZ, ABONNEZ-VOUS A

L'ECONOMISTE DU TIERS-MONDE

9, rue d'Aboukir, Paris-2<sup>e</sup>.

### KENYA TANZANIE LES SOUVENIRS DE MAURITIE

séjour Océan Indien  
10 jours  
à partir de F 2850  
circuit safari  
10 jours  
à partir de F 3850

\* sur base 4 personnes

la spécialité à votre disposition

Nisit Africa Service

3, rue Meyerbeer (Opéra)

75009 Paris - tél. 824.73.22

## AMÉR

#### Colombie

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS VINGT ANS

### Les armées et conservateurs iront se battre aux batailles électorales de 1980

De notre correspondant

Les élections législatives de la Colombie, prévues pour le mois de mai 1980, ont été marquées par une atmosphère de tension. Les armées et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les armées, qui ont été vaincues, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des armées.

Les armées et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les armées, qui ont été vaincues, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des armées.

Les armées et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les armées, qui ont été vaincues, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des armées.

Les armées et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les armées, qui ont été vaincues, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des armées.

#### Argentine

### Aucun engagement sur les droits

Les élections législatives de l'Argentine, prévues pour le mois de novembre 1977, ont été marquées par une atmosphère de tension. Les militaires et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les militaires, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des militaires.

Les militaires et les conservateurs, qui se sont battus pendant vingt ans, vont se retrouver dans l'arène électorale. Les militaires, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des conservateurs. Les conservateurs, qui ont été vaincus, vont se battre pour empêcher la victoire des militaires.

#### TEMOIGNAGE

### Torture et répression dans la province de M...

Des prisonniers politiques, récemment libérés d'Argentine, ont raconté les tortures et la répression qu'ils ont subies dans la province de M... Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.

Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.

Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.

Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.

Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.

Les prisonniers ont été torturés et réprimés pendant des mois. Les tortures ont été très cruelles. La répression a été très sévère.



# Économique

**A** **B**







293, rue Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup>

# Dans le paysage architectural du Val-de-Grâce

CHRISTIAN CHASSIN

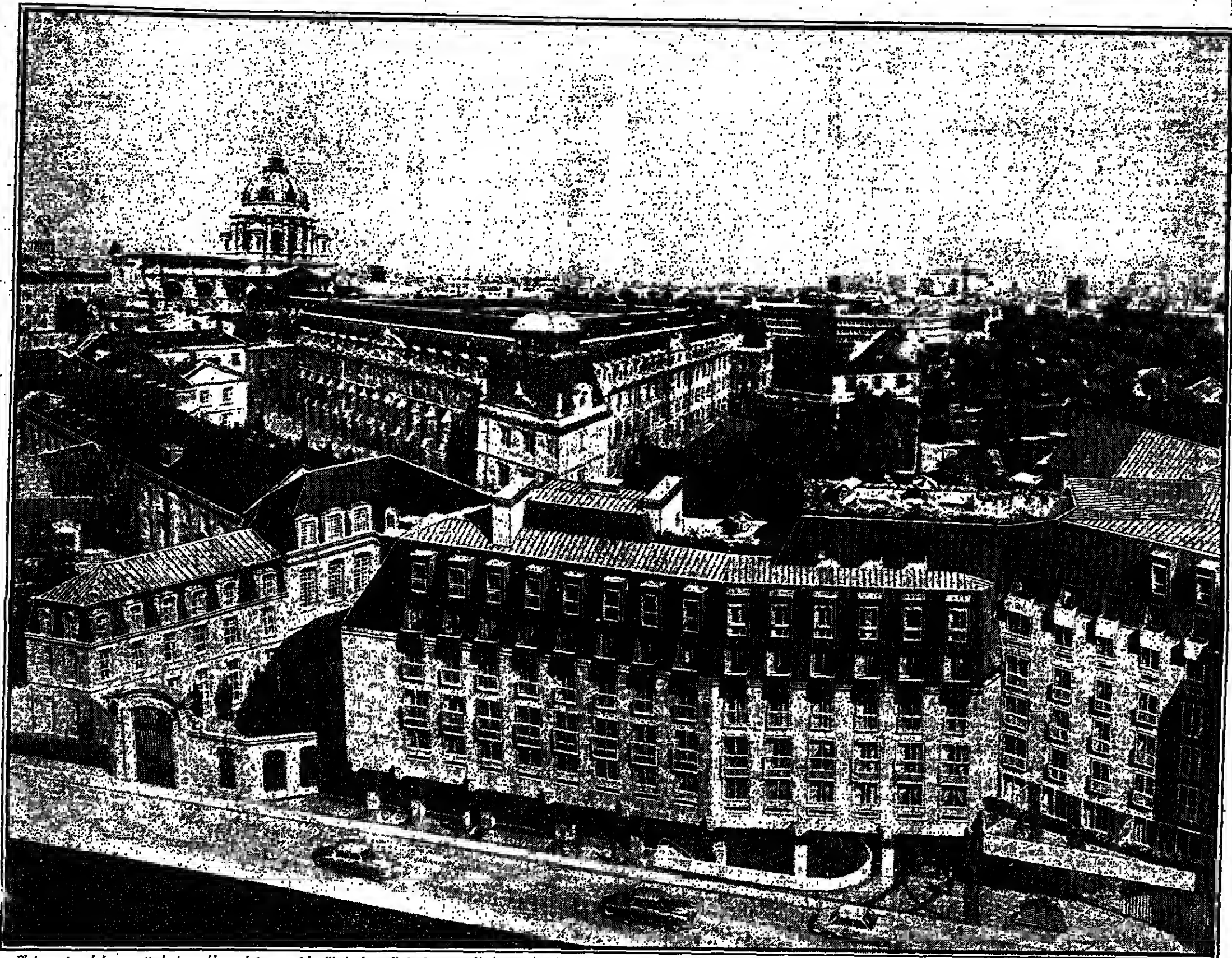


Photo-montage de la maquette des immeubles sur le paysage réel qu'ils dominent. Il n'était pas possible de respecter strictement certains angles de vue, mais ce document donne une impression générale très proche de la réalité, qui est, en fait, plus favorable encore.

## Le Longueville SAINT-JACQUES

En regardant Mansart...

Le Longueville Saint-Jacques fait face au Val-de-Grâce. A trois siècles d'écart, c'est l'alliance réussie de deux architectures et une certaine parenté dans la ligne des façades rend l'intégration parfaitement satisfaisante. Les trois-quarts des appartements vont bénéficier d'une vue imprenable sur le parc et les façades Louis XIV et jouir d'une atmosphère calme et paisible.

A la fois moderne et fidèle au passé

Conçue dans l'esprit des hôtels anciens la résidence offre, sur la rue Saint-Jacques, une élégante façade habillée de pierre sous un vrai toit d'ardoises. Elle met en valeur, tout en la liant aux constructions nouvelles, le très bel hôtel de Longueville du XVII<sup>e</sup> siècle. Entièrement restauré il demeure, dans le cadre du programme, comme le dernier témoignage d'un passé somptueux.

Dans le quartier le plus "intelligent" de Paris

C'est, dans un rayon de 1.000 mètres : la Sorbonne, le Panthéon, le Collège de France, le Luxembourg; tout proches également : le Jardin des Plantes, Montparnasse, le marché Mouffetard. C'est en vérité le quartier de Paris qui offre le plus de commodités et le plus de possibilités de se cultiver et de se distraire. Au sein de ce périmètre d'élite et dans un tel site, Le Longueville Saint-Jacques représente une valeur immobilière solide, ce qui est également très important.

Des appartements d'exception et une grande variété de plans.

Du studio aux 6 pièces et duplex, ils sont luxueusement traités et la plupart sont agrandis par des balcons. Dans les plus grands appartements, conçus pour recevoir, la surface - salon-salle à manger tient une large place. Certains sont d'ailleurs dotés d'immenses terrasses qui multiplient

par deux la surface "réception" déjà importante. Les plans, très originaux, sont presque tous différents les uns des autres. Ainsi, chacun trouvera parmi ces appartements hors du commun, celui qui correspond le mieux à son style de vie.

Début des livraisons : été 78

Visitez l'appartement-décoré

tous les jours, de 10h30 à 13h et de 14h30 à 19h.

Ei si vous ne pouvez vous déplacer, téléphonez-nous

ou envoyez-nous votre carte de visite.

Vous recevrez une luxueuse brochure en couleurs décrivant le programme.

Renseignements et vente

Sur place : 293, rue Saint-Jacques, 75005 Paris

Tél. 033.49.91

Au siège : COGEDIM, 21 rue d'Astorg, 75008 Paris

Tél. 266.36.36

Réalisation OCE

Vente COGEDIM

S.A. au capital de 60 millions de francs.



Le Monde

# politique

## LA VISITE DE M. BARRE A CRUSEILLES (HAUTE-SAVOIE)

### UNE VIEILLE RECETTE

Il ressort des derniers sondages d'opinion que la gauche n'a eu pour effet ni de consolider une majorité qui peaufine obstinément depuis juin à 47 % des intentions de vote, ni de restaurer la cote d'un premier ministre qui réussit à faire en novembre moins de « satisfait » encore qu'en octobre (40 % au lieu de 43 %).

Que faire ? La plus simple en pareil cas est d'ignorer superbement ce qui ne doit être que la France superficielle et de se consacrer à la fameuse « France profonde ». C'est ce que fait mardi la pauvre M. Barre, qui a tenu à Cruseilles (Haute-Savoie) des propos d'une grande élévation puisamment orchestrés tout au long de la soirée, non seulement par la télévision mais aussi par France-Inter.

Le chef du gouvernement a repris l'inséparable thème présidentiel de la cohésion nationale et s'est plu à citer son maître, qui écrivait dans *Démocratie française* : « La France doit devenir une communauté humaine qui va à l'unité par la justice ».

RAYMOND BARRILLON.

### Le chef du gouvernement oppose les « vrais » problèmes aux « questions politiques »

Cruseilles. — Invité par l'Association pour la démocratie, M. Raymond Barre s'est entretenu pendant deux heures, mardi soir 22 novembre, avec les habitants des treize communes du district de Cruseilles (Haute-Savoie), conviés à venir « dialoguer » avec le premier ministre. Quatre mille invitations avaient été lancées, mille quatre cents personnes y ont répondu après avoir réservé leurs places auprès de leur mairie.

L'objectif de l'Association pour la démocratie est d'amener les responsables politiques « au contact des Français ». Trois membres du gouvernement ont déjà répondu à cet appel : Mme Simone Veil, Alice Saunier-Seïte et Hélène Miasotte. C'était la première fois que M. Raymond Barre se livrait à un exercice de ce genre.

Après avoir été accueilli par une chorale, M. Raymond Barre a répondu pendant deux heures aux questions d'un auditoire attentif, qui soulevait principalement des problèmes quotidiens et qui aurait aimé trouver chaque fois dans les propos du chef du gouvernement une réponse immédiate à ses difficultés. Certaines personnes regrettant d'être, M. Barre s'étant contenté de

d'expliquer « ce que fait le gouvernement et pourquoi il agit ainsi » ; parfois, le premier ministre demandait à ses interlocuteurs de lui écrire ou leur promettait d'agir auprès d'un ministre ou d'un fonctionnaire, ou bien encore déclarait : « Le gouvernement étudiera avec soin ce problème ».

En réponse à une question sur les problèmes d'emploi dans une entreprise d'Annecy, le chef du gouvernement a déclaré : « Dans certains cas, des allègements sont absolument indispensables à la survie des entreprises (...). Si nous voulons survivre dans la compétition économique de demain, si nous voulons sauvegarder le niveau de vie des Français, nous devons restructurer nos industries, nous adapter et accepter un certain nombre de sacrifices ».

M. Barre répondit ensuite à des questions portant sur l'artisanat, le travail clandestin, la réforme des collectivités, la monnaie, le cours du franc suisse. A propos du livre de M. Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, il affirma : « Nous sommes encore une société trop dista-

L'objectif profond du président de la République est d'arriver à surmonter ces divisions et ces oppositions afin de parvenir à une plus grande cohésion nationale ».

Avant de se retirer, M. Barre remercia son auditoire « de ne pas lui avoir posé de questions politiques, mais de vrais problèmes, ceux que se posent tous les Français ».

CLAUDE FRANCHILLON.

### AUX « DOSSIERS DE L'ÉCRAN » : LES FRANÇAIS ET LES PARTIS POLITIQUES

Les Dossiers de l'écran du 23 novembre auront pour thème « Les Français et les partis politiques ». Comme ils l'avaient fait pour l'émission consacrée en février dernier à M. Valéry Giscard d'Estaing, les producteurs Armand Jammot et Guy Darbois ont demandé à un institut de sondage — cette fois-ci l'ITOP — de sélectionner soixante personnes représentatives de la population française. Elles interrogeront les dirigeants de six formations politiques : MM. André Dilligent (C.D.S.), Jacques Douffaugues (P.R.) et Yves Guéna (R.P.R.) pour la majorité, MM. Claude Estier (P.S.), Robert Fabre (M.R.G.) et Georges Marchais (P.C.) pour l'opposition.

M. Guy Darbois a indiqué jeudi 17 novembre qu'il ne s'agit pas d'une émission « électorale », il a précisé : « Ce qui nous intéresse, c'est la caractéristique institutionnelle des partis. Y en a-t-il trop ou pas assez ? Quels sont leurs rapports avec les groupes de pression ? Avec l'argent ? Quel est leur rôle dans le fonctionnement de la démocratie ? Quel est le degré d'autonomie d'un homme politique par rapport aux instances de son parti ? ».

Le débat, qui exceptionnellement ne sera pas précédé par un film, aura lieu à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale. Il durera environ trois heures.

### L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Année à payer une somme d'administration devra s'exécuter

Le 23 novembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la simplification administrative. Cette loi, qui vise à réduire de 20 % le nombre de services administratifs, prévoit également la suppression de 100 000 postes. Les députés ont également adopté une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, qui prévoit la création de nouvelles universités et la suppression de certaines facultés. Enfin, l'Assemblée a adopté une loi relative à la réforme de la justice, qui prévoit la création de nouveaux tribunaux et la suppression de certains juges.

### Un grand reportage à domicile

(Suite de la première page.)

Avec eux, c'est toute la richesse et la diversité des tempéraments, la capacité d'imaginer et d'entreprendre, le sérieux et le caractère, le courage, mais aussi la gaucherie et une aisance hardie qui forment une galerie impressionnante de portraits, un peu flûtés parfois, voire résolument roses.

Qu'on ne cherche pas, pour chacun des vingt régions que l'auteur a arbitrairement découpées en faisant fi de la carte administrative — et comme il a eu raison ! — une histoire documentaire et exhaustive. Ici ce sont deux ou trois bons connaisseurs de leur province qui commentent et expliquent sa situation, son état d'esprit. Là, la mise au jour des racines historiques ou sociales de l'évolution actuelle introduit deux ou trois récits ou descriptions qui en disent plus long que toutes les statistiques et les analyses. Allure, les impressions, les réactions, les opinions du voyageur, parfois exposées avec feu et soutenues avec flamme, occupent presque tout le chapitre. Paradoxalement, l'un des meilleurs — mais d'autres, ceux qui ont trait au Languedoc, à la Côte d'Azur, à la Bretagne, à l'Aquitaine, au Lyonnais en particulier, sont excellents — porte sur la seule région où Ferniot n'est pas allé, la Corse, parce que, à son précedant passage, il avait pu goûter d'être accueilli à tous les coins de rue par les inscriptions : « Français ! » (« *Déhors les Français !* ») qui la commentent de dégoût.

Ce qu'on trouvera, au revanche, vigoureux et fortement étayés, ce sont des prises de position sur des sujets brûlants et controversés.

Ceux-ci, en particulier, : la centralisation administrative n'a pas que des avantages, les Parisiens ont envie de la province et les provinciaux n'envient plus Paris, l'audience des mouvements autonomistes ou régionalistes est insignifiante et en déclin, celle des écologistes tout à fait dérisoire, l'idée d'instituer un « pouvoir régional » est une redoutable faribole. On ne peut s'empêcher de goûter l'ardeur joyeuse que M. Barre a mise à poursuivre quelques idées reçues et, notamment, certaines pages sur le jubilation des maires normands qui ont réussi à obtenir dans leur canton la construction d'une centrale nucléaire, sur la désertification de la langue bretonne et l'existence de l'Occitanie, hier terrain de combat de la droite réactionnaire contre la République et ses institutions, aujourd'hui champ clos où plénièrent de petits cortèges d'extrême gauche. Gaston Bonheur consent que les camarades parient français et non patois et que cela l'a toujours troublé, en contrepoids des défis enflammés que lance le poète montpelliérain Léon Cordes à l'impérialisme français. Et partout aussi, mais dans le Languedoc viticole plus qu'ailleurs, on accuse l'Etat de tous les maux en même temps qu'on le sollicite allègrement à tout bout de champ.

Ferniot-Jacobin se tient ferme sur ses positions, mais il sait courir sans méchanceté aucune tandis qu'il regarde avec une grande tendresse et une curiosité amusée cette France qui est « comme ça », cette France des braves gens.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

« Jean Ferniot, *C'est ça la France*, Julliard, 288 p., 50 F.

### QUATRE MINUTES SUR R.T.L.

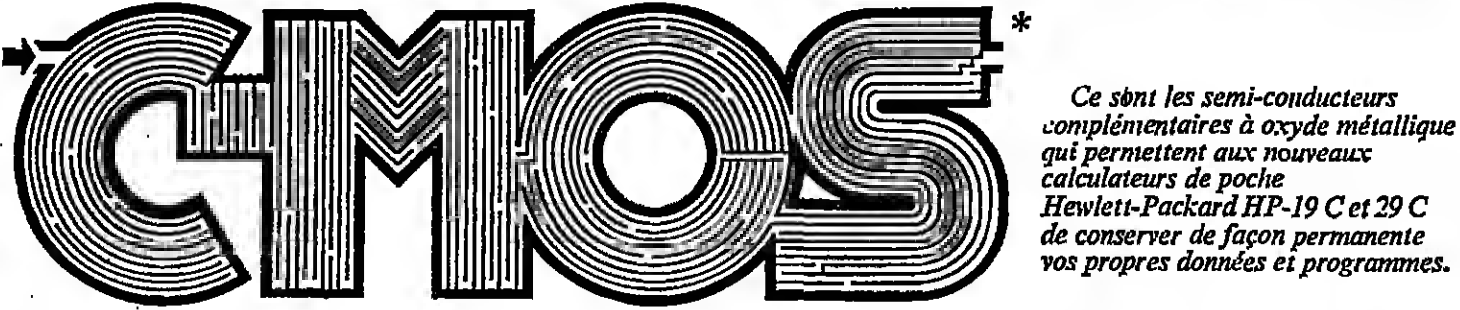
7 h. 15 chaque matin, du lundi au vendredi, et durant quatre minutes, Jean Ferniot raconte aux auditeurs de R.T.L. une petite histoire de « C'est ça la France ». Il était parti en voyage pour rapporter des émissions de radio : « J'en avais un peu assez d'éditorialiser, avoue-t-il, j'ai proposé autre chose au directeur de R.T.L. : il est revenu avec un livre et travaille maintenant presque au jour le jour, en tout cas semaine après semaine, pour ses quatre minutes de micro. Vingt minutes, cinq numéros sont donc consacrés à chaque région : « Pour ne pas faire de jaloux, dit Jean Ferniot, Remarque que ce sont mes régions tel qu'il m'a semblé bon de les découper, j'en préfère certaines à d'autres, et je ne manque pas de le dire. » Il le montre en effet dans le choix même des personnages qu'il campe, des situations qu'il crée, des paysages qu'il décrit : comme ça, simplement avec une introduction, deux ou trois minutes parties et une brève conclusion en forme de pirouette ou de boutade.

Interprétant lui-même les dialogues s'il y en a, citant tel ou tel auteur en changeant de ton, rappelant d'une voix un peu complice telle ou telle

de ses impressions personnelles, glissant, badin, au jugement pour retrouver « la France ». C'est comme parait-il : « Et la femme qui quitte sa ferme d'Auvergne par tant sa femme d'Auvergne parce qu'elle en avait assez de passer après la vache rassemblée à ma mère, une Bretonne venue « se placer » à Paris. » Voilà pour la confidence. Non, même pas : seulement le rassurant bon sens. Les gens se ressemblent.

Jean Ferniot n'a pas utilisé de documents sonores pour réaliser ses émissions. Il veut éviter la couleur locale, le folklore des accents. Et puis, en quatre minutes, il se veut conteur, conteur de choses méconnues. Il ne lit pas de passages de son livre, il choisit des images, il rend plus vivants des détails pas forcément importants. Il met en scène, il joue au portrait, il cherche à être exhaustif. Il croit aux figures symboliques. « Vous savez, dit-il, je me rends compte qu'en interrogeant les gens je les ai fait parler dans un sens radiophonique, et cela m'a bien servi pour mon livre. » Alors ? Livre ou radio, qu'est-ce qui passe avant ?

MATHILDE LA BARDONNIE.



Ce sont les semi-conducteurs complémentaires à oxyde métallique qui permettent aux nouveaux calculateurs de poche Hewlett-Packard HP-19 C et 29 C de conserver de façon permanente vos propres données et programmes.

### Deux nouveaux calculateurs Hewlett-Packard programmables à mémoire permanente.

Le HP-19 C imprime.

Si les programmes que vous utilisez sont toujours les mêmes, les HP-19 C et HP-29 C vous feront gagner beaucoup de temps. Puissants, programmables au clavier, ils conservent en permanence vos données et programmes. En outre, le HP-19 C dispose d'une imprimante thermique (silencieuse) incorporée, qui imprime les nombres et le programme.

Ces calculateurs vous offrent tous les deux :

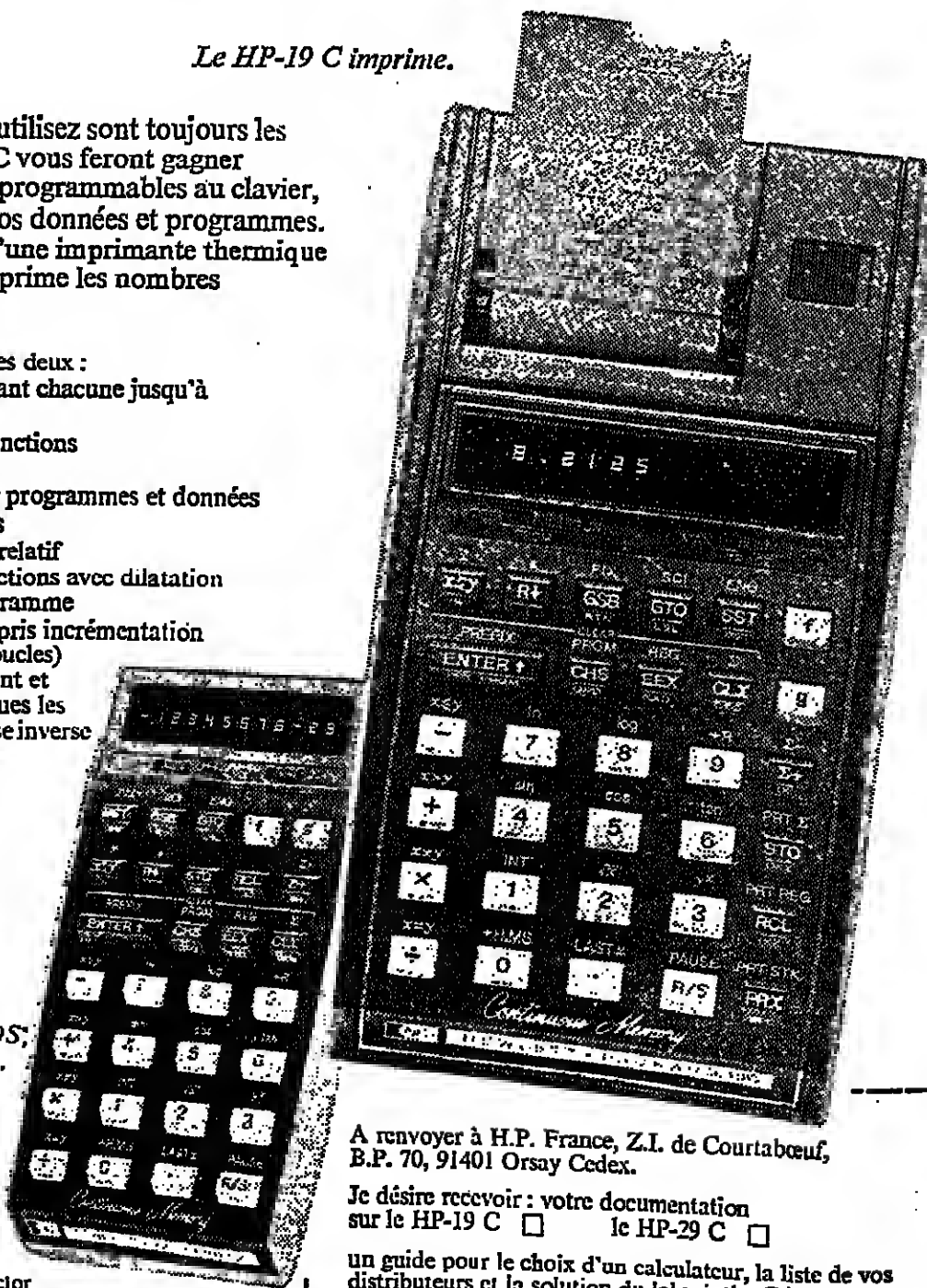
- 98 lignes de programmes regroupant chacune jusqu'à 4 pressions de touches
- codes combinés pour toutes les fonctions
- 30 mémoires adressables
- mémoire C-MOS\* pour conserver programmes et données
- trois niveaux de sous-programmes
- adressage symbolique, indirect et relatif
- annulations ou insertions d'instructions avec dilatation et contraction automatique du programme
- 10 tests logiques différents, y compris incrémentation et décrémentation automatiques (boucles)
- une logique pour traiter simplement et rapidement les expressions numériques les plus complexes : la notation polonaise inverse
- une gamme complète de fonctions mathématiques et statistiques
- des manuels détaillés pour la programmation et les applications
- la qualité habituelle des produits de la gamme unique HP.

HP-19 C : longueur 16,5 cm, largeur 8,8 cm, hauteur 4 cm.  
HP-29 C : longueur 13,02 cm, largeur 6,83 cm, hauteur 3,02 cm.  
La même mémoire permanente C-MOS\*, les mêmes fonctions préprogrammées, les mêmes possibilités de programmation, les mêmes performances.

\* Complementary metal oxide semi-conductor

HEWLETT  PACKARD

France : B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25



A renvoyer à H.P. France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay Cedex.

Je désire recevoir : votre documentation sur le HP-19 C ☐ le HP-29 C ☐

un guide pour le choix d'un calculateur, la liste de vos distributeurs et la solution du labyrinthe C-MOS\* ☐

Nom \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_

### L'état civil des naturalisés

Le 23 novembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la simplification administrative. Cette loi, qui vise à réduire de 20 % le nombre de services administratifs, prévoit également la suppression de 100 000 postes. Les députés ont également adopté une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, qui prévoit la création de nouvelles universités et la suppression de certaines facultés. Enfin, l'Assemblée a adopté une loi relative à la réforme de la justice, qui prévoit la création de nouveaux tribunaux et la suppression de certains juges.

### De l'absence

Le 23 novembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la simplification administrative. Cette loi, qui vise à réduire de 20 % le nombre de services administratifs, prévoit également la suppression de 100 000 postes. Les députés ont également adopté une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, qui prévoit la création de nouvelles universités et la suppression de certaines facultés. Enfin, l'Assemblée a adopté une loi relative à la réforme de la justice, qui prévoit la création de nouveaux tribunaux et la suppression de certains juges.

### Le premier congrès des maires de France

Le 23 novembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la simplification administrative. Cette loi, qui vise à réduire de 20 % le nombre de services administratifs, prévoit également la suppression de 100 000 postes. Les députés ont également adopté une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, qui prévoit la création de nouvelles universités et la suppression de certaines facultés. Enfin, l'Assemblée a adopté une loi relative à la réforme de la justice, qui prévoit la création de nouveaux tribunaux et la suppression de certains juges.

### LES MARI AGRICOL

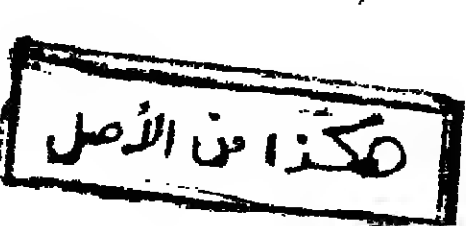
Le 23 novembre, l'Assemblée nationale a adopté une loi relative à la simplification administrative. Cette loi, qui vise à réduire de 20 % le nombre de services administratifs, prévoit également la suppression de 100 000 postes. Les députés ont également adopté une loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur, qui prévoit la création de nouvelles universités et la suppression de certaines facultés. Enfin, l'Assemblée a adopté une loi relative à la réforme de la justice, qui prévoit la création de nouveaux tribunaux et la suppression de certains juges.

### Parmi un choix fantastique - 37 marques d'amplificateurs, 37 marques de tuners, 31 d'amp-tuners, 39 d'enceintes acoustiques, VOUS CONSEILLE UNE CHAÎNE HAUTE-FIDÉLITÉ DE QUALITÉ

### CHAÎNE NEW-PORT - 3790 F

Ampl. pré-ampl. SCOTT A 437 2 x 42 watts, 16 ohms, 100 Hz à 20 kHz.  
Stéréo, 2x200 watts, 16 ohms, 100 Hz à 20 kHz.  
Cellule magnétique.  
2 enceintes MANTON 100, 100 Hz à 20 kHz.  
L'ensemble pour écouter de la musique avec une qualité exceptionnelle.  
Garantie 3 ans - Service après-vente garanti.

106 bd Diderot et 12 rue de Reuilly - 75012 - PARIS - Tél. 907 78.25  
ouvert tous les jours de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h  
Nouveaux journaux 22 h mercredi et vendredi  
25 rue Bayard - TOULOUSE - Tél. 62.03.37





## POLITIQUE

### LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

#### A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### Condamnée à payer une somme d'argent l'administration devra s'exécuter

Mardi 22 novembre, sous la présidence de M. Allainmat (P.S.), l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux astreintes prononcées en matière administrative.

M. GERBET (P.R.), rapporteur, indique que ce texte vise à résoudre partiellement le problème de l'exécution des décisions de justice. Il prévoit que si l'administration ne s'exécute pas, elle devra payer une somme d'argent. Cette somme sera fixée par le juge administratif. Le texte prévoit également que si l'administration ne s'exécute pas, elle devra payer une somme d'argent. Cette somme sera fixée par le juge administratif. Le texte prévoit également que si l'administration ne s'exécute pas, elle devra payer une somme d'argent. Cette somme sera fixée par le juge administratif.

budgetaire et financière pourra leur infliger une amende dont le montant maximum sera celui de leur traitement brut annuel. M. FÉREYRITTE, garde des sceaux, souligne la portée d'un texte qui « efface l'impasse des droits face à la mauvaise volonté de certaines administrations ».

M. FERNET (P.S., Territoire de Belfort), souligne l'engagement des juridictions administratives et la lenteur dans le règlement des litiges. « Il faut, précise-t-il, accroître les effectifs et les moyens afin de garantir l'indépendance des personnes ». L'Assemblée a adopté le texte à l'unanimité.

Le projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française, ce texte donne la possibilité aux étrangers devenus français de récupérer, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1978, des acquisitions de la nationalité française et celle qui soit la forme dans laquelle ils ont obtenu la nationalité, l'ensemble des pièces d'état civil français. Ces pièces, d'ailleurs, sont sans frais aux intéressés et sans qu'ils aient à en faire la demande, leur permettant de faire valoir immédiatement leur qualité de Français.

Les députés ont examiné ensuite le projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française, ce texte donne la possibilité aux étrangers devenus français de récupérer, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1978, des acquisitions de la nationalité française et celle qui soit la forme dans laquelle ils ont obtenu la nationalité, l'ensemble des pièces d'état civil français. Ces pièces, d'ailleurs, sont sans frais aux intéressés et sans qu'ils aient à en faire la demande, leur permettant de faire valoir immédiatement leur qualité de Français.

Le projet de loi relatif à l'état civil des personnes qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française, ce texte donne la possibilité aux étrangers devenus français de récupérer, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1978, des acquisitions de la nationalité française et celle qui soit la forme dans laquelle ils ont obtenu la nationalité, l'ensemble des pièces d'état civil français. Ces pièces, d'ailleurs, sont sans frais aux intéressés et sans qu'ils aient à en faire la demande, leur permettant de faire valoir immédiatement leur qualité de Français.

#### De l'« absence »

Les députés ont examiné également la proposition de loi de M. Foyer (R.P.R.), qui renvoie les dispositions du code civil relatives au régime de l'absence. A l'heure actuelle, l'absence, c'est-à-dire la personne disparue mais dont le décès n'est pas établi, est présumé en vie et ses biens ne sont pas administrés. C'est-à-dire que de droits entachés de précarité. La proposition réduit la période transitoire au cours de laquelle ces droits reviennent un caractère incertain. Elle donne au juge déclaratif d'absence prononcé par le tribunal de grande instance (dix ans après la constatation de la présomption d'absence ou vingt ans après les dernières nouvelles) tous les effets que le décès établit de lui-même.

M. FÉREYRITTE indique que l'on compte seulement une cinquantaine de jugements déclaratifs d'absence par an. Une modernisation du droit ne s'en imposait pas moins.

Le premier congrès des maires des capitales et métropoles francophones aura lieu à l'hôtel de Ville de Paris les 26 et 27 novembre, a indiqué, jeudi 17 novembre, M. Jacques Chirac. Le maire de Paris, qui avait été élu président de l'organisation de ce congrès, a précisé que jusqu'à présent vingt et un maires représentant dix-neuf pays ont répondu à son invitation.

#### LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

#### M. Barre souligne le poids des contraintes extérieures

Le Sénat a terminé, dans la nuit du 22 au 23 novembre, la discussion générale du projet de loi de finances pour 1978, ouverte au début de l'après-midi par l'exposé du rapporteur général, M. Maurice Blin (Un. cent. Ardennes) (le Monde daté du 23 novembre). A la tribune, comme dans son rapport écrit, M. Blin a insisté sur la nécessité de favoriser les investissements productifs, et notamment la Bourse, au détriment des placements refuges (or, immeubles, œuvres d'art, etc.) qui représentent, a-t-il dit, « de véritables paris contre l'avenir ».

A défaut de cette « mobilisation du capital français », le pays risque de rater « la seconde étape de la révolution industrielle où elle s'est engagée depuis vingt-cinq ans ».

Le rapporteur général a aussi évoqué le danger « d'étatisation de l'économie » que fait courir l'excès des aides publiques au secteur privé. Cette aide, a-t-il précisé, représente plus de 12 milliards, soit le quart du produit de l'impôt sur les sociétés.

« Le gouvernement, a souligné le premier ministre, se concentre sur son effort sur le front extérieur. Nos problèmes, en effet, ne sont pas des problèmes internes. Ils tiennent à nos relations avec l'étranger... On explique parfois, a-t-il ajouté, que nos résultats en matière de taux de change sont artificiels et due d'abord à notre endettement. Je ne vois pas bien comment nous aurions pu ne pas emprunter. Sans doute, évidemment, de laisser glisser le franc... Notre redressement sera long, a encore dit M. Barre, c'est à ce propos l'exemple allemand, puis déplorant : « Notre gouvernement s'est attaché à relancer l'économie par l'investissement parce que c'est le seul moyen qui crée des emplois. Sans doute est-ce moins démocratique que la relance de la consommation, mais cela a le mérite d'être sérieux ».

M. Barre résume ensuite que le montant des investissements réalisés en 1977 met la France au second rang, juste derrière le Japon. Puis il précise : « Le président du crédit national vient de nous faire un rapport... Il nous a dit que nous avons affecté six mois d'achat aux équipements, ont été entièrement utilisés : ils ont permis de réaliser des réalisations de l'ordre de 10 milliards d'intérêt... La création de dix-sept mille emplois directement et de cinquante mille indirectement. Vous voyez par là que la situation de la France est bonne... »

M. FOSSET (Un. cent., Hauts-de-Seine), au nom de la commission des finances, donne connaissance du rapport sur les observations de la Cour des comptes et sur les suites qui y sont données. Il cite certains cas dont la Cour a fait état : « périodes » qu'il se situe « à la limite de sa compétence ». Il s'agit, note M. Fosset, de décisions prises au plus haut niveau, mais sans études préalables suffisantes. Ainsi du programme Corvete, dont le coût aura été de 900 millions de francs pour la SNIA, c'est-à-dire financé par le contribuable. M. Fosset estime que le gouvernement a trompé les responsables des collectivités locales.

« Quand, demande M. MAURICE SCHUMANN (R.P.R., Nord), le gouvernement se décide-t-il à l'indispensable libération des prix industriels ? » Pour l'ancien ministre, l'endettement des entreprises, la baisse de l'excédent brut d'exploitation, la hausse des taux d'intérêt, ruinent le pari fait sur la relance de l'investissement. A défaut d'une décision portant l'ajout fiscal 100 % ou d'une détaxation des dividendes, M. Schumann suggère une troisième formule : la création d'un « volant d'action conjoncturelle » par la suppression du décalage d'un mois en matière de T.V.A.

Le décalage d'un mois, rappelle-t-il, représente une énorme avance consentie au Trésor par les entreprises, obligées, de ce fait, à emprunter au jour le jour. M. FOURCADE (Indép., Hauts-de-Seine) s'exprime pour la première fois à la tribune comme sénateur. « En période de flottement des marchés, déclare-t-il, il faut conduire l'économie comme sur le verglas. Toute politique précoce entraîne des dérapages. Seules des entreprises prospères nous permettront de lutter à armes égales dans la concurrence internationale et, en dernière

analyse, de créer des emplois. » L'ancien ministre des finances préconise donc la vérité des prix du secteur public et la libéralisation des prix industriels, mais, dans ce dernier cas, au seul bénéfice des industries exposées à la concurrence. Au sujet du Fonds monétaire international, il déclare : « Depuis que les États-Unis ont rompu avec l'or en 1971, et après l'accord de la Jamaïque en 1976, on attend de savoir quelle sera la place de la France dans le nouveau système. Si nous ne ratifions pas rapidement l'accord, nous perdrons et notre siège au F.M.I. et notre influence dans le domaine monétaire. »

#### M. FOURCADE : nous risquons de perdre notre siège au F.M.I.

M. TOURNAN (P.S., Gers) condamne la « thérapeutique clinique » de M. Barre et affirme qu'il n'a pas mieux réussi que son prédécesseur.

Pour M. PELLETIER (Ganche dém. Alsac.), c'est dans le domaine des prix que l'échec est le plus patent. La clé du chômage est dans une relance régionale. Or aucune allusion n'y est faite. « Ce budget, déclare-t-il, n'est pas un budget, n'est pas un budget, n'est pas un budget... »

M. CHARLES PASQUO, sénateur des Hauts-de-Seine et secrétaire général adjoint du R.P.R., a été désigné, en remplacement de M. Jean Fleury pour représenter le Sénat à la délégation parlementaire pour la radiodiffusion et la télévision. M. Fleury, ancien sénateur R.P.R., ne s'est pas

#### L'ordre du jour LE PROJET D'INDEMNISATION DES CARACTÈRES SERA EXAMINÉ LE 29 NOVEMBRE

Réunie, mardi 22 novembre, au Palais Bourbon, la conférence des présidents a fixé comme suit l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale :

JEUDI 24 NOVEMBRE : proposition relative au régime des brevets d'invention et projet relatif à diverses dispositions en matière de prix.

VENDREDI MATIN 25 : question orales sans débat à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer.

MERCREDI 30 (matin, après-midi et soir) : après les questions au gouvernement, indemnisation (suite), projets, adoptés par le Sénat, relatifs au Fonds international de développement agricole et à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, projet autorisant l'appropriation d'une convocation avec la Roumanie, projet de loi de finances rectificative pour 1977 et troisième lecture du projet portant règlement définitif du budget de 1978.

JEUDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE : projet restaurant la gratuité des actes de justice, proposition de M. Edgar Faure sur la société anonyme à gestion participative (ce texte devait initialement être examiné le mercredi 23 novembre), projet, adopté par le Sénat, sur les tribunaux administratifs, et deuxième lecture du projet relatif à l'élection des députés des T.O.M.

VENDREDI 2 : questions orales (matin) et projet modifiant le régime communal en Polynésie (après-midi).

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

(non vendu dans les kiosques)

#### LES MARCHÉS AGRICOLES

Envoyez 10 francs (timbres ou chèques) à APRES-DEMAIN 27, rue Jean-Léon, 75014 Paris, en spécifiant la somme demandée ou 60 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Parmi un choix fantastique - 37 marques d'amplificateurs, 30 marques de tuners, 31 d'ampli-tuners, 39 d'enceintes acoustiques, CIBOT VOUS CONSEILLE UNE CHAÎNE HAUTE FIDÉLITÉ DE QUALITÉ

**CHAÎNE NEW-PORT : 3790 F\***

- Ampli, pré-ampli SCOTT A 437 2 x 42 watts. Taux de dist. 0,3 %
- Plaque tourne-disque SCOTT PS 47.
- Stroboscope, ampli et réducteur des basses fréquences
- Cellule magnétique SHURE - Pointe diamant.
- 2 enceintes MARTIN 370, 3 voies.
- Pénalité pour amateur de musique averti
- Musicalité et présence surprenantes.
- Garantie 3 ans - Service après-vente assuré.

\* Vous pouvez également acquérir votre chaîne avec 790 F comptant le solde en 12 mensualités de 284,71 F (sans compter l'assurance et les accessoires - crédits CIBOT).

136 bd Diderot et 12 rue de Rouilly - 75012 - PARIS - Tél. 346.63.76. en démonstration permanente. ouvert tous les jours de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Nocturnes jusqu'à 22 h mercredi et vendredi. 25 rue Bayard - TOULOUSE - Tél. 62.02.21

**CIBOT** **SCOTT**

**HISTOIRE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU MONDE**

6 volumes

**720F au lieu de 900F jusqu'au 26 novembre 1977**

Souscription chez votre libraire ou à défaut chez Armand Colin 103 bd Saint-Michel 75005 Paris - tél. 329.12.19

sous la direction de Pierre Léon

**jsf NOUVELLE BROCHURE 78**

**CHINE**

Voyage en Chine Populaire

du 17/12 au 31/12 : 6.900F

du 28/12 au 11/01 : 7.700F

Canton Shanghai Pékin

**VOLS SPECIAUX A.R.**

- TUNIS 780 F - AGADIR 800 F
- ATHÈNES 900 F - MARRAKECH 800 F
- LE CAIRE 1.300 F - NEW-YORK 1.500 F
- TEHERAN 1.800 F - BOMBAY 2.100 F
- BANGKOK 2.250 F - RIO 3.470 F
- et aussi 15 stations de sports d'hiver

Documentations et inscriptions à

jeunes sans frontière

75002 PARIS - 7, rue de la Banque 261.63.21

75006 PARIS - 6, rue Montmorency la Pléiade 325.58.25







POINTS DE VUE

Défendre quoi et contre qui ?

L'OPINION publique ne doit pas rester, de la discussion sur les crédits militaires et des difficultés qui se sont élevées entre l'Assemblée nationale et le gouvernement, l'impression d'une querelle de doctrines ou de techniques. A travers la critique de l'abandon de la construction du sixième sous-marin nucléaire lance-engins ou de l'insuffisance des crédits de recherche et d'entraînement des forces, c'est bien le valoir de faire comprendre à la nation les raisons de sa défense qui apparaît.

par FLORENCE D'HARCOURT (\*)

l'énergie et aux matières premières, peuvent être des moyens de pression sur nos libérateurs, donc sur notre paix, aussi puissants qu'une déclaration de guerre. On ne peut à la fois refuser le développement accéléré de l'énergie nucléaire et les moyens d'une défense contre des attaques qui nous priveraient d'autres sources d'énergie indispensables. Il n'est pas question de revenir à une politique des canonniers, mais bien de posséder les armes qui nous permettent de faire respecter nos droits, et le droit à la diplomatie ne peut suffire. Tel est le sens qu'il convient de donner à nos forces classiques, à leur modernisation et à leur maintien en condition.

Une discussion populaire

Enfin, s'il n'existe pas d'ennemi visible, et l'ennemi héréditaire a heureusement disparu, il doit demeurer présent à l'esprit de tous les citoyens que cette situation est éminemment précaire. L'absence d'ennemi ne peut rester une réalité que dans la mesure où les Français montrent et prouvent qu'ils demeurent unanimes par leur volonté de rester maîtres de leur destin. Le monde doit savoir que la France peut affronter toutes les transformations internes et être un facteur de paix sur la scène internationale, à condition qu'aucune attitude,

qu'aucun changement, ne lui soit imposé de l'extérieur par le force. A cette volonté correspond le concept de dissuasion populaire, qui repose, comme par le passé, sur la mobilisation des citoyens.

Il est évident que le service militaire doit être rénové, adapté à notre civilisation moderne. Il est non moins évident que sa totale disparition et son remplacement par une armée de métier risquent de porter atteinte à l'esprit même de défense, qui doit demeurer solidement ancré dans la nation. Il paraît aberrant que les citoyens, désemparés, avec juste raison, d'être mieux associés aux décisions concernant leur cadre de vie, l'environnement, leurs conditions de travail... et refusent de participer à ce qui, demain, pourrait être une question de vie ou de mort : la défense de leurs libertés.

Voilà pourquoi, à travers un dialogue parfois difficile entre le ministre de la défense et les représentants du peuple, ce ne sont pas seulement des problèmes techniques qui ont été abordés mais aussi des questions fondamentales quant à l'existence même de notre pays et quant à son rôle dans le monde contemporain. Ce débat budgétaire a été l'occasion d'interroger, certes, le gouvernement, mais surtout chacun et chacune des Français et des Françaises.

(\*) Député R.P.R. des Hauts-de-Seine, membre de la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale, ancien auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale.

A L'OCCASION D'UN EXERCICE COMMUN

La France envoie au Gabon des avions de combat Jaguar

Un exercice militaire franco-gabonais, baptisé « Estuaire 77 », aura lieu du lundi 28 novembre au samedi 3 décembre prochain au Gabon pour tester la coopération entre les forces armées françaises et gabonaises dans le cadre des accords de défense entre les deux pays.

La France mettra en œuvre deux compagnies du 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine et un avion de transport Nordatlas stationné à Libreville. Ces moyens déjà en place seront renforcés, pour l'exercice, par deux compagnies de combat et une compagnie de commandement constituées d'un détachement d'intervention « Guepard », qui sera acheminé par avion DC-8. Participent également à l'exercice quatre avions de combat Mirage III et un ravitailleur C-135, deux avions de transport Transal et un Nordatlas de l'armée de l'air, ainsi que deux escorteurs de la marine nationale.

De son côté, le Gabon met en œuvre sept compagnies de combat ainsi que des moyens aériens et naval (un patrouilleur et un transporteur de troupes). Libreville est l'une des bases en Afrique francophone où stationnent en permanence des forces françaises, actuellement de l'ordre de quatre cents hommes du 6<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de marine. Des exercices communs ont déjà eu lieu avec le Gabon, qui a acheté des matériels français, notamment cinq avions de combat Mirage III et des hélicoptères.

Ce n'est pas la première fois que la France envoie en Afrique, à l'occasion d'une manœuvre, des avions de combat Jaguar ravitailleurs en vol. Déjà, en 1976, le Sénégal avait accueilli six avions de l'armée de l'air française et la Côte-d'Ivoire trois autres. Ces exercices sont pour la France l'occasion d'expérimenter son dispositif d'intervention militaire outre-mer à la demande des gouvernements africains intéressés.

La bombe contre la patrie

par PIERRE ANDREU (\*)

J'EUS, depuis longtemps, l'air d'être par l'envie d'écrire un article sur la bombe atomique. Je n'en ai jamais pensé beaucoup de bien et, en 1945, je m'étais réjoui qu'une voix se fût élevée pour condamner les supplices d'Hiroshima et de Nagasaki. C'était celle du père Pie XII, et il s'était levé alors verbalement contre la bombe atomique, pour des sentiments humanitaires tout à fait hors de saison.

En 1961, j'ai été le témoin de la tristesse de Daniel Héliey — je ne pense pas avoir été le seul — quand a explosé la première bombe atomique française au Sahara. Pour la première fois, et par la France, notre France, un continent vierge était saisi, souillé. L'Amérique et l'Asie avaient été salées par les Russes, l'Océanie par les Anglais, et les Français, à leur tour, avaient sali le monde.

Dans l'idée qui lui venait de l'ancien temps, des choses propres et pures, d'une nature vierge qu'il fallait pieusement préserver, l'idée que lui avaient suggérée tous ses maîtres, Proudhon, Michelet et Péguy, il ne pouvait pas admettre que la France s'associât à ce sacrilège contre la Terre. (Il n'avait jamais beaucoup aimé le général de Gaulle et il y voyait un nouveau trait de son amour exagéré des grandeurs. Pour moi, à travers mon gaullisme d'alors, pourtant déjà bien chancelant, je m'efforçais de trouver des raisons d'approuver le général.)

Aujourd'hui, la bombe à laquelle j'ai vu, avec horreur, le gauche se rallier, me paraît le plus noir des démons, et je voudrais essayer de le dire d'un point de vue qui n'est généralement pas celui de nos néologues hostiles. Je suis, naturellement, contre la bombe parce que je chéris la France, parce que je veux sauver la patrie. Comment peut-on se refuser à voir la part immense que le menace de la mort atomique, la bombe, tiennent dans l'effondrement complet du sentiment national, effondrement que tous les officiels — ils sont payés pour cela — déplorent, mais dont, finalement, ils s'arrangent très bien. L'emploi de l'arme nucléaire, vingt fois, trente fois, cent fois la puissance de mort, de mutilations, d'horreur d'Hiroshima — qui peut assurer, sans se mettre en contradiction avec soi-même, qu'elle ne sera jamais employée ? — lie de manière la plus étroite l'idée de mort à celle de patrie, l'idée de patrie à celle d'un suicide collectif de la nation. Quand l'idée de patrie et le respect d'une destruction totale ou quasi totale du sol national sont aussi intimement unies que les doigts de la main, comment l'emploi de la perle, avec ses douces joies de chaque jour, pourrait-il réaliser, exister, subsister dans l'âme de ses enfants ?

Je sais bien que les hommes, qui sont pour l'arme nucléaire nous disent qu'ils ne sont pas pour parce que c'est, selon eux, la plus pacifique des armes, parce qu'elle est presque sûre qu'on ne s'en servira jamais. Il m'est difficile de les croire. Je fais partie de ceux qui ne peuvent pas arriver à penser que l'on n'emploiera pas un jour la

bombe, qui sont même, hélas ! persuadés qu'un jour on la lancera, le rejetera. Et seraient-ils tellement pour, tous ces journalistes, ces hommes politiques, ces stratèges, s'ils révélaient un seul instant le cataclysme final où leurs femmes leurs petits-enfants, disparaîtraient leurs petits-enfants, disparaîtraient volatilisés ? Cette confiance dans le destin est absurde. Comme il est plus probable qu'on se serve un jour — quand ? je ne le sais, — de ces engins que les Etats ne cessent de perfectionner et d'antiser et que les impétieuses les plus dévoties et les plus dévouées veulent aujourd'hui posséder. Et demain, grâce aux surrogénéralistes français, tout le monde aura son petit stock de plutonium.

La jeunesse, heureusement, ne s'y est pas trompée. On ne se bouscule pas au portillon du service militaire. Si la bombe est l'alpha et l'omega de la défense nationale, si la bombe est tout, comme on le sert maintenant de l'extrême droite à l'extrême gauche, du P.C. à la NAF, pourquoi ferait-on encore un service militaire qui n'est déjà plus ni vraiment obligatoire ni vraiment universel et qui apparaît de plus en plus comme une inutile perte de temps ? La bombe a enlevé toute volonté de se défendre — il y en avait déjà peu — dans la masse française. Ou la bombe est acceptée — c'est le discours officiel — comme suprême et, en fait, unique moyen de dissuasion et de défense, ou elle est rejetée avec horreur. Mais le résultat, chez les uns et chez les autres, est, au fond, le même. La bombe trône seule, écrasante, et, dans la réalité du vécu, même si on l'annule, elle annule toutes les autres formes, possibilités et moyens, de la défense nationale. Elle ruine jus-

qu'à l'idée même de défense nationale. La vraie défense nationale, c'est la volonté de se battre.

Avant, un avant qui n'est pas si lointain, on disait sans doute d'une manière inadéquante et mythique, mais enfin on le disait :

Enfants de la patrie, vous partez pour défendre vos loyers, vos femmes, vos enfants, qu'un envahisseur sanguinaire avait, paraît-il, l'intention d'égorger.

Aujourd'hui, avec la bombe, il faudrait dire :

Enfants de la patrie, vous partez — peut-être vous vous en ferez, il y aura peut-être, pour vous, des abris anti-atomiques — mais vos loyers seront détruits, vos femmes, vos enfants, vont mourir d'une manière atroce, brûlés, mutilés, incl-

Quel pourrait almer cette patrie ? Qui pourrait faire cette guerre ? Si l'on veut sauver le patrie, et, avec elle, la possibilité un jour de la défendre contre l'Est ou contre l'Ouest, il faut détruire la bombe. Que ceux qui le veulent se suicident.

\* Ancien journaliste à l'O.E.T.F.

**C'EST PAS CHER**  
**DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO**  
Notices à votre disposition chez les dépositaires

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS  
**la Rue de Provence**  
ETAIT LA RUE DE L'ARGENTERIE  
BIJOUX  
La tradition se perpétue...  
**Henri HERMANN**  
au n° 46  
VENTE, ACHAT - NEUF, OCCASION


Préparation au  
**CAPA**  
Certif. d'aptitude à la prof. d'assistant de janvier à juin, avec entraînement intensif en sept. Cours : Math et Outils de la pensée.  
CEPES  
Compagnie des professeurs 57, rue St-Louis, 82, Nanterre  
722.94.94 ou 745.02.10

PREPAREZ le DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE  
Avec diplôme agréé  
Avec une licence d'Etat  
Demandez le nouveau guide gratuit n° 008  
**ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**  
Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat  
4, rue des Petits-Champs, 75006 PARIS - CROIX DE  
Tél. : 296-25-16

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
3, rue des Italiens  
75421 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 6297-53  
ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 210 F 305 F 400 F  
TOUTS PAYS ETRANGERS  
225 F 350 F 515 F 700 F  
ETRANGER  
(par mandats)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
145 F 265 F 385 F 515 F  
II. — TUNISIE  
180 F 340 F 500 F 660 F  
Par voie aérienne  
Tarif sur demande  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois fois) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitive ou provisoire (deux semaines) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**CAPEL CHEMISERIE**  
Plus de 2 mètres, 130 kilos ?  
Capel à votre taille en chemises, pulls, pyjamas, avec le même choix de modèles et de coloris que les tailles ordinaires.  
Capel habillé en long comme en large.  
74, bd de Sébastopol - Paris 3 - 272.25.09.  
Centre Com. Maine-Montparnasse - Paris 15 - 538.73.51  
26, bd Malesherbes - Paris 8 - 266.34.21.

**CELIBATAIRES AIMERIEZ-VOUS CHANGER VOS RENCONTRES ?**  
  
Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des partenaires dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres.  
C'est la chance fantastique que vous offre ION.  
Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.  
**ION INTERNATIONAL**  
Institut de Psychologie  
PARIS - BRUXELLES - GENEVE - MONTREAL  
Pour une 1<sup>re</sup> rencontre sous 15 jours, envoyez-moi gratuitement votre documentation en couleurs, sous pli neutre et cacheté :  
M. Mme Mlle. Age. Adresse.  
ION FRANCE (MO 31) 94, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. 526.70.85 +  
ION RHONE-ALPES (MO 31) 35, avenue Rockefeller - 69003 LYON - Tél. 52.25.44 - et 56, cours Bernet - 38000 GRENOBLE - Tél. 44.19.51  
ION BELGIQUE (MOB 31) 105, rue du Marché-aux-Herbes, 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30  
ION SUISSE (MO 31) 75, rue de Lyon - 1203 GENEVE - Tél. 022.45.72.50

**AMSTERDAMER**  
  
**AMSTERDAMER**  
Rottlandsche Rooktabak  
EIJNE SNEDE

**ACTIVITES**  
**Campagne du chef de l'Etat**  
**les Français de l'étranger**  
La nouvelle loi tendant à modifier le statut des Français de l'étranger a été adoptée par l'Assemblée nationale le 22 novembre 1977. Elle vise à améliorer la situation des Français de l'étranger en matière de droits de vote, de naturalisation, et de services sociaux. Les services des Français de l'étranger sont appelés à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre de cette loi. Ils doivent veiller à ce que les Français de l'étranger soient pleinement informés de leurs droits et puissent exercer librement leur droit de vote. Ils doivent également veiller à ce que les Français de l'étranger puissent bénéficier des services sociaux dont ils ont besoin. Les services des Français de l'étranger sont appelés à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre de cette loi. Ils doivent veiller à ce que les Français de l'étranger soient pleinement informés de leurs droits et puissent exercer librement leur droit de vote. Ils doivent également veiller à ce que les Français de l'étranger puissent bénéficier des services sociaux dont ils ont besoin.



## Le refus du réel ou la hantise de la mort

**"CE INTENSIF" BERLITZ**

ممكن: من الأصل



**"STAGE INTENSIF" BERLITZ**



## JUSTICE

### Des fonctionnaires pénitentiaires s'étonnent des propos de Mme Troisier

Les propos de Mme Solange Troisier, médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, sur la peine de mort et Patrick Henry (16-17 Monde), des 16, 17 et 20-21 novembre, ont suscité de multiples réactions. On lira, ci-dessous, celles de sous-directeurs de l'administration pénitentiaire ainsi que celles de deux lecteurs.

Les sous-directeurs du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, MM. Daguerre, Jésson, Linaux et Pajot, ainsi que les sous-directeurs de l'école nationale d'administration pénitentiaire de Fleury-Mérogis, MM. Petrot et Philippot, s'étonnent, dans un communiqué publié lundi 21 novembre, de la « contradiction flagrante » des propos « prêtés à Mme Solange Troisier, médecin-inspecteur général des prisons, dans la presse quotidienne » (Le Monde des 16 et 17 novembre) « avec les dispositions de la réforme pénitentiaire

de 1975, qu'ils ont la charge d'appliquer : adaptation des conditions d'exécution des peines à l'évolution de la société moderne, accentuation des missions de ré-socialisation des détenus confiées à l'administration pénitentiaire ». Bien que Mme Troisier ait déjà démenti (Le Monde du 20-21 novembre) avoir fait à Nice des commentaires sur la peine de mort, la personnalité de Patrick Henry et le régime des permis-sions de sortie, « les fonctionnaires pénitentiaires demandent instamment à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, faite d'un démenti immédiat, formel et sans ambiguïté, de faire connaître les suites qu'il entend donner à l'attitude d'un haut responsable qui, solidaire de par ses fonctions, de la politique en vigueur, la mettrait ainsi délibérément en cause ». L'évolution que l'administration pénitentiaire a amorcée, et que nous entendons promouvoir, concluent-ils, ne peut souffrir d'un tel dénigrement, position, d'où qu'elle vienne, incohérente, voire dénigrante et irresponsable.

## CORRESPONDANCE

### Les victimes honnêtes

M. Fernand Genet, de Saint-Jean-Cap-Ferrat, écrit :  
Mme Troisier rapporte le comportement de l'individu qui assassina particulièrement odieux qui pour se procurer de l'argent, a kidnappé, puis immédiatement libéré, le jeune enfant d'une famille amie qu'il voulait démolir. Elle en déduit des conséquences sur son caractère profond et sur l'évolution que l'on peut déduire pour son comportement futur. Ce sont des faits et une analyse que ses connaissances et sa culture professionnelle lui permettent de faire. [...]

Certes, Mme Troisier, ainsi que la majorité des Français et, dans le cas Henry, la quasi-unanimité sont partisans de la peine de mort et prétendent les victimes honnêtes et sans défense aux trahisons chevronnées et irrécupérables. C'est un choix qui les regarde et qui est aussi respectable que le choix inverse.

Pourquoi Mme Troisier, qui a quelque expérience en ce domaine, et dont l'appréhension à ce sujet est intéressante, n'aurait-elle pas le droit d'exprimer une opinion que l'on n'a pas souvent l'occasion de voir exprimer à la presse et à l'audiovisuel ? Pourquoi, seuls les partisans des trahisons, de la tété dans les cellules, des grandes sortées qui permettent à ces professionnels du crime de ne pas perdre la main avant leur libération, auraient-ils seuls le droit d'occuper tout le terrain ? [...]

### Le droit à la vie

L'abbé Jean Toulat, auteur de la Peine de mort en question, écrit :  
Dans ses propos rapportés par Le Monde, Mme Solange Troisier, médecin-inspecteur des prisons, se déclare chrétienne et favorable à la peine de mort. Il y a une autre lecture de l'évangile. « Toute vie humaine est sacrée et intangible », écrivait l'« Osservatore Romano », organe du Vatican le 23 janvier 1977, après le procès de Tryon. « Quels que soient les crimes dont il a pu se rendre coupable, un homme ne perd pas son droit à la vie. Tout sang versé est une offense à Dieu et à la vie qu'il a créée ».

Selon Mme Troisier, Patrick Henry, « être diabolique », aurait écrit « à tous les préceptes de l'évangile » pour avoir libéré les prisonniers et l'ait à lui avoir spontanément écrit quand déferait la balise. Sa correspondance, sur laquelle il a toujours insisté, la discrétion, révèle, au-delà du « monstre de Troyes », un homme conscient de son crime, repentant et résolu à se racheter.

● **ERRATUM.** — Une erreur de transmission nous a fait omettre les noms des trois membres du conseil de l'Ordre des avocats à la cour de Paris au milieu de la liste publiée dans notre numéro du 23 novembre. Il s'agit de : M<sup>me</sup> Philippe Jacob, Philippe Lafarge et Jacques Chanson.

## CATASTROPHES

### Un nouveau cyclone a ravagé la côte occidentale de l'Inde

Quelques jours après le violent cyclone qui a dévasté l'état d'Andhra Pradesh (Le Monde du 23 novembre), un nouveau cyclone tropical a balayé mardi 22 novembre la côte occidentale de l'Inde, de Calicut à Goa. Moins puissant que le précédent, il a cependant ravagé les îles Lakshadives ; les quatre mille cinq cents habitants de l'archipel sont sinistrés. De nombreux bateaux sont perdus ou en détresse et une cinquantaine de personnes sont portées disparues. Au Kerala, et au Karnataka (ex-Mysore), les secours commencent à s'organiser en Andhra Pradesh, où des centaines de milliers de personnes sont sans abri. Le vent et la pluie ont causé d'immenses ravages dans les cultures ; les plantations ont été détruites sur environ 800 000 hectares. Selon les informations fournies par les autorités locales, il se confirme qu'au moins dix mille personnes

ont été tuées, dont près de huit mille dans la seule région de Krishna, la plus touchée.  
La marine participe aux opérations de secours ; des hélicoptères acheminent des vivres dans les villages isolés. Le chef du gouvernement de l'Andhra Pradesh a demandé l'aide de la police pour procéder à des opérations en masse » afin d'éviter des épidémies. Les dirigeants de tous les partis politiques, de l'opposition comme de la majorité, ont lancé des appels à tous les citoyens pour qu'ils viennent en aide aux sinistrés. — (A.F.P.)

● **Le Secours populaire français** a ouvert une souscription pour venir en aide aux victimes du cyclone de l'Inde. Les fonds sont à adresser au Secours populaire français, 9, rue Froissart, 75003 Paris, C.C.P. 654 37 H Paris, ou dans les comités locaux.

## Faits et jugements

### Deux ans de réclusion pour René Damotte.

Poursuivi pour meurtre et tentative de meurtre (Le Monde du 23 novembre), René Damotte a été condamné mercredi 23 novembre à deux ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris. Le ministère public, représenté par M. André Rogée, avait fait part de son hésitation entre une peine de vingt ans et la perpétuité, tout en précisant qu'il n'était pas un partisan absolu de cette dernière.

On remarquera que, suivant en cela l'argumentation de M<sup>me</sup> Georges Klejman, le jury a disqualifié l'accusation de meurtre en corps mortels.

### Un greffier jugé pour abus de confiance.

M. Yves Chassary, âgé de cinquante-deux ans, greffier en chef du tribunal de commerce de Marseille, a comparu, mardi 22 novembre, devant la septième chambre du tribunal de grande instance de Marseille, sous l'accusation d'abus de confiance. M. Chassary est accusé d'avoir détourné 1 424 000 francs de la caisse du tribunal. Ancien procureur d'Aix-en-Provence, M. Chassary toucha 3 650 000 F que lui versa l'Etat quand le greffe fut nationalisé en 1973. En février 1973, il se rendit acquiescer du greffe du tribunal de commerce pour la somme de 3 650 000 francs.

La désignation d'un greffier suppléant, à la suite d'un accident dont il fut victime, fit découvrir un important trou financier. M. Chassary, qui menait un grand train de vie, a expliqué au tribunal qu'il avait puisé dans la caisse pour payer des arriérés d'impôts. Les débats doivent reprendre jeudi 24 novembre. — (Corresp.)

### Martino Willoquet devant la chambre d'accusation.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris examinait, mardi 22 novembre, la demande des défenseurs de Martino Willoquet — qui élève en prison son fils William — au sujet de la confusion des deux peines de cinq ans de réclusion criminelle auxquelles elle a été condamnée les 25 et 31 mars dernier (Le Monde des 19, 30 mars et 2 avril).

« Les jurés de Paris ont considéré que rendre à un enfant sa mère et un espoir de père, c'était aussi défendre la société », avait écrit après le verdict (Le Monde du 2 avril). A cela près que, si les peines de Jean-Charles Willoquet, deux fois vingt ans de réclusion criminelle, étaient automatiquement confondues, celles de son épouse s'ajoutaient l'une à l'autre, à moins d'une nouvelle décision judiciaire.

Si la requête de ses avocats, M<sup>me</sup> Pelletier et Deodato, était acceptée et la confusion des peines prononcée, Martino Willoquet pourrait bénéficier d'une libération conditionnelle dans quelques mois, et continuer à élever son enfant, qu'on doit lui retirer le 25 décembre, quand il aura dix-huit mois, comme le prévoit le règlement de l'administration pénitentiaire. Si, au contraire, les requêtes du ministère public sont suivies et l'addition des peines maintenue, elle ne retrouvera pas son fils avant plusieurs années. Les magistrats rendront leur jugement le 20 décembre.

● **Ecologiste condamné à Grenoble.** — Le tribunal correctionnel de Grenoble a condamné à quatre mois de prison avec sursis M. Guy Darnet pour la détention de documents volés, le 19 septembre 1976, dans les locaux de la préfecture de l'Isère (Le Monde du 8 novembre 1977). Le tribunal a retenu le délit de recel.

### Nouvel attentat contre E.D.F.

Un violent incendie a gravement endommagé, mardi 22 novembre, dans la soirée, un transformateur de l'électricité de France situé près de Lunel (Hérault). Cette commune a été plongée dans l'obscurité et le trafic ferroviaire entre Nîmes et Montpellier un moment interrompu. Un coup de téléphone anonyme à l'agence France-Presse de Marseille a attribué à la « Coordination autonome des résistants en lutte ouverte contre la société » (CARLOS) cet incendie.

Le CARLOS avait déjà revendiqué les attentats commis au cours de la nuit du 19 au 20 novembre contre le siège de la présidence et de la direction générale de l'électricité de France, rue Montceau à Paris (9<sup>e</sup> arrondissement) et contre un certain nombre de locaux et d'installations de l'E.D.F. à Asnières, Lyon, Toulouse, Marseille et Saint-Maurice-de-Gourdans (Le Monde du 23 novembre).

L'Union nationale des cadres et de la maîtrise (U.N.C.M.) et l'Union des cadres et techniciens (U.C.T.) protestent dans un communiqué contre cette série d'attentats.

« Tous ceux qui s'opposent dans l'action terroriste, affirment les cadres de l'E.D.F., mais aussi tous ceux qui par leur silence démontrent cette forme d'action pourraient laisser croire à leur accord tacite, porteront devant la nation entière la responsabilité des conséquences de ces agissements ». Le communiqué évoque aussi « l'attitude aux vies humaines et, par réaction, la mise en place d'un système policier répressif ». Le syndicat C.F.D.T. de l'E.D.F., G.D.F. de la région lyonnaise condamne également les récents attentats commis sur des immeubles de l'E.D.F., qui « portent atteinte à la sécurité des personnes et ne peuvent servir qu'à masquer les problèmes économiques et sociaux ».

### Attentats à Bayonne contre deux sociétés de travail intérimaire.

Plusieurs cocktails Molotov ont été lancés au cours de la nuit du mardi 22 au mercredi 23 novembre dans les bureaux de deux sociétés de travail intérimaire BIS et ECOO à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Les locaux de deux établissements, distants d'une centaine de mètres, ont été entièrement détruits.

Le feu a également endommagé deux appartements situés dans l'immeuble de la société BIS et les quatre salles de cinéma du complexe la FERIA. Installé dans le bâtiment de la société ECOO ont été entièrement ravagés par les flammes. Les attentats n'ont pas été revendiqués. — (Corresp.)

### Un policier de Nice compromis dans une affaire d'escroquerie.

Un policier de Nice, le brigadier-chef Bezagout, âgé de cinquante-quatre ans, vient d'être écroué à la maison d'arrêt des Baumettes. Il est compromis, ainsi que sept autres personnes — dont quatre sont incarcérées — dans une affaire d'escroquerie, découverte au mois de juillet dernier. Les policiers avaient alors constaté que MM. Claude et Gabriel Saccuto, gérants d'une maison d'édition, avaient investi dans leur affaire, pour résoudre leurs difficultés financières, 200 000 F recueillis après la publication d'une brochure du professeur Lellanne pour l'année cancérologique. Ces 200 000 F devaient être versés au profit de la recherche contre le cancer. M. Bezagout, le policier arrêté, faisait du démarchage au profit des frères Saccuto. Il percevait une somme de 3 000 F par mois prélevée sur l'argent qu'il récoltait pour la diffusion de cette brochure.

## AÉRONAUTIQUE

### Concorde (enfin) à New-York

Il aura fallu trois heures trente-huit minutes au Concorde d'Air France, qui inaugura avec celui de British Airways, mardi 22 novembre, sa première liaison commerciale au-dessus de l'Atlantique nord pour relier Paris à New-York. Selon M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, cet événement « marque la victoire de l'esprit traditionnel de justice et de progrès qui est l'un des symboles des États-Unis ».

On indique, d'autre part, à Tréport, qu'un Concorde d'Air France retiendra, deux fois par mois, pendant quatre mois, Paris à l'île trinitaire de Kish, dans le golfe Persique, à partir de la fin du mois de décembre. Les vols seront exclusivement réservés à la desserte de Kish, un centre de loisirs mis en valeur par le groupe Rothschild, entièrement hors douane, comprenant plusieurs hôtels, marinas et casinos et servi par du personnel en majorité français.

D'autre part, les vols commerciaux hebdomadaires de l'appareil supersonique soviétique Tupolev-144 qui, depuis le 1<sup>er</sup> novembre, relie Moscou à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, ont été annulés, mardi, pour la troisième semaine consécutive. Les passagers, qui étaient déjà à bord, ont été informés au dernier moment que le service n'aurait pas lieu. Il avait déjà été annulé les 9 et 16 novembre. Les conditions météorologiques semblent expliquer ces annulations. L'appareil supersonique a quitté Moscou, le mercredi 23 novembre, avec un jour de retard sur l'horaire prévu.

### De notre correspondant

New-York. — Les deux Concorde, celui d'Air France, en provenance de Paris, et celui de British Airways, en provenance de Londres, se sont posés, mardi 22 novembre, à 6 h. 49 et à 6 h. 51 respectivement sur Kennedy Airport. Leurs atterrissages, douces, ont été salués par les

avals effectués en 1930, la traversée de l'Atlantique en trente-sept heures dix-huit minutes, et notre directeur Jacques Favat.

Au cours d'une conférence de presse, M. Cavallé et M. Edmund Dell, secrétaire d'Etat britannique pour le commerce, ont pris la parole.



(Destins de RONE.)

applaudissements des quelques deux cents journalistes américains accourus de tous les coins du pays pour assurer la couverture de l'événement.

Le ciel était gris, mais la visibilité excellente. Les deux appareils étaient entourés, avant d'entreprendre leurs manœuvres finales, en vue de l'atterrissage, d'une nuée d'hélicoptères. Les deux Concorde ont ensuite, l'un derrière l'autre, roulé sur environ 800 mètres, puis se sont séparés pour aller rejoindre leur terminal respectif.

Le Concorde d'Air France transportait trois passagers payants et soixante-sept invités, parmi lesquels MM. Cavallé, Edmund Dell, secrétaire d'Etat britannique, et Maurice Bellonte, qui

Un déjeuner a été ensuite offert à l'hôtel Waldorf Astoria par un groupe de personnalités représentant le monde des affaires new-yorkaise, auquel ont pris part MM. William Coleman, ancien secrétaire américain aux transports, Osborn Elliot, le maire adjoint de New-York, ainsi que les figures de proue du milieu diplomatique, syndical et bancaire.

Ainsi s'est terminée, le mardi 22 novembre, dans une atmosphère euphorique, au milieu des toasts et des congratulations, la « bataille de Concorde », dont pendant vingt-deux mois, l'issue était restée incertaine. Aucune manifestation hostile n'a troublé ces retrouvailles franco-anglo-américaines.

LOUIS WIZNITZER.

### Selon l'un des rapporteurs de l'Assemblée nationale

### Les créances de l'Etat sur Dassault-Breguet ne permettraient pas de prendre une minorité de blocage dans le capital de la société

Les créances que l'Etat possède sur la société privée Dassault-Breguet ne sont pas suffisantes pour lui permettre de prendre, comme le gouvernement l'avait imaginé, le 1<sup>er</sup> janvier, une minorité de blocage dans le capital du groupe aéronautique. C'est du moins la conclusion à laquelle est parvenu M. Pierre Baudis, député républicain de la Haute-Garonne et rapporteur spécial de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le projet de budget de l'aviation civile pour 1978.

An dernier Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget, le premier ministre avait annoncé une double opération : la prise de participation de l'Etat dans le capital de Dassault-Breguet lui assurant une minorité de blocage en assemblée générale et la création d'un organisme public groupant les participations de l'Etat, de Dassault-Breguet et la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS).

### Assurer le renforcement de la coopération entre les deux constructeurs

Préside par M. Jean Blancard, actuel président de Gaz de France, cette société, qui dispose des droits et des pouvoirs d'un actionnaire, doit, en principe, sans affecter l'identité des deux entreprises ni intervenir directement dans leur gestion, assurer le renforcement de la coopération entre les deux constructeurs français de cellules d'avions. Aucune date n'avait été avancée par la mise en application de ces mesures, mais dans les milieux aéronautiques, on avait prêté l'intention au premier ministre d'achever pour la fin de cette année les études préparatoires en cours.

« En vérité, assure le rapporteur spécial de la commission des finances, la question demeure entière. Les modalités de l'opération sont, paraît-il, actuellement en cours d'étude. Il avait été dit, de source officielle, que cette prise de participation s'effectuerait grâce aux créances que l'Etat possède sur la société Dassault-Breguet. » Malheureusement, la vérification faite, le montant des avances remboursables consenties

par l'Etat à la société Dassault-Breguet n'est pas très élevé et les créances ajoutées le député de la majorité ne sont pas actuellement exigibles. »

Dans son rapport, M. Baudis résume, sans les commenter, les réponses de l'administration à certaines questions de la commission des finances.

C'est ainsi que l'administration précise que, d'un point de vue financier, les dettes de Dassault-Breguet envers l'Etat comprennent des avances remboursables en cas de succès, qui figurent au passif du bilan de 1976 de la société privée pour un montant de 108 millions de francs, au titre des avions d'affaires Mystère-20 et Mystère-10, auquel il convient d'ajouter 91 millions de francs au titre de l'avion d'affaires Mystère-30 versés au cours du premier semestre de 1977. A propos des redevances d'études des exportations à venir de la société Dassault-Breguet, l'administration indique que l'évaluation de leurs montants ne peut être faite car elle dépend du montant des exportations en cours et des conditions dans lesquelles sont passés les marchés.

L'administration explique, d'autre part, que ces créances de l'Etat sur Dassault, déjà jugées insuffisantes pour garantir une quelconque minorité de blocage, ne seraient pas non plus exigibles dans l'immédiat.

Selon le gouvernement, en effet, ces avances ne constituent pas actuellement pour l'Etat des créances immédiatement exigibles, car leur rythme de remboursement est soumis à des conditions définies de manière conventionnelle dans le cadre des conventions relatives à chaque programme et dépendant notamment de la réalisation des ventes. Pour les avions militaires, les redevances d'études dues au titre des exportations à venir constituent des créances potentielles de l'Etat, mais leur montant et l'échéancier ne peuvent être évalués que de manière prévisionnelle en fonction des hypothèses faites sur les perspectives d'évolution des ventes.

Ces précisions de source officielle donnent à penser que le gouvernement est aujourd'hui embarrassé par l'existence d'un dossier dont ses experts, à tous les niveaux, ont, à l'origine, mal mesuré la complexité. — J. I.

## MÉDECINE

### Les rhumatismes responsables de dix-neuf millions de journées de travail perdues

Le rhumatisme est la première cause de handicap physique en France. Il est responsable de dix-neuf millions de journées de travail perdues chaque année. C'est ce que révèle une étude publiée dans le bulletin de l'Association française pour l'étude du rhumatisme (A.F.E.R.), paru en octobre 1977. Cette étude, réalisée par le Dr J. L. Jullien, médecin-rhumatologue à la Pitié-Salpêtrière, porte sur 10 000 personnes atteintes de rhumatisme. Elle montre que les rhumatismes entraînent une perte de 19 millions de journées de travail par an, soit 1,5 milliard de francs de pertes de production. Les rhumatismes sont également responsables de 1,5 million de journées de travail perdues par les personnes atteintes de rhumatisme. Les rhumatismes sont donc une véritable épidémie de travail perdu.

### LES RADIOLOGISTES PRIVÉS RECLAMENT UNE REVALORISATION DE LEURS HONORAIRES

Les radiologistes privés ont décidé de boycotter les hôpitaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Ils réclament une revalorisation de leurs honoraires. Les honoraires actuels sont de 100 000 F par acte, contre 150 000 F en 1976. Les radiologistes privés ont décidé de boycotter les hôpitaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Ils réclament une revalorisation de leurs honoraires. Les honoraires actuels sont de 100 000 F par acte, contre 150 000 F en 1976. Les radiologistes privés ont décidé de boycotter les hôpitaux à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978. Ils réclament une revalorisation de leurs honoraires. Les honoraires actuels sont de 100 000 F par acte, contre 150 000 F en 1976.

### Pour rester un roi en affaires, a

En affaires, il est difficile de se maintenir. Vous devez exiger pour cela un maximum de chaque collaborateur, à tous les niveaux. Et à tous les postes : bureaux, usines, et entrepôts. La solution : démocratiser votre puissance. Nous vous proposons une manière simple et sans risque d'y parvenir. Ne surchargez plus votre ordinateur central. Avec nos logiciels, vous pouvez appliquer à un système d'ordinateur la même logique que celle de votre entreprise. Digital Equipment qui la traitera soit en autonome, soit en liaison pas vers étape, ou le besoin le fait, complet, tarder dans les européens d'assurance réseaux de trans.

Digital  
L'inform



## MÉDECINE

### Les rhumatismes responsables de dix-neuf millions de journées de travail perdues

Attentats à Bayona contre deux sociétés de travail intérimaire

Pas de travail pour les deux sociétés de travail intérimaire, mardi 22 novembre, à Bayona, dans le département des Pyrénées-Atlantiques. Les deux sociétés, la S.I.T. et la S.I.T. 2, ont été attaquées par des personnes inconnues. Les deux sociétés ont été incendiées et les incendies ont été éteints par les pompiers. Les deux sociétés ont été déclarées inoccupées et les incendies ont été déclarés comme étant des attentats.

Un policier de Bayona compromis dans un escroquerie

Un policier de Bayona, M. B..., a été compromis dans une escroquerie. Il a été accusé d'avoir participé à une escroquerie de 10 millions de francs. Le policier a été arrêté par la police de Bayona. Il a été accusé d'avoir participé à une escroquerie de 10 millions de francs. Le policier a été arrêté par la police de Bayona. Il a été accusé d'avoir participé à une escroquerie de 10 millions de francs.

Les rhumatismes représentent un fléau social sous-estimé, en particulier par le gouvernement chargé d'en financer la recherche. À l'appel de cette affirmation, le docteur Yves Chaouat, secrétaire général de l'Association française de lutte anti-rhumatisme, a comparé, lundi 21 novembre, le nombre des articles de biologie et de recherche sur le rhumatisme publiés dans les revues américaines avec ceux qui figurent dans les revues spécialisées françaises. La comparaison n'est effectivement pas favorable pour notre pays.

Le rhumatisme provoque un handicap progressif et intermittent, mais il ne figure pas parmi les grandes causes de mortalité, qui représentent l'indicateur de référence pour la répartition des crédits de recherche. Il faut faire savoir, a indiqué le docteur Chaouat, que le rhumatisme est responsable de un million trois cent cinquante mille arrêts de

travail par an, soit dix-neuf millions de journées de travail perdues. Le docteur Chaouat a cité également des chiffres considérables de demandes de changement de poste, de mise à la retraite anticipée ; il a indiqué que 5 % des rhumatisants sont des enfants, 10 % des adolescents et 30 % de jeunes adultes que leur maladie lentement évolutive et invalidante, place parfois pour leur vie entière, à la charge de la société.

Les maladies rhumatismales pourraient avoir une incidence moins grave, si des précautions étaient prises dans le mode de vie, et en particulier dans les conditions de travail. Le docteur Chaouat, des journées d'information sur le rhumatisme seront organisées cette semaine, dans la France entière, pour faire connaître au public ce que la médecine moderne peut apporter aux huit millions de rhumatisants français. En particulier, le samedi 26 novembre sera une journée « portes ouvertes » dans la plupart des services hospitaliers de rhumatologie.

### UN DÉCRET RÉGLEMENTE LA PUBLICITÉ EN FAVEUR DU TABAC

Le Journal officiel du mardi 22 novembre a publié un décret d'application de la loi du 9 juillet 1976 relative à la lutte contre le tabagisme. Ce décret limite le contenu de la publicité en faveur du tabac par voie de presse écrite (elle ne pourra comporter que le nom du produit, les éléments de sa composition, le nom et l'adresse du fabricant ainsi que la reproduction de l'emballage). D'autre part, le volume de cette publicité ne pourra pas excéder la moyenne du volume des années 1974 et 1975.

Le prix 1978 de la Fondation nationale de cardiologie, d'un montant de 10 000 F, a été attribué récemment au docteur Jean-Patrice Aulien, diplômé de pédiatrie infantile, pour une étude sur l'hypertension artérielle chez l'enfant et l'adolescent. Son travail a porté sur l'examen de neuf cents enfants et adolescents de dix à dix-huit ans pendant l'année scolaire 1975-1976.

## SCIENCES

APRÈS DEUX JOURS D'INCERTITUDE

### Météosat a été lancé avec succès

Le satellite météorologique européen Météosat, propulsé par une fusée Delta 2914 de la NASA, a été lancé avec succès de Cap Canaveral mardi 22 novembre, à 20 h. 35 heure locale (mercredi 23, à 2 h. 35, heure de Paris). Le lancement, initialement prévu pour la nuit de dimanche 20 à lundi 21 novembre, avait été reporté en raison de la découverte de signaux parasites sur la fréquence radio qui sert à donner un éventuel ordre de destruction à la fusée et à son satellite. La NASA n'avait toujours pas, mardi soir, fourni d'explication sur ces signaux de provenance inconnue. La décision définitive du lancement n'a d'ailleurs été annoncée que trois heures auparavant. Dans l'après-midi, des rumeurs concordantes au centre spatial Kennedy faisaient état d'un nouveau report de quelques jours, voire de quelques semaines.

Soixant-cinq minutes après avoir quitté le sol, Météosat, désormais sous le contrôle du centre d'opérations au sol de l'ESA à Darmstadt (Allemagne fédérale), a été placé sur une orbite très elliptique, dite « de transfert », d'environ 170 kilomètres de périhélie et 37 000 kilomètres d'apogée. Cette orbite, indiquée-on à l'ESA, est tout à fait conforme aux prévisions, et le satellite se comporte parfaitement. Ce mercredi 23 novembre, à 19 h. 20, heure de Paris, le moteur d'apogée doit être mis à feu, de manière à donner au satellite une orbite très proche de son orbite géostationnaire définitive. Dans quelques semaines, Météosat occupera une position fixe par rapport à la Terre, au-dessus du golfe de Guinée, et pourra alors commencer à accomplir ses missions de surveillance météorologique.

### GRACE À UN AVION ET À UN LASER L'Espagne et la France coordonnent leurs horloges

Un avion a survolé Paris, mardi 22 novembre, pour préparer une expérience scientifique de synchronisation d'horloges entre la France et l'Espagne. Il a survolé de nouveau la capitale ce mercredi matin, et l'expérience est en cours.

C'est une conséquence de la théorie de la relativité d'Einstein qu'il n'existe pas de temps absolu, valable pour tous les observateurs quels que soient leur position et leur mouvement. Il n'est donc pas simple de synchroniser des horloges, sauf si elles sont au même endroit. Pour synchroniser une horloge atomique étrangère sur celle du Bureau international de l'heure, l'Observatoire de Paris, il faut utiliser une horloge-relais qu'on synchronise à Paris, et qu'on transporte dans ce pays le plus vite possible pour mettre à l'heure l'horloge locale. Comme le mouvement de l'horloge-relais change avec sa vitesse, il faut faire de délicates corrections, et comme cette horloge est toujours moins précise que des horloges fixes, l'opération doit être faite le plus rapidement possible pour limiter l'erreur qu'elle introduit.

L'Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) essayait mardi un nouveau chronométrage d'horloges entre la France et l'Espagne. Il a survolé de nouveau la capitale ce mercredi matin, et l'expérience est en cours. C'est une conséquence de la théorie de la relativité d'Einstein qu'il n'existe pas de temps absolu, valable pour tous les observateurs quels que soient leur position et leur mouvement. Il n'est donc pas simple de synchroniser des horloges, sauf si elles sont au même endroit. Pour synchroniser une horloge atomique étrangère sur celle du Bureau international de l'heure, l'Observatoire de Paris, il faut utiliser une horloge-relais qu'on synchronise à Paris, et qu'on transporte dans ce pays le plus vite possible pour mettre à l'heure l'horloge locale. Comme le mouvement de l'horloge-relais change avec sa vitesse, il faut faire de délicates corrections, et comme cette horloge est toujours moins précise que des horloges fixes, l'opération doit être faite le plus rapidement possible pour limiter l'erreur qu'elle introduit.

UN GRAND ARMAGNAC

Marquis de Caussade  
U.C.V.A. B.P. 16 32800 Eauze.

## vosre vue

mérite mieux que des lunettes simplement "à la mode"

Si vous n'avez aucun problème de vision vous pouvez vous permettre de porter n'importe quel type de lunettes. Vous les garderez le temps d'une saison, d'un caprice, d'une mode... Mais si votre vue impose que vous portiez des verres correcteurs, attention ! Certaines montures que vous trouvez originales peuvent ne pas convenir à tous les types de correction. Seul un opticien conseil peut orienter votre choix en fonction de votre cas particulier.

LEROY a sélectionné pour vous une gamme de plus de 700 modèles, parmi lesquels, aidé d'un spécialiste, vous choisirez celui qui convient le mieux à votre personnalité et... à votre vue. De plus, vous pourrez faire exécuter votre ordonnance avec les fameux verres STUDIO 78 à vision totale, une exclusivité LEROY.



**LEROY**  
L'opticien de Paris  
104 Champs Elysées

- (4\*) 11 bd du Palais
- (5\*) 27 bd Saint-Michel
- (6\*) 747 rue de Rennes
- (9\*) 18 bd Haussmann
- (11\*) 127 fg Saint-Antoine
- (12\*) 158 rue de Lyon
- (17\*) 5 place des Terres
- (18\*) 30 bd Barbès

Le Etat sur Dassault...  
permettrait pas de prendre  
des de l'usage dans le capital de la

Le Etat sur Dassault...  
permettrait pas de prendre  
des de l'usage dans le capital de la

Le Etat sur Dassault...  
permettrait pas de prendre  
des de l'usage dans le capital de la

Le Etat sur Dassault...  
permettrait pas de prendre  
des de l'usage dans le capital de la



### Pour rester un roi en affaires, accédez dès maintenant à l'informatique répartie.

En affaires, il est difficile de se maintenir en tête. Vous devez exiger pour cela un maximum d'efficacité de chaque collaborateur, à tous les niveaux. Et à tous les postes : bureaux, usines, et entrepôts. La solution : démocratiser votre puissance informatique. Nous vous proposons une manière simple et sans risque d'y parvenir. Ne surchargez plus votre ordinateur central. Avec toutes les complications que cela entraîne. Confiez votre prochaine application à un système Digital Equipment qui la traitera soit en autonome, soit

en liaison avec votre ordinateur. Ce sera votre premier pas vers l'informatique répartie. Etape après étape, vous décentraliserez la puissance là où le besoin existe. Juste ce qu'il faut, quand il le faut. Vous conserverez ainsi le contrôle complet des opérations. Les résultats ne tarderont pas. Notre idée a déjà porté ses fruits dans de nombreuses grandes entreprises européennes : banques, compagnies d'assurances, industries de transformation, réseaux de distribution, compagnies de transport. Partout où une plus grande efficacité

est recherchée. Informez-vous. Digital Equipment est le pionnier de l'informatique répartie, avec une gamme d'ordinateurs couvrant tous les besoins. Notre expérience est fondée sur plus de 90.000 installations à travers le monde. Pour recevoir notre documentation, veuillez adresser votre carte de visite à : Jean-Daniel BAIN, Digital Equipment France, 18 rue Saennin, 91225, 94528 Rungis Cedex. Tél. 687 23 33. Bruxelles (02) 733 96 50, Genève (022) 93 33 11.

digital

**Digital Equipment Corporation**  
L'informatique répartie pour une gestion efficace.



# RELIGION

## HISTOIRE ET SOCIOLOGIE DU PROTESTANTISME

### La restauration de l'unité réformée

En 1938, après cinq années de négociations laborieuses, mais après une période bien plus longue de préparation psychologique et spirituelle, les deux Eglises réformées (Union des Eglises réformées évangéliques et Union des Eglises réformées) qui s'étaient constituées après la rupture de 1872, sont parvenues à restaurer une unité organique et à donner naissance à l'actuelle Eglise réformée de France. L'Institut protestant de théologie a organisé récemment, à Montpellier, un colloque d'historiens et de sociologues pour essayer d'interpréter l'événement. Disons tout de suite que ce colloque, admirablement préparé par un jeune historien du protestantisme, M. Jean Baubérat, a été une réussite, ainsi que devait le constater en conclusion M. Emile Poulat, directeur de recherches au C.N.R.S. Originalité de ce colloque : si les rapports ont été présentés par des historiens et des sociologues, dont la plupart étaient trop jeunes pour avoir vécu l'événement, les débats ont eu lieu en présence de nombreux « acteurs » — en particulier le doyen Jean Cadier, — qui ont participé aux discussions et à deux « tables rondes ».

La rupture survenue en 1872 était l'aboutissement de vives tensions qui, à partir de 1848, se sont manifestées dans tout le protestantisme français entre orthodoxes et libéraux (rapport de M. André Sarrailh). La restauration de l'unité en 1938 n'a été possible que parce que ces conflits étaient devenus sans objet et parce que deux hommes d'une grande spiritualité et d'un esprit œcuménique, les pasteurs A.N. Bertrand et Maurice Rohr, présidents aux destinées des deux Eglises séparées.

Pourtant la réconciliation ne fut pas complète : si elle engloba, outre ces deux Eglises, une fraction importante des Eglises libres et des Eglises méthodistes, une fraction de l'aire droite orthodoxe, bien implantée dans les Cévennes, refusa l'unité et, dès 1938 également, constitua l'Eglise réformée évangélique indépendante qui poursuit son existence et malgré quelques sécessions, manifeste une réelle vitalité, tandis que quelques éléments appartenant au libéralisme extrême se retirèrent sur la pointe des pieds sans chercher à s'organiser. Dans tout processus d'unité, quelle que soit la religion ou la doctrine, il y a toujours des groupes d'irréductibles.

#### Rigueur et ouverture

L'occasion de la rupture de 1872 avait été la présentation d'une déclaration de la foi jugée à l'époque trop orthodoxe. Une délégation mixte des deux Eglises réformées dont Bernard Roussel à l'initiative, avec un remarquable sens critique, repartit en 1933 cette Déclaration, en modifiant certaines formulations, en enrichissant le contenu par des incises qui faisaient référence non plus seulement à la doctrine, mais à la vie, au témoignage et à l'action sociale de l'Eglise et cette nouvelle formule donna satisfaction à la majorité des personnalités. Elle aurait sans doute emporté l'adhésion de tous, si ne s'était greffée la question de la liberté d'interprétation laissée aux pasteurs dans leur adhésion à cette déclaration de foi lors de leur ordination pastorale.

La formule liturgique adoptée en 1938 comporte la mention : « sans vous attacher à la lettre », des formules. C'est cette mention, qui a provoqué le départ des plus orthodoxes, convaincus que les « grands faits chrétiens » doivent

être reconnus comme tels, dans leur positivité, et sans aucune interprétation. Dans une analyse sociologique d'une belle rigueur, M. Jean-Paul Williams a montré comment la logique sociale d'une Eglise de la Réforme, de structure presbytérienne synodale, très attachée à la doctrine, commandait à la fois une très grande ouverture et en fait qu'elle concernait l'adhésion des fidèles et une rigueur plus grande à l'égard de ceux qui ont une charge d'enseignement, les pasteurs.

#### De nouveaux clivages

Le mouvement œcuménique naissant, et en particulier la conférence de Lausanne (1927), ont eu un impact profond sur la restauration de l'unité réformée, mais ils ont surtout donné naissance à un climat nouveau, plus qu'ils n'ont déterminé les négociations. Cet œcuménisme était en surplus encore bien limité. M. E. Foulquier a montré que le catholicisme d'alors était resté tout à fait étranger et indifférent à la reconstitution de l'unité réformée. Celle-ci a-t-elle intéressé le peuple protestant, ou bien l'entreprise fut-elle seulement le fait des élites-majors ecclésiastiques ? Les études régionales faites par MM. Pierre Bolle, Jean-Michel Hornus et Pierre Petit n'ont pas permis de répondre catégoriquement à la question, mais elles ont déjà permis de poser quelques jalons précieux.

Le modèle d'unité choisi en 1938 a-t-il une portée qui dépasse l'événement ? M. Marc Lienhard a heureusement situé ce « modèle » parmi ceux qui ont été utilisés au cours du dernier demi-siècle. Mais comme M. Daniel Robert devait le faire observer : de nouveaux clivages sont apparus dans les Eglises si le couple orthodoxe-libéralisme n'a pas perdu toute actualité, il a en tout cas revêtu des formes nouvelles et inattendues.

La masse des documents présentés au colloque, les analyses fines qui en ont été faites (il est impossible, ici, de les citer toutes), le souci méritoire d'échapper à toute passion (ce parti difficile a été tenu), font souhaiter une rapide publication des actes de ce colloque.

ROGER MEHL.

### MORT DE Mgr TRAGLIA DOYEN DU COLLEGE DES CARDINAUX

Château du Vatican (A.P.). — Le cardinal Luigi Traglia, doyen du collège des cardinaux, est décédé le 23 novembre dans une clinique de Rome, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Sa mort ramène à cent trente-trois les membres du Sacré Collège, dont cent dix-huit sont électeurs du pape.

(Né à Albano-Lazio le 3 avril 1885, il a été ordonné prêtre en 1917. En 1938, il a été nommé évêque titulaire de Césarée de Palestine. Jean XXIII l'a élevé à la pourpre cardinalice en 1963. Nommé chancelier de l'Eglise romaine en 1968, il fut aussi membre du Sacerdotium. Il n'est pendant plusieurs années le vicaire de Paul VI pour la ville de Rome. C'était un homme de tradition. En 1964, il avait demandé aux libéraux de Rome de retirer de la vente un livre de Hans Küng.)

# RADIO-TÉLÉVISION

## VU

### Histoire d'U

Francis Gary Powers était un conducteur de véhicule aérien sous contrat qui pilotait son engin à 30 000 mètres au-dessus de l'U.R.S.S. Son avion photographiographiait automatiquement les installations militaires. Hors de portée, croyait-on, des fusées soviétiques. Le 1<sup>er</sup> mai 1960, selon le colonel Oleg Pavlovski, officier de permanence ce jour-là des services spéciaux soviétiques, et agent américain, le personnel d'une batterie antiaérienne russe, qui avait trop célébré la fête des travailleurs, lança d'un coup toutes ses fusées. Dans les couches inférieures elles abattirent un Mig, et s'en virent exploser par hasard autour de l'U-2, que, selon tous les experts, elles n'auraient jamais dû atteindre. La seule désolée qu'il ne fut pas, c'est que l'engin américain ne fut pas détruit. Le pilote, éjecté, fut capturé et emprisonné.

Powers, récupéré intact avec les débris de son appareil, espion, se retrouva au centre d'une des plus violentes tempêtes internationales de l'après-guerre. Rupture brutale, d'entrée de jeu, de la conférence au sommet de Paris, faite pour Khrouchtchev d'obtenir les excuses qu'il exigeait d'Eisenhower, procès à grand spectacle. L'employé de la C.I.A. s'en tira comme il put. Ni héros, ni lâche : non-héros. Khrouchtchev se le dit aussi, pour un temps, de ses annales de politique intérieure. Eisenhower fit, avant ses successeurs, l'expérience d'un service du renseignement militaire.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'affaire de l'U-2 telle que nous l'ont contée un film sans génie, mais sans manichéisme, un responsable retraité de la C.I.A., M. John Meury, les sœurs de Powers et un ancien correspondant français à Moscou, Jean Cathala. Les Soviétiques, invités au débat, n'ont pas répondu. Jean Cathala expliquera que M. Khrouchtchev avait totalement disparu de l'histoire officielle et des éditions récentes de l'encyclopédie, l'affaire de l'U-2 n'était plus, elle non plus, pour Moscou.

Quant aux avions-espions, ils sont remplacés par des satellites tout à fait légitimes. Plus de problèmes avec les contractuels. Tout le monde peut regarder tout le monde. De très haut et à condition d'y mettre le prix. J. P.

### LES FRANÇAIS ET LA POLITIQUE SELON LA SORFES

Selon un sondage publié par Télé-7 jours et réalisé par la SORFES entre le 2 et le 5 novembre auprès d'un échantillon national de mille personnes âgées de plus de dix-huit ans, 29 % des Français estiment que la télévision donne trop d'informations sur les problèmes politiques, 21 % pensent qu'elle n'en donne pas assez et 42 % qu'elle en donne « comme il faut ». 8 % sont sans opinion. Parmi les hommes politiques proposés au choix des personnes interrogées, ce sont MM. Giscard d'Estaing (55 %), Barre (42 %), 23 % à l'élection présidentielle, 21 % à l'élection législative.

Les « sondés » considèrent pour 41 % que, « avec la télévision, les Français jouent un rôle politique plus important qu'autrefois, car ils sont immédiatement informés de tout ce qui se passe », 50 % qu'ils ne jouent pas un rôle politique plus important et 9 % qu'ils ne jouent pas un rôle politique plus important. 37 % jugent que l'on voit « trop souvent » les hommes politiques de la majorité, 8 % « pas assez souvent », 47 % « comme il faut », 8 % sont sans opinion. Pour la gauche, les chiffres sont respectivement de 25 %, 23 %, 43 % et 9 %.

Parmi les émissions politiques, la préférence des Français va à l'« Assemblée » (19 %) et à l'« Interview » (10 %). Enfin, 31 % des personnes interrogées disent avoir changé d'opinion sur un homme politique (13 % souvent, 16 % quelquefois, 12 % rarement) après l'avoir vu à la télévision.

## CE MERCREDI SUR ANTENNE 2

### Bokassa empereur-paysan

Qu'il se définisse comme un « soldat », se déclare « libéral » ou « socialiste », Bokassa 1<sup>er</sup> n'est jamais à court d'épithètes — faussement modestes ou discrètement flatteuses, — lorsqu'il s'agit de qualifier son impériale personne. Mais, lace aux questions, parfois absurdes, des animateurs de l'émission « Cartes sur table », Alain Dutramé et Jean-Pierre Elkabbach, venus l'interviewer en sa cour de Berango, à 80 kilomètres de Bangui, le souverain centrafricain a choisi d'offrir, non sans habileté, le visage débordant d'un empereur-paysan, rassurant et modeste.

Certains esprits sensibles dénoncent son goût prononcé pour la manière forte, ses méthodes de gouvernement par trop expéditives. C'est sans doute qu'ils volent l'empire d'un mauvais œil. Certes, edme-l'volontiers, il lui arrive de temps à autre de « déjouer » sa colère. Mais les bastonnades, les naillies coupées, tout cela, assurément, appartient au passé.

A ses détracteurs qui tiennent la prochaine cérémonie du sacre (4 décembre) pour une extravagance compléaire dans un pays pauvre en proie à d'innombrables difficultés économiques, — l'empereur réplique qu'« on ne peut créer une grande histoire sans sacrifice ». Et puis, le couronnement aura quelques effets heureux : « Nous avons construit une route et célébré l'achèvement du nouveau bâtiment du téléphone automatique ».

L'empereur aime évoquer son passé, l'enfance — orphelin à six ans, — le long passage chez les missionnaires, la vocation précoce (« Je voulais être curé. Mon grand-père s'y est opposé, il m'a recommandé l'armée »), les vingt-trois années dans les rangs de l'armée française, les champs de bataille coloniaux, où il glane dix-sept médailles « qu'il n'a pas demandées » et une retraite de capitaine que lui verse régulièrement la Chancellerie

française à Bangui. « Je resterai Français jusqu'à la mort », clame-t-il fièrement.

Au panthéon personnel de Bokassa 1<sup>er</sup>, trônent, côte à côte, Napoléon, dont il a emprunté les emblèmes et qu'il admire pour « son intelligence, son autorité et son code », et de Gaulle qu'il voit comme son père, bien qu'il soit mort. Viennent ensuite son « père spirituel », Houphouët-Boigny, ses « parents » Bongo et Mobutu et son « ami » Giscard, un « homme intelligent et cultivé ».

Et les autres ? Ceux avec qui « il se sent moins bien » ? Condamné à l'île laïlle sangulière du maréchal Amin Dada ? Prudent, il se contente de « désapprouver ». Malheureusement, avec celui-là, ajoute-t-il, c'est malgré tout un ami parce que tous les militaires sont des frères d'armes. « S'il n'aime pas les communistes, l'empereur juge que l'Union soviétique est un grand pays ». « Je repousse la politique intérieure mais pas la politique étrangère ». L'apartheid ? Il n'est « pas d'accord ». Nous souhaitons, ajoute-t-il, que l'Afrique du Sud obéisse aux conseils de l'ONU.

L'affaire des citages du Polserio ? « Je suis du côté de la France ». Et d'annoncer « pour bientôt » la construction en Centrafrique, en collaboration avec Paris, d'une usine de traitement d'uranium.

L'empereur assure avoir, depuis un an, pris du recul par rapport aux affaires de l'Etat. « La nouvelle Constitution a réduit mes pouvoirs. Je ne suis plus chef du gouvernement... Je surveille seulement le climat du pays ». Tout de même, il ne comprendrait vraiment jamais cette Europe turbulente avec ses partis, ses querelles, « où tout est désordre ». Valment, interroge-t-il avec une fausse ingénuité, « pourquoi n'aurait-il que des républiques » ?

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

★ A 2, 20 h. 30.

### MORT DE L'ANIMATEUR DE RADIO GÉRARD SIRE

L'animateur de radio et de télévision Gérard Sire est mort le mardi 23 novembre dans un hôpital parisien des suites d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante ans.

Gérard Sire avait débuté sur les antennes françaises à l'âge de seize ans. Il était sans doute l'un des voix les plus populaires, particulièrement sur France-Inter, où il a animé entre 1975 et jusqu'à un moment d'arrêt d'activité, il avait subi une opération au poulmon, la « trachée » matriciale très écoutée de 7 heures à 9 heures. Son timbre, profond et persuasif, sa familiarité et son humour lui avaient valu d'être aussi écouté et aimé que Jean Yanne, dont il fut le « compère », et avec qui il avait effectué sa rentrée depuis son retour de France-Inter avec ses Nouveautés (radio).

Pour Jean Yanne, Gérard Sire avait écrit le scénario des films Tout le monde il est beau, les Chinois à Paris et Moi, y'en a qui veulent des sous. Promoteur d'une société, Pilote-Productions, qui fournit des émissions aux postes périphériques dans les années 60, Gérard Sire avait imaginé de Turlupin à Cour d'ortochour, en passant par les Médias et la campagne et les Nouveaux Mystères de Paris, des heures et des heures de feuilletons radiophoniques et télévisés.

Mme Jacqueline Boudier, président de Radio-France, a rendu hommage à la mémoire de « ce homme de radio depuis 1946, toujours aussi passionné par son métier, sensible et généreux ».

## TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 23 NOVEMBRE

— Le Concordat est le sujet principal du magazine « Un événement » sur FR 3, à 23 h. 20.

JEUDI 24 NOVEMBRE

— M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, participe au « Petit déjeuner politique » de France-Inter, à 7 heures.

— M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail est interrogé sur Europe 1, à 8 h. 30.

— Le Centre des démocrates sociaux dispose de la tribune libre de FR 3, à 19 h. 40.

## MERCREDI 23 NOVEMBRE

### CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25. Pour les petits ; 18 h. 30. L'île aux enfants ; 18 h. 50. Les aventures de l'énergie ; 18 h. 55. Feuilleton : Le 16 à Karbant (rediffusion) ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes (Trente centres d'informations féminines. Pour quel faire ?) ; 19 h. 45. Eh bien raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Téléfilm policier : Double Détente, de J.-C. Bonnardot avec E. Bliery, G. Leclerc, D. Emilefort.

A proximité du fouleux roulement d'un véhicule sans cesse le vol d'écrits de deux statues antiques.

22 h. 10. Emission philosophique : Des idées et des hommes (Sören Kierkegaard, le philosophe du secret), par D. Huisman et M.-Th. Malfray ; 23 h. 10. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

18 h. 25. Dorothée et ses amis ; 18 h. 40. C'est la vie ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 18 h. 55. Feuilleton : Le 16 à Karbant (rediffusion) ; 19 h. 10. Une minute pour les femmes (Trente centres d'informations féminines. Pour quel faire ?) ; 19 h. 45. Eh bien raconte ; 20 h. Journal ; 20 h. 30. Téléfilm policier : Double Détente, de J.-C. Bonnardot avec E. Bliery, G. Leclerc, D. Emilefort.

### CHAÎNE III : FR 3

Par suite de la grève de vingt-quatre heures des personnels de la chaîne, un

programme minimum (excluant la « Tribune libre » et les émissions enfantines) est diffusé sur FR 3.

19 h. 20. Emissions régionales ; 20 h. Les jeux ; 20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : POLICE SUR LA VILLE de D. Siegel (1967), avec R. Widmark, H. Ford, D. Stevens, H. Guardino, J. Whitmore, J. Charles (rediffusion). La vie professionnelle et privée d'un inspecteur de police new-yorkais, chargé d'arrêter un assassin dans un délai de trois jours.

Un portrait psychologique d'une grande intensité et la critique d'une société en désintégration dans laquelle les policiers et criminels se trouvent une guerre implacable.

22 h. 5. Actualités ; 22 h. 20. Un événement : le Concordat.

### FRANCE - CULTURE

18 h. 30. Feuilleton : « Une certaine France de mon grand-père », G. Rouppard ; 19 h. 25. La science en marche : la luminescence ; 20 h. La musique et les hommes : musique et société en Grande-Bretagne ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Nereux ; 23 h. De la nuit.

### FRANCE - MUSIQUE

18 h. 30. Musique magazine ; 19 h. Jazz time (les hommes du jazz) ; 19 h. 35. Musique ; 19 h. 45. Hommage à Cortot ; 20 h. 30. En direct du Théâtre des Champs-Élysées, l'Orchestre de la direction G. Berlioz. Avec le pianiste T. Vassary : « Lulu » suite (Berg) ; « Concerto pour piano n° 3 » (Bartók) ; « Symphonie n° 2 » (Brahms) ; 22 h. 30. Musique : la nuit ; regards sur la musique de chambre.

### FRANCE - CULTURE

19 h. 2. Poésie : André Velter (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 30) ; 19 h. 3. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance ; 19 h. 35. Angélisme victorien ; 20 h. L'ombre du pouvoir ; 8 h. 7. Matinée de la littérature ; 10 h. 5. Questions en zig-zag ; 11 h. 2. Musique en Grande-Bretagne ; 12 h. 5. Paris pris ; 12 h. 45. Panorama ; 13 h. 30. Renaissance des regards de France ; 14 h. 5. B. Ponty ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Culture ; la ville Médieu ; à 16 h. 25. En direct avec M. del Castilho ; 17 h. 32. Musique en Grande-Bretagne ; 18 h. 30. Feuilleton : « La certaine France de mon grand-père », de G. Rouppard ; 19 h. 25. Biologie et médecine ; 20 h. 30. Nouveau répertoire dramatique ; « Musée de nuit », de J. Roca, avec O. Demarthe, T. Chellou, R. Elin, C. Pie ; 22 h. 30. Entretiens avec G. Nereux ; 23 h. De la nuit.

### FRANCE - MUSIQUE

19 h. 3. Quotidien musical ; 9 h. 2. Grandes formes ; 10 h. 30. La règle du jeu : musique du monde ; 12 h. 30. Sélection concert ; 12 h. 40. Les chemins de la connaissance ; 13 h. 30. Matinales ; 14 h. 15. Matinales sans frontières ; à 15 h. Des notes sur la guitare ; Arron, Costa, Pulio, in Maza, Mignone, Segovia ; 15 h. 32. Talents, premiers albums de l'ère ; 15 h. 35. Nouveaux talents ; 16 h. 2. Musique magazine ; 18 h. 30. Musique ; 19 h. 35. Hommage à Cortot ; 20 h. 30. Concert par le Trio Ravel ; « Cortot et la nuit » ; « Quatre pièces pour clarinette et piano » ; « Sérénade pour piano seul » (Berg) ; « Trois pièces pour clarinette et piano » (Brahms) ; 22 h. 30. Musique : la nuit ; regards sur la musique de chambre.



Morgan  
votre banque

Le problème pose des problèmes plus complexes quand elle est conduite à l'échelle internationale. Il faut alors une expérience approfondie ; avec des circuits de communication courts et des équipes rapides, aux réactions rapides.

Satisfaire ces besoins, songez à Morgan. Les bureaux de Morgan dans les centres financiers clés, aux Etats-Unis, en Europe, au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, et en Amérique du Sud, sont dirigés par des hommes dont le niveau de compétence en finance internationale est hors du commun.

Ces hommes sont en contact permanent avec notre réseau mondial. La plupart d'entre eux ont travaillé dans plusieurs établissements de la Banque Morgan, et connaissent intimement l'économie, l'industrie et le marché financier de différents pays. Ils savent aussi où trouver dans la Banque les compétences plus spécifiques que pourrait exiger votre problème.

Morgan Guaranty

**felix potin** oranges navelines  
on y revient... d'Espagne

en promotion jeudi, vendredi et samedi : le filet de 2 kg : 4,95 F

مركزنا من الأصل



Membre FDIC



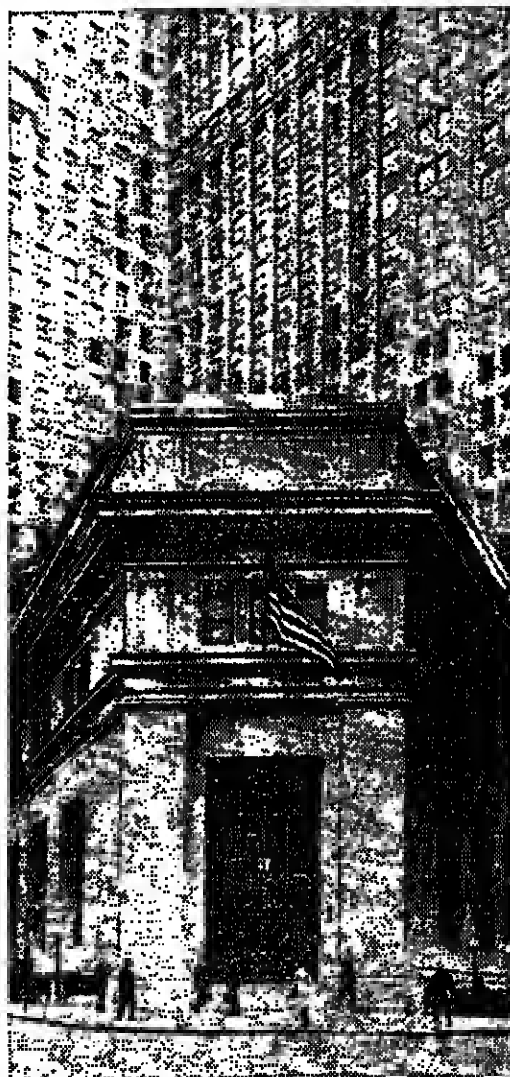
Les banquiers des différents bureaux de Morgan se réunissent fréquemment, comme ici à Paris. De gauche à droite : Urs Hodler, Zurich; Jean-Pierre Desboms, Paris; Sean McSharry, Bruxelles; Peter von Ellen, Francfort; John Lapeley, Londres; Klaus van Dijkum, Amsterdam; Eric Bourdais, New York; Alexander Kennedy, Milan; Michel Banet, Madrid.

## Morgan Guaranty: votre banque internationale?

Toute affaire pose des problèmes plus complexes quand elle est conduite à l'échelle internationale. Il faut alors une banque qui allie ressources puissantes et expérience approfondie; avec des circuits de communication courts et des équipes soudées, aux réactions rapides.

Si tels sont vos besoins, songez à Morgan Guaranty. Les bureaux de Morgan dans tous les centres financiers clés, aux Etats-Unis, en Europe, au Moyen-Orient, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud, sont dirigés par des hommes dont le niveau de compétence en finance internationale est hors du commun.

Ces hommes sont en contact permanent avec notre réseau mondial. La plupart d'entre eux ont travaillé dans plusieurs établissements de la Banque Morgan, et connaissent intimement l'économie, l'industrie et le marché financier de différents pays. Ils savent aussi où trouver dans la banque les compétences plus spécifiques que pourrait exiger votre problème.



Cela signifie que chaque responsable chez Morgan peut à tout instant mobiliser les talents et l'expérience nécessaires pour vous apporter les services financiers dont vous pouvez avoir besoin. Quels que soient le pays, la devise ou l'objectif à atteindre.

Morgan Guaranty est une banque exceptionnelle, aux structures légères et souples. Elle sert déjà 96 des 100 plus importantes sociétés mondiales. Et un grand nombre de plus petites aussi. Si vous avez besoin d'une banque hors du commun, téléphonez à celui de nos bureaux qui vous conviendra.

MORGAN GUARANTY TRUST COMPANY, 23, Wall Street, New York, N.Y. 10015. En France: 14, place Vendôme, Paris (téléphone: 260.35.60) • AUTRES SUCCURSALES: Londres, Bruxelles, Anvers, Amsterdam (Bank Morgan Labouchère), Francfort, Dusseldorf, Munich, Zurich, Milan, Rome, Tokyo, Singapour, Hong Kong, Nassau • BUREAUX DE REPRÉSENTATION: Madrid, Beyrouth, Sydney, Manille, Sao Paulo, Caracas • ASSOCIÉS dans 35 pays • FILIALES BANCAIRES INTERNATIONALES: San Francisco, Houston, Miami, Toronto (J.P. Morgan of Canada Limited).

**Morgan Guaranty Trust Company**



# ÉDUCATION

## TÉMOIGNAGE

### Comment un certifié devient smicard

M. G. Dardenne, de Chevreuse (Yvelines), nous adresse le témoignage suivant :  
Ma fille, professeur titulaire du CAPES, peure depuis trois ans et habite Dourdan (Essonne). Son

Grâce au lycée d'enseignement professionnel de l'Ingenieur (Mantes), les quatre cinquièmes des cinq cent dix-huit élèves de cet établissement ont cessé le travail, mardi 22 novembre, par protestation contre l'absence d'amiante qui recouvre une partie de leur atelier. Les grévistes insistent sur le caractère cancérogène de l'amiante qui, sous certaines formes, peut être émise à l'origine de troubles respiratoires. Ils réclament la réfection de l'atelier construit en 1965. Aucun accident dû à l'amiante n'est jamais survenu dans l'établissement, précise le directeur.

● L'UNEF (ex-renouveau) fait paraître un nouveau mensuel « Campus ». Le journal, tiré à cent mille exemplaires et vendu 4 francs, sera diffusé par les militants. Les informations universitaires et les positions syndicales de l'organisation étudiante y seront largement exposées, mais Campus propose aussi, à ses lecteurs, un grand nombre d'informations pratiques.

● L'accès aux formations supérieures. — M. Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué, mardi 22 novembre, que le président de la République procéderait, lundi 23, à l'installation, à la Maison de la chimie, à Paris, du groupe de travail sur la deuxième voie d'accès aux formations, annoncée en septembre par M. Legendre (le Monde du 23 septembre). Ce groupe, qui réunit des fonctionnaires de plusieurs ministères, et principalement de ceux de l'éducation et du travail, entendra, les 23 et 24 novembre, plus de deux cents personnes. Au cours de consultations, qui dureront plusieurs mois, il devra définir les réformes administratives propres à permettre aux jeunes orientés vers l'enseignement professionnel de rejoindre des filières aboutissant à des formations supérieures.

mari est professeur agrégé dans cette ville.

Pour l'année 1977-1978, elle a reçu une nomination au lycée de Mantes (Yvelines), son horaire hebdomadaire étant réparti sur cinq jours.

Par les transports en commun, le trajet Dourdan-Mantes est impraticable : de l'ordre de cinq heures aller et retour.

Par la route, la distance est de 90 kilomètres. Le parcours en voiture est donc de 900 kilomètres par semaine, soit 3 600 kilomètres par mois, ce qui entraîne une dépense mensuelle de 1 400 francs (tarif officiel de l'administration pour une voiture de 7 CV : 0,38 franc du kilomètre). La durée totale du trajet est de 3 h 30 min environ, quand il n'y a pas d'engorgements, soit 12 h 30 min par semaine et 50 heures par mois. La durée du travail effectif — cours, corrections, préparations — est de l'ordre de 40 heures par semaine, soit 170 heures par mois. Au total, l'administration impose que ma fille consacre pour l'exercice de sa profession, de façon directe ou indirecte, 173 h + 50 h = 223 h par mois.

Calculons sur ces bases le salaire réel :

Salaire nominal brut mensuel ..... 3 700  
Deduction des frais de transport imposés ..... 1 400

Salaire mensuel réel ..... 2 300

Salaire horaire réel : 10,30 F (2 300 : 223), c'est-à-dire légèrement plus que le SMIC (9,79 F).

Le caractère anormal d'une telle situation d'un simple point de vue pécuniaire est évident. Il faudrait aussi faire entrer en ligne de compte, pour les mois d'hiver, la nuit, la pluie, le verglas, qui, joints à l'angoisse, entraîneront une probabilité d'accident très élevée.

Tout cela, entre autres raisons, a conduit ma fille à présenter au recteur de l'académie de Versailles, avec certificat médical à l'appui, une demande pour obtenir une délégation dans un établissement plus proche de Dourdan. Depuis deux mois, elle n'a reçu aucune réponse.

# PRESSE

## M. JENKINS A REÇU UNE DÉLÉGATION DE « JOURNALISTES EN EUROPE »

Une délégation de Journalistes en Europe — organisation ayant pour but de faciliter la connaissance de l'Europe à des journalistes de toutes origines — vient d'être reçue par M. Roy Jenkins, président de la Commission de la Communauté européenne.

La délégation, qui lui a présenté les premiers résultats et les projets de ce mouvement, était composée de Mme Liliane Thorn-Petit, présidente d'honneur de l'Association luxembourgeoise des journalistes, de MM. Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde, Douglas Gageby, directeur de l'Associated Press, et de Roger Seydoux, ambassadeur de France et du baron Sney et d'Oppens, ancien ministre des finances de Belgique, Mme Maribel Bahla, secrétaire générale de Journalistes en Europe, et M. Philippe Vianay, directeur des études, participant à la session 1977-1978, qui a débuté à Bruxelles.

Journalistes en Europe organise chaque année, depuis 1974, une session itinérante de huit mois, du début novembre à la fin juin. Vingt-deux journalistes, représentant onze nationalités, participent à la session 1977-1978, qui a débuté à Bruxelles.

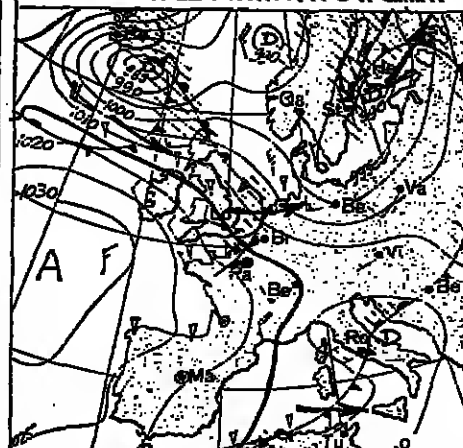
● La troisième conférence européenne des agences de presse se tiendra à Vienne les 23 et 24 octobre 1978. Ainsi en a décidé le comité ad hoc constitué au printemps dernier lors de la deuxième conférence d'été à Istanbul et qui réunit sous la présidence de M. André Bergin, directeur de l'agence autrichienne APA, les dirigeants des agences nationales de R.F.A., de Jordanie, du Koweït, de Tchecoslovaquie et de Turquie. — (A.F.P.)

● La revue « Alternatives », qui vient de réaliser un numéro spécial (28 F) sur « la presse d'expression locale » est éditée par les Editions Alternatives, 36, rue des Bourdonnais, Paris-1<sup>er</sup> (et non par IMMEDIA, comme nous l'avons indiqué précédemment).

# AUJOURD'HUI

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23.11.77. A 0 h GMT.

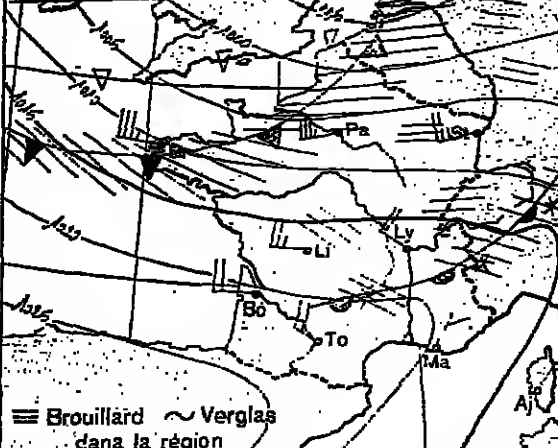


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 23 novembre à 0 heure et le jeudi 24 novembre à 24 heures :

Une nouvelle perturbation, continuant par le nord les hautes pressions de l'ouest de l'Espagne, se déplacera vers le sud-est et affectera la France. Le minimum dépressionnaire qui l'accompagne se déplacera vers le sud de la Scandinavie et apportera un renforcement sensible des vents sur nos régions septentrionales.

Jeudi, à part les régions proches des Pyrénées et le sud du Massif

PRÉVISIONS POUR LE 24-11-77 DÉBUT DE MATINÉE



Central et des Alpes, où le temps sera encore assez frais et parfois brumeux le matin, le temps en France sera, dans la matinée, un peu moins froid et assez nuageux. Quelques faibles pluies éparse.

(neige à basse altitude) tomberont du Massif Central aux Alpes, tandis qu'une zone plus étendue s'étendra des côtes de la Manche à la frontière belge. Le soir, cette zone atteindra les régions s'étendant des Charentes et de la Gironde aux Alpes (neige en moyenne montagne). Plus au nord, un temps plus variable et plus frais, avec averse, s'établira.

Les vents tourneront au secteur ouest et se renforceront progressivement par le nord ; ils deviendront forts sur nos régions septentrionales et pourront atteindre la tempête sur la Manche orientale et le pas de Calais.

Mardi 23 novembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 017,4 millibars, soit 765,1 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 22 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24) : Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 7 et 2 ; Bordeaux, 10 et 0 ; Brest, 8 et 5 ; Caen, 7 et 4 ; Cherbourg, 7 et 7 ; Clermont-Ferrand, 5 et -1 ; Dijon, 8 et 1 ; Grenoble, 7 et 1 ; Lille, 8 et 3 ; Lyon, 8 et 1 ; Marseille, 10 et 5 ; Nancy, 5 et 2 ; Nantes, 9 et 1 ; Nice, 14 et 5 ; Paris-Le Bourget, 7 et 1 ; Pau, 7 et 0 ; Perpignan, 11 et 6 ; Reims, 8 et 3 ; Strasbourg, 7 et 3 ; Tours, 8 et 0 ; Toulouse, 8 et 2.

## Colloques

● Le droit du licenciement. — La revue Droit social et l'université de Paris-II organisent les 26 et 27 janvier 1978 un colloque consacré aux difficultés encore non résolues soulevées par le nouveau droit du licenciement, sous la présidence de M. Jean Larroque, président de la chambre sociale de la Cour de cassation, avec la participation des professeurs Camerynck, Couturier, Derrida, Dupeyron, Karquillo, Lyon-Caen, Pellissier, Ollier, Sinay.

\* Inscription en nombre limité ; Centre de formation professionnelle de Paris-II, 12, place du Panthéon, Paris V<sup>e</sup>, tél. 225-15-25.



**A VOTRE AVIS, QUELLE PART DE BENEFICE NET D'IMPOT PEUT-ON TRANSFERER LIBREMENT HORS DE LA REPUBLIQUE D'IRLANDE ?**

**100%**

Non seulement l'Irlande exempte de tout impôt vos bénéfices à l'exportation et vos plus-values en capital mais elle vous laisse entièrement libre de les transférer à votre guise.

Cette mesure ne constitue qu'une des nombreuses incitations dont bénéficient les entreprises installées en Irlande.

L'implantation d'une usine en Irlande est d'autant plus aisée que vous avez affaire à un interlocuteur unique : l'IDA Irlande (Office Coopérationnel de Développement Industriel de la République d'Irlande).

En dix ans, l'IDA Irlande a supervisé l'implantation rapide et réussie de plus de 600 sociétés étrangères en territoire national.

Pour en contact avec Monsieur Terence Brown, Directeur de l'Agence IDA Irlande de Paris II se fera un plaisir de réaliser une étude à votre intention, en tenant compte de vos besoins spécifiques (aides financières, renseignements, recrutement de personnel, programmes de formation, etc.).

IDA Irlande : 8, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. 224-87-11.

**REPUBLIQUE D'IRLANDE: LE TAUX D'IMPLANTATION INDUSTRIELLE LE PLUS ÉLEVÉ DU MARCHÉ COMMUN**

## Journal officiel

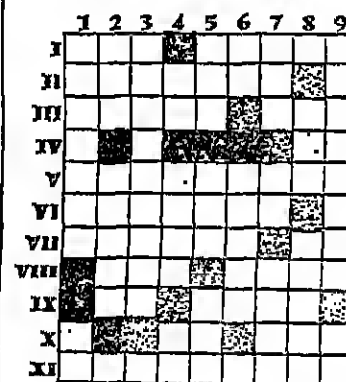
Est publié au Journal officiel du 23 novembre 1977 :

### UN DÉCRET

● Relatif aux conditions d'attribution des indemnités journalières de repos en cas d'adoption.

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 927



### HORIZONTALEMENT

I. Ce que laisse filtrer la jalouse. — II. Envoi des fleurs. — III. Corps mou. — IV. A ne pas négliger. — V. Evénement fastidieux. — VI. Se confondent dans le bruit. — VII. Massif en Écosse. — VIII. Avait de la chance. — IX. Parait long quand elle est vide. — X. Divinité. — XI. Mont. — XII. Bateau. — XIII. Génants en cas de poursuite. — XIV. S'opposent. — XV. Ne réfléchit pas. — XVI. Figure sur une carte d'état-major. — XVII. La dame du premier. — XVIII. Au cirque, ils n'occupent pas les meilleures places.

### VERTICALEMENT

1. Dans le ventre du coucou. — 2. Permet maintes déductions. — 3. Assure bien souvent la gloire à celui qui connaît tous les secrets. — 4. Résume une rébellion collective. — 5. A l'origine de bien des déceptions. — 6. Pro nom. — 7. La femme de notre vie. — 8. Particule. — 9. Soudite. — 10. Ou ero lunt de paisibles ruminants. — 11. Change de timbre. — 12. Connait des hauts et des bas. — 13. Ne fait généralement qu'entrer et sortir. — 14. Moreau de cornueuse. — 15. Avance. — 16. Dissipe. — 17. Discre quand il est neutre. — 18. Arrêt plus ou moins long. — 19. Rapprochements condamnables. — 20. Sur un parchemin.

Solution du problème n° 1 926

### Horizontalement

I. Repe. — II. Star. — III. Envoi. — IV. Mues. — V. Ur. — VI. II. — VII. S.S.E. — VIII. Tente. — IX. Elder. — X. Oubli. — XI. Ance. — XII. Use. — XIII. Ricir. — XIV. Réve. — XV. Acrobate.

### Verticalement

1. Remise. — 2. Aura. — 3. Emul. — 4. Sise. — 5. E.S.E. — 6. No. — 7. Grief. — 8. Saute. — 9. Ira. — 10. Tarin. — 11. Lacet. — 12. A.R. — 13. Otto. — 14. Iva. — 15. Ane. — 16. Nones.

GUY BROUTY.

**RECORDS INTERNATIONAL ZÜRICH**

Préparation à la profession de traducteur et d'interprète de conférence

Conditions d'admission : baccalauréat/maturité (ou équivalent) en langues vivantes (allemand, anglais, français, italien, espagnol, portugais, russe, japonais, chinois, etc.)

Cours d'allemand pour étrangers (18 h. par semaine)

Centre d'examen suisse de l'Institut Goethe de l'Université de Zurich

Renseignements : mars et octobre

CH-8008 Zurich

Schulhausstrasse 68

**FR NOUVEAUX LYON, MA**



**FRANTEL LYON A DEUX PAS DU PARC DE LA TÊTE D'OR**

PART-DIEU NORD

TOUR DU CRÉDIT LYONNAIS

Tél. : 1781-62.94.12

**Des hôte**

مكتبة من الأصل



# FRANTEL. 3 NOUVEAUX GRANDS HOTELS: LYON, MARSEILLE, PARIS.



**FRANTEL LYON**  
A DEUX PAS  
DU PARC DE LA TÊTE D'OR  
PART-DIEU NORD  
TOUR DU CRÉDIT LYONNAIS  
TÉL.: (78) 62.94.12

**FRANTEL MARSEILLE**  
A DEUX PAS  
DE LA CANEBIÈRE  
CENTRE BOURSE  
TÉL.: (91) 91.91.29

**FRANTEL WINDSOR PARIS**  
A DEUX PAS  
DES CHAMPS-ÉLYSÉES  
14, RUE BEAUJON  
TÉL.: 227.73.00

## frantel

Des hôtels au cœur des villes.

RÉSERVATIONS CENTRALES: TÉL. PARIS (1) 828.88.00 - LYON (78) 62.94.12 - MARSEILLE (91) 91.91.29  
BESANCON - BORDEAUX - CLERMONT-FERRAND - DUNKERQUE - FOS-SUR-MER - GRANDE-MOTTE - LIMOGES - LYON - MACON - MARSEILLE - METZ - MONTPELLIER - MULHOUSE - NANCY  
NANTES - NICE - PARIS - PARIS ORLY - REIMS - RENNES - ROUEN - ST-ETIENNE - TOULON - TOULOUSE - GUADELOUPE - MARTINIQUE







SPORTS

Le Monde

une semaine avec

Provence-Alpes-Côte d'Azur

M. DESTREMAU INTERVIEWÉ  
LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
SUR LES CONCOURS  
DE PRONOSTICS

M. Bernard Destremau, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, vient de déposer une question écrite relative aux concours de pronostics de football. Il rappelle à M. le secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports, que son prédécesseur et lui-même ont obtenu, l'un et l'autre, l'accord du Parlement pour que les concours de pronostics de football soient reconnus comme des concours de pronostics sportifs et non comme des jeux d'argent. Il lui demande de vouloir bien faire adopter le principe par lequel les concours de pronostics de football seraient reconnus comme des concours de pronostics sportifs et non comme des jeux d'argent. Or, au cours de la séance du 17 novembre, la proposition de loi n'a jamais été débattue. Il lui demande de vouloir bien faire adopter le principe par lequel les concours de pronostics de football seraient reconnus comme des concours de pronostics sportifs et non comme des jeux d'argent.

Les Bouches-du-Rhône :  
un pays  
et sa métropole  
(PAGE 22)

Quels emplois  
pour  
les Provençaux ?  
(PAGE 24)

Deux  
grands projets :  
Fos et  
Sophia-Antipolis  
(PAGES 26 ET 27)

La grande peur  
des primeurs  
du Vaucluse  
(PAGE 28)

Paul Dijoud :  
les alpages  
préservés  
(PAGE 29)

une terre de travail

Comment sortir  
de la colonisation  
industrielle

QUELLE étrange destinée que celle de la Provence maritime, qui a tiré sa richesse des échanges avec les riverains de la Méditerranée et de la mise en valeur du domaine colonial français, puis se découvre maintenant colonisée, mais de l'intérieur !

Gravement touchée dans une part appréciable de ses activités anciennes — notamment la construction et la réparation navales — anxieuse de nourrir une population accrue par l'immigration, elle a cherché son salut dans des industries nouvelles qu'elle ne contrôle pas et dont le développement est aléatoire. Il lui reste à jouer sa carte de toujours, à savoir une position privilégiée d'intermédiaire, de prestataire de services et de terre de tourisme. Nombreuses sont pourtant les voix qui mettent en cause ce recours ultime au tertiaire et rêvent d'une vocation industrielle que la région, hélas, n'a encore jamais eue véritablement.

Disposant de peu de ressources minérales, la région Provence-Côte d'Azur s'est trouvée, pour l'essentiel, laissée à l'écart de la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. Enconstruite géographiquement, elle l'a également été économiquement, ce s'ouvrant que sur le monde extérieur, notamment méditerranéen,

et traitant, avant ré-exportation, un certain nombre de matières premières : corps gras, produits chimiques de base (soufre), produits alimentaires (sucre), matériaux de construction. L'essor fut très rapide jusqu'en 1880, grâce au libre-échange, dont l'abandon entraîna un repli sur l'empire colonial français, que les Marseillais, en particulier, s'appliquèrent à mettre en valeur.

Hélas ! les deux guerres mondiales marquèrent les étapes du déclin ; fermeture de la mer Noire en 1918, isolement des pays socialistes à partir de 1945, indépendance des colonies, et, en dernier lieu, celle des pays du Maghreb, notamment l'Algérie. Cela explique que, depuis de nombreuses années, de graves problèmes de reconversion se posent à la région.

Ce fut d'abord la disparition d'industries telles que la savonnerie, puis l'apparition d'un phénomène insidieux de dépossession, et de transfert des centres de décisions hors de la région. On vit progressivement le contrôle des activités traditionnelles — sucreries, corps gras, armement maritime — remonter à Paris, que ce soient les Raffineries de Saint-Louis, par le biais de la Générale Sucrière, les Chargeurs réunis ou la Compagnie de navigation mixte. On assista — surtout depuis dix

ans — à la captation du potentiel productif régional par les firmes multinationales ou extrarégionales dans le secteur de la parfumerie, à Grasse (Lantier, Chirac, Camille-Albert Laïone, Sebale), et dans celui des industries agro-alimentaires (Chambourcy repris par Nestlé, Barbier-Dauphin par Colgate-Palmolive, Petit-Jean et Regia-Pansani par B.S.N. - Gervais - Danone, etc.) pour des raisons techniques, commerciales ou stratégiques.

Volontairement ou contrairement, et forcée par les difficultés économiques, la bourgeoisie industrielle s'est souvent trouvée évincée au profit de l'extérieur. Cette attitude lui est sévèrement reprochée, notamment par les syndicats, qui y voient une sorte de démission ou de désertion. A cela, il est répondu que, précisément, ladite bourgeoisie avait consacré le plus clair de ses forces et de ses capitaux à mettre en valeur l'outre-mer, où ses activités ont souvent été gelées, voire purement et simplement confisquées.

Mais le phénomène le plus caractéristique est bien l'insatiation, depuis 1925, d'un certain nombre d'industries lourdes, sans attaches vraiment régionales, tout au moins au niveau de la direction centrale. Ce fut le cas de la pétrochimie dans le



(Dessin de PLANTU.)

complexe Berre-Lavéra, où l'on retrouve de grandes multinationales comme Shell, Esso, B.P., et des nationaux, comme PUK et Rhône-Poulenc. Non seulement les directeurs régionaux sont « importés », n'étant que « de passage », mais les produits fabriqués ne sont pas, sauf exception (les antigel pour la chimie), transformés sur place, mais exportés en dehors de la région.

D'une manière assez significative, ce processus de transfert des centres de décision et cette absence de transformation « in situ », sont de plus en plus vivement perçus dans tous les milieux — administration, patronat, hommes politiques, syndicats, que ce soit pour le constater, le déplorer ou s'en indigner.

FRANÇOIS RENARD.  
(Lire la suite page 23.)

voix du large

L'art d'en remettre

par BERTRAND POIROT-DELPECH

ne soit quelle « mèche » ? Ce serait trop simple.

Le malentendu commence avec le soleil. L'homme venu du froid pense qu'il n'y a pas de place pour l'angoisse quand on vit sous un ciel indigo, entre des nuages où s'envolent draps, robes et chansons. La terre méditerranéenne ne sévirait que dans les pays à doubles fenêtres.

C'est idiot. Soit : le bonheur hippy prêché par Giono se conçoit mieux au Contadour qu'en Baltique. Mais si toute la Scandinavie rappelle, et si l'aube « aux joues bleues » se lève sur du béton ou des ogives bourrées de mort ?

Ce n'est pas un hasard si le sentiment moderne de l'absurde est né sur les rivages de Méditerranée. Camus a joliment expliqué pourquoi, en préface à « l'Enfer », de Jean-Paul Sartre. Le Nordique anxieux peut toujours se dire que ça ira mieux s'il gagne le Sud, ou l'île que, à Monaco, sous le soleil de midi, on ne peut rêver de séjour meilleur, et c'est l'offensive.

A Cadeneux comme à El-Kat-tor, le climat méditerranéen, contrairement à celui du Nord, qui se cache au plus gros des vallées, gagne la hauteur et brève la vue. Par gloriole ? Par comble d'effroi, tout aussi bien. Union intime des contraires ? Voilà que, peut-être, nous approchons...

Prenez la fable du Méridional et pleut-né. Le marin venu d'Atlantique en veut pour preuve

ces points juste bons à pêcher la bouillabaisse, et retour pour le pastis. Tant de côtes, et n'avoir donné à la mer, Suffren excepté, que des marins pour faux Panaméens et des loueurs de pédalos !

Le bar de Marius et ses manilles loin du large ne sont pas les seuls coupables. Giono réussit le tour de force de faire aimer Melville sans rien comprendre à l'Occident. Arlequin laisse la maîtrise des mers aux Turcs. Ulysse lui-même, qu'allait-il faire dans cette galère, homme d'école !

La Provence, dernier carré de la phalocratie ? Ce stéréotype-là risque de survivre à tous les autres. Vingt bons siècles que l'usage et le code romains enferment la mèche chez elle, sacrée et dupée, interdite de plaisir et de ruse. Femme de pulsation ou de bouillabaisse, elle est vouée à fuir, accoucher et repasser les chemises. C'est le seul patriarcat Raimu qui tonne la loi, Ancien et Nouveau Testament ensemble écrasant jusque dans le pardon attendri.

Car il a bon cœur, le bougre, sous ses comédies ! Cette fois, nous sommes au plus gros de la méprise et du mépris : le chic-type-soupe-au-lait-et-rubillard. Pourquoi pas l'Arabe souriant et le nègre grand enfant pendant qu'on y est ?

Beaucoup incriminent Pagnol et sa partie de cartes, qui a fait le

tour du monde. Ne joue-t-on pas la trilogie du Brésil ou du Japon ? Ce n'est pas juste. Ou du moins ses Mémoires corrigent-ils les grossissements de la scène. Le « mensonge provençal » y apparaît, comme dans les souvenirs du Marseillais Roussin, pour ce qu'il est : non une tricherie ordinaire mais un coup de pouce pour dégager du réel sa charge d'universel, de poétique.

Ou bien, alors, il ne faut admettre que les chantes secrets, Bosco, Audisio ; et ouvrir le procès de tous les célèbres. Il faut reprocher à Daudet son Tartarin, à Cervantes son Tartarin dédoublé en Quichotte et Panga.

Dédoublément ! On n'en sort pas. Ulysse n'en plus, « homo-duplex », rappelle à bien audisio. A ce point de portage entre fiction et réalité, amour et infidélité, foyer et aventure, terreur et mer, bravoure et peur, l'homme du Nord se demande si l'ambivalence n'atteint pas à la duplicité...

Le héros d'Homère, qui se cache de tant de choses, ne se défend pas de celle-là. La rouerie est affaire, chez lui, d'atavisme et de tradition. « Nous savons conter des mensonges tout pareils aux réalités », se vantent les muses dans « l'Épique ». En tout cas, ce n'est pas un défaut. Quand Athéna le salue : « O fourbe subtil et insatiable de ruses ! », elle le complimente.

La feinte méridionale ne naît pas avec l'intrusion du touriste, et ne lui est pas réservée. Tourner autour de la réalité, c'est façon, de tout temps, de l'éprouver. Provoquer la vérité en en rajoutant !

On reconnaît les comédies latines à ce que le voyageur, de retour chez lui, commence par espionner les siens sous un déguisement. Moins pour surprendre que pour n'être pas surpris. S'il a été trompé, il saura quelle contenance prendre.

Tout l'art du théâtre se résume dans cette approche masquée du vrai. Tout l'art du conteur aussi. S'il déploie son tapis sur la place, et déroule son récit, d'Homère à Galla, de l'Orient à Valence (sortie nord), c'est pour la joie de dire les gens et les choses, dans toute l'étendue de leurs contradictions.

Car tout se rejoint. Giono, recevant Marcel Arland à Manosque : « Ici, rien ne se passe. Tout est calme. On se marie à vingt, vingt-cinq ans. Après quoi, c'est réglé, on bâille, on s'ennuie... »

Et comme Arland s'étonne, se souvenant, l'hiver d'avant, d'histoires de haïnes et de sang où Malraux aurait vu du Corneille : « C'est que tout se rejoint, comprenez-vous ? Tout est vrai. C'est la même chose ! »

« Je suis personnel ! », jure Ulysse.

Annance du « mensonge provençal » au vérité première ?

1<sup>er</sup> Agent maritime sur la Côte d'Azur,  
**CAMPER & NICHOLSONS**  
vous garantissent les meilleurs services pour  
la vente de bateaux neufs et d'occasion  
et pour la location de voiliers  
et motor yachts.

Pour toute information, consultez  
**CAMPER & NICHOLSONS**  
à Cannes :

**EN** Port Canto  
06400 Cannes  
Tél. (93) 99.16.75.

FOIE  
RAISON  
DE  
CONTRE

La faute aux « traites » Pagnol et Giono, qui auraient vendu un ne

Curieux comme ils se véhiculent, ceux-là ! La culture devenait-elle ce qui reste quand on n'a rien appris ? Même les ignares débarquent en Provence avec des souvenirs littéraires, mais brouillés de soupçons coloniaux, comme Boedeker se gardant de l'outchotchou. Attention : ici, paresse, mensonge, vol et compagne !

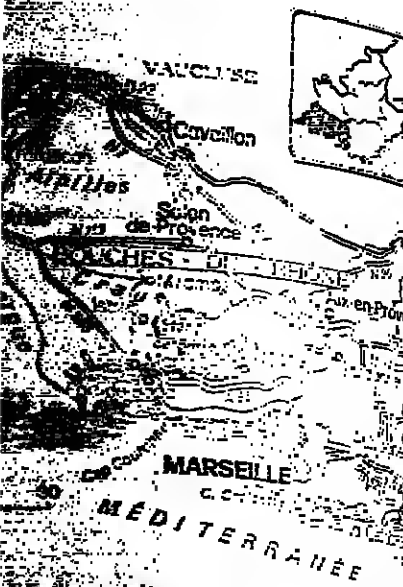
d'adopter un régime raison







## Parlement pole



En ce domaine, une prise de conscience publique très nette est venue à un an, avec la publication, pour le compte de la région, d'une étude sur la politique industrielle et sociale de grandes firmes multinationales dans la région. Rédigée par une équipe, sous la direction de Maurice Farol, professeur à la faculté des sciences économiques d'Aix-en-Provence, cette étude a ravi les uns et considérablement agacé les autres. Elle montre que 50 % des emplois régionaux relèvent désormais de sièges sociaux situés en dehors de la région.

Cette prise de conscience a été hâtée par la crise économique, le demi-échec de Fos et les difficultés d'entreprises, telles que Titan-Coder et Griffet. Le dernier « accident » en date — sinon le plus spectaculaire, du moins le plus profondément ressenti — a été celui du groupe Ferrin, très affecté par la crise de la réparation navale. En fin de compte, ce groupe (six mille ouvriers) était le seul gros employeur dont le contrôle soit encore régional. Il vient d'être repris par le chantier naval de La Ciotat. Outre que ce dernier est contrôlé par des intérêts libanais (Intrabank), le plan de charge dudit chantier s'effondrera à la mi-1978. Encore un problème à régler.

Lorsque les responsables de la région — élus politiques, administratifs, patronat, syndicats — ont eu fait le bilan des points forts et des points faibles de leur secteur, s'efforcent de définir des perspectives d'avenir, deux conceptions s'affrontent. Les uns, parmi lesquels on trouve surtout les syndicats (C.G.T., C.F.D.T.), récusent en bloc une politique du genre « Fos pour avoir été imposée de l'extérieur et n'apporter qu'une solution partielle et déséquilibrée, à leurs yeux, l'implantation d'un nouveau vapocraqueur à Fos, au prix de 3 milliards de

## Sortir de la colonisation industrielle

(Suite de la page 21.)

francs, est à rejeter ; peu d'emplois seront créés, peu de transformation est envisagée sur place. Il s'agit maintenant d'élaborer un autre type de développement, avec une redéfinition des besoins et une modification de tout le tissu « formation ».

Du côté C.G.T., on en tient fermement pour les activités industrielles situées en aval des grands secteurs, essentiellement la transformation de l'éclair sur place, le cas échéant dans l'automobile. Il s'agit d'élaborer à leur intention une profonde modification de la « formation ». A la C.F.D.T., le dessein est moins net, mais la volonté de changement affirmée. Tout le monde se retrouve pour réclamer le retour des centres de décision à la région et surtout la mise en œuvre d'une planification à l'échelle du pays, rendue possible par les nationalisations.

### Un arrière-pays de 500 kilomètres

Le conseil économique régional, en majorité à gauche, a les mêmes préoccupations d'avenir. On s'y félicite que « Fos n'ait pas réussi comme prévu », tant « les dégâts occasionnés sont déjà importants » ; on s'efforce de tracer des axes futurs, bien vagues, il est vrai, encore, pour le développement régional. Parmi les projets étudiés figurent en priorité la technique de pointe de l'océanologie, sur le chemin tracé par la Comex, et en règle générale tout ce qui constitue une innovation technologique : énergie solaire, éventuellement aquaculture.

Pour l'administration et le patronat local, l'intégration des grandes entreprises dans les structures de réflexion et d'activité économique régionale est indispensable : « Tout est pratiquement à faire dans ce domaine », mais avec quels moyens entreprendre cette intégration ? Pour l'instant, « on » enregistre

avec joie toute initiative des firmes multinationales, tel le vapocraqueur de Shell. Autre préoccupation : la création et le développement des petites et moyennes entreprises, qui suscite des initiatives intéressantes à la chambre de commerce.

Mais il faut bien le dire, faute, désormais, de grand dessein régional, c'est encore la vocation portuaire du grand ensemble Marseille-Fos qui exerce, à court et moyen terme, la plus grande attraction. Il n'est que d'entendre nombre d'interlocuteurs répéter avec un grand soupir : « Pour la première fois depuis 1917, le trafic des marchandises diverses (à l'exception du pétrole) repart ». A vrai dire, il vient seulement de retrouver le niveau de 1913, grâce aux activités de Fos, au développement du trafic conteneurs, et à la réouverture du canal de Suez, porte du Moyen et de l'Extrême-Orient.

Pour beaucoup, c'est le retour à des jours glorieux. Avec la perspective de desservir un hinterland de 500 kilomètres, lorsque le Rhône sera entièrement navigable (jusqu'à Lyon à partir de 1990). Avec, à l'horizon, le projet magique de la liaison Rhin-Rhône. Cette possibilité de prendre une option sur les grandes liaisons transeuropéennes dans les quinze prochaines années, personne ne veut, raisonnablement la manquer. La plateforme et le port de Fos — y compris son extension vers Saint-Louis-du-Rhône — sont d'ailleurs des atouts incontestables, que bien des gens dans le monde sont prêts à reconnaître et à utiliser le cas échéant. Une réserve cependant à noter : celle de la C.F.D.T., qui s'élève contre la tentation du tertiaire et la vanité du métier de transitaire, si ancré dans la peau du Provençal. Quant aux experts lucides, ils formulent une prière : surtout ne faisons pas de la liaison Rhin-Rhône un nouveau mythe ravageur. Celui de Fos nous a suffi.

FRANÇOIS RENARD.

## gros plan

### Les promesses de Cadarache

« CADARACHE : écart de la commune de Saint-Paul-lès-Durance (L.). Centre d'études nucléaires. — Ce n'est pas M. Reynaud, le nouveau maire de Saint-Paul-lès-Durance, petite commune de cinq cents habitants située à l'extrême nord-est des Bouches-du-Rhône, qui conteste l'expression employée par le Petit Larousse. A quelques kilomètres en aval du confluent de la Durance et du Verdon, le bourg de Saint-Paul est coincé entre le rivièr et un canal E.D.F. Et rien ne permet au visiteur pressé de noter que sur son territoire, près de 1 000 hectares bénéficient, si l'on peut dire, d'exterritorialité : ils viennent travailler, chaque jour, environ trois mille quatre cents personnes, entre les clôtures gardées du centre nucléaire (1).

Saint-Paul n'a-t-il profité de la présence du centre d'études nucléaires (CEN) ? Bien peu, estiment les membres du conseil municipal, selon les termes des retombées sont sinon radio-actives — la peur du nucléaire n'est pas, ici, de mise, — surtout négatives. Seuls le boulanger et les quelques bars-restaurants ont tiré un certain avantage. Et les conseillers municipaux sont un peu émaillés : « On en est toujours aux promesses, mais le bilan est là : environ trente-cinq personnes travaillent au centre vivant sur la commune. Mais quand des entreprises extérieures viennent travailler quelque temps à Cadarache, elles profitent du camping municipal que nous entretenons. Et, que voulez-vous, quand vient Noël, il n'y a pas de raisons pour nous de taire de la discrimination : les

enfants de leurs travailleurs bénéficient, comme les autres, de notre distribution de jouets.

« Le Commissariat à l'énergie atomique est un organisme qui échappe à presque toute la législation : il n'est pas soumis à la taxe professionnelle. Quant aux entreprises privées qui travaillent sur le centre, aucune n'a son siège social sur le territoire de la commune, et elles ont tendance à nous oublier. Heureusement pour nous, les aménagements hydroélectriques de la Durance nous permettent d'avoir un budget qui n'est pas mal, vu le nombre d'habitants. »

### Saint-Paul hors du coup

Le directeur du CEN, M. Junce, reconnaît pour sa part que « l'impact du centre sur la région a été considérable », mais qu'il a surtout profité à Aix-en-Provence et à Manosque, où habitent respectivement le moitié et le quart du personnel de Cadarache. Ces deux villes, en plus de cette retombée directe, ont également vu se créer et se développer un certain nombre de petites entreprises spécialisées, dont certaines ont acquis une haute technicité, en optique et en électronique par exemple. L'université d'Aix, pour sa part, travaille de plus en plus en collaboration avec le CEN.

Saint-Paul semble condamné à rester encore un certain temps en dehors du coup. Les responsables du centre avouent d'ailleurs que c'est délibérément qu'ils n'ont pas cherché à grossir la population locale. Et la masse critique qui donnerait une chance à la commune est loin d'être atteinte. Certes, on voit se multiplier les demandes de logements mais le canton n'a pas de C.E.S. C'est un cercle vicieux dont on ne sort pas facilement.

XAVIER WEEGER.

Le coût de cet investissement que l'Etat a promis de prendre à sa charge est raisonnable de 35 % est évalué à 340 millions de francs, « moins cher que l'achat de deux Boeing-747 », précise M. Carré en réponse à tous ceux qui jugent cette dépense inutile ou du moins prématurée.

JACQUES DE BARRIN.

## La mer aux avions

A BONDANCE d'aéroports ne nuit pas ? Le trafic est là qui nourrit leur expansion, affirment les responsables aéroportuaires. Marseille-Martinique aura traité, cette année, quelque trois millions de passagers. Une performance qui le place au second rang des aéroports français, derrière Paris et devant Nice-Côte d'Azur.

Pour faire face à cette expansion, la chambre de commerce de Marseille a déjà procédé à des travaux d'extension de l'aéroport pour un montant de 100 millions de francs. Elle envisage d'allonger le piste de 500 mètres sur l'étang de Berre pour la porter à 3 500 mètres. Coût des travaux : 50 millions, dont un tiers à la charge de l'Etat.

M. Pierre Aitmeyer-Hanzon, directeur de la concession aéroportuaire, prône un regroupement du trafic sur quelques grandes plates-formes : « Les investissements faits sur de petits aéroports sont lourds sur le plan des services rendus. » Avignon qui souhaitait avoir une ligne régulière sur Paris n'a pas obtenu le feu vert des pouvoirs publics.

Nice-Côte d'Azur traitera cette année pas loin de trois millions de passagers. Des travaux très impressionnants sont en cours pour gagner quelque 200 hectares sur le mer et

construire une nouvelle piste de 3 200 mètres qui pourrait être mise en service au cours de l'été 1980 si l'échéancier est respecté. Mais M. Pierre Merli, maire d'Antibes, réclame une révision du plan de masse afin de substituer à un système de pistes parallèles un système de pistes sécantes qui éviterait aux avions de survoler à basse altitude les agglomérations du littoral.

Selon M. André-Daniel Carré, directeur de l'aéroport, ce projet, qui aboutit à repousser les pistes vers le sud s'impose, ne s'agit-ce que pour des raisons d'environnement. « Sans cela, nous aurions dû nous lancer dans une opération très coûteuse d'insémination des bâtiments situés dans la partie ouest de Nice. » La municipalité, de son côté, accapare de l'innocence à hauteur de 17,5 % des travaux d'extension qui lui permettront de récupérer 25 hectares de terrains jusqu'alors inconstructibles.

Le coût de cet investissement que l'Etat a promis de prendre à sa charge est raisonnable de 35 % est évalué à 340 millions de francs, « moins cher que l'achat de deux Boeing-747 », précise M. Carré en réponse à tous ceux qui jugent cette dépense inutile ou du moins prématurée.

JACQUES DE BARRIN.

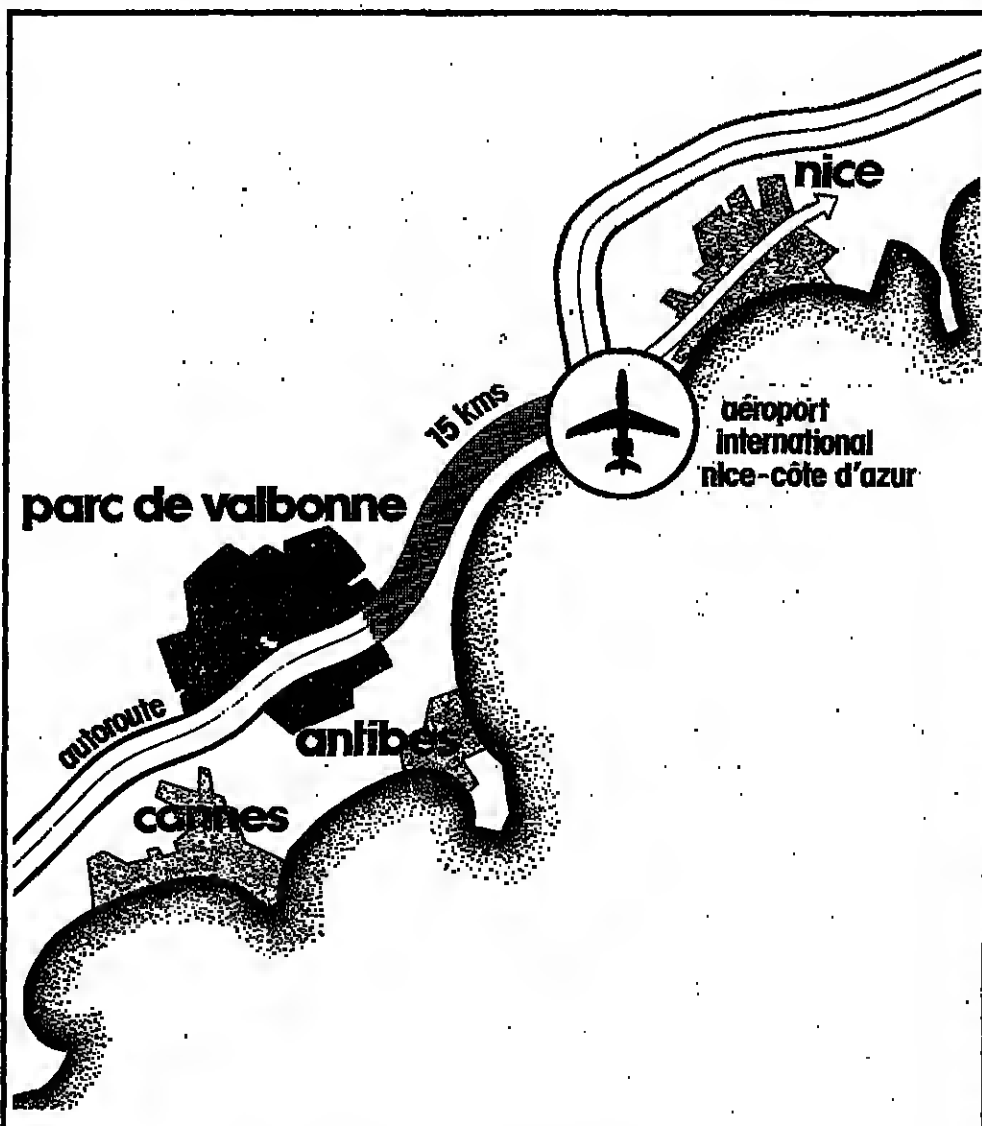
# PARC INTERNATIONAL D'ACTIVITES DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS

Terre d'accueil traditionnelle, la Côte d'Azur attire de plus en plus :

- des centres et laboratoires de recherche
- des sièges sociaux, administratifs, informatiques
- des industries de pointe, dans le PARC INTERNATIONAL D'ACTIVITES DE VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS.

Cet ensemble original de 2400 hectares est spécialement aménagé pour concilier :

- Industrie et nature, création et loisirs
- Efficacité du travail et qualité de la vie.



L'aéroport International de Nice Côte d'Azur est très proche du parc, à 15 km par autoroute.

- En cours d'extension, il verra sa surface initiale doubler en 1979.
- 100 compagnies aériennes font escale à Nice et desservent...
- 85 destinations régulières au bénéfice de 2 900 000 passagers/an.

Les Alpes Maritimes offrent aussi plusieurs hectares de terrains équipés, disponibles en zone industrielle à proximité de Nice, Cannes, Grasse, Menton, qui bénéficient également :

- d'une réduction de prix du terrain, de primes pour création d'emplois et d'avantages fiscaux.

Renseignements pour les autres zones :  
Bureau d'Industrialisation des Alpes  
Maritimes  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Nice et des Alpes Maritimes  
26, boulevard Carabacel  
06000 NICE - Tél. (93) 85.73.77

Renseignements pour le Parc  
International :  
Délégation Valbonne / Sophia Antipolis  
Chambre de Commerce et d'Industrie  
de Nice et des Alpes Maritimes  
26, boulevard Carabacel  
06000 NICE - Tél. (93) 85.97.91  
Télex CHAMCO 460061

(1) Ouvert en 1963, le CEN de Cadarache a été de nombreuses activités de recherche et développement du Commissariat à l'énergie atomique, concernant notamment les réacteurs surrégénérateurs (c'est à Cadarache que se trouve Rapédo, premier surrégénérateur français), les petits réacteurs (pour sous-marins par exemple), la sûreté des réacteurs à eau, le comportement du combustible nucléaire, la radio-écologie, etc.



## **gros plan**

### *Toulon sans l'arsenal?*

itaire et sociale.

est l'ère du "business". Pour les  
Carnegie, le succès est la seule  
vraie, au premier chef. Le caractère  
de notre époque pour pousser  
vers le bien sans cesse vers le  
malheur. C'est la volonté humaine  
qui est au centre de l'ère du "business".  
Le monde est devenu un "business".

# L'AMENAGEMENT AU SERVICE DE L'EAU

Le Service de l'Eau de la Société Provençale d'Équipement a été créé en 1962, à la suite de la fusion de la Société Provençale d'Équipement et de la Société Provençale d'Équipement. Cette fusion a permis de regrouper les activités de l'entreprise et de renforcer son rôle de service à la clientèle.

Le Service de l'Eau est chargé de l'entretien et de la réparation des équipements hydrauliques et de la mise en œuvre des ouvrages d'art. Il dispose d'un personnel qualifié et d'un matériel moderne pour assurer la maintenance et la réparation des équipements hydrauliques et de la mise en œuvre des ouvrages d'art.

Le Service de l'Eau est également chargé de la conception et de la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques. Il dispose d'un personnel qualifié et d'un matériel moderne pour assurer la conception et la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques.

Le Service de l'Eau est également chargé de la conception et de la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques. Il dispose d'un personnel qualifié et d'un matériel moderne pour assurer la conception et la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques.

Le Service de l'Eau est également chargé de la conception et de la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques. Il dispose d'un personnel qualifié et d'un matériel moderne pour assurer la conception et la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques.

Le Service de l'Eau est également chargé de la conception et de la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques. Il dispose d'un personnel qualifié et d'un matériel moderne pour assurer la conception et la réalisation des ouvrages d'art hydrauliques.

## L'AMENAGEMENT AU SERVICE DE L'EAU

**2.1.**

**VITROLLES**

**AIX LES MILLES**

**LES PALUDS (Autogène)**

**ARLES SUD**

**Nombre d'empl.**

6,50

2,90

1,20

3,00

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ







# Fos : ni cet excès d'honneur ni cette indignité...

**S**EUSME ravageur... Immense tromperie... Colossalisation par les multinationales. Retombées négatives. Opération blanche pour l'emploi.

A en juger par ces appréciations passionnées et ces réflexions vengées, on jurerait que le procès du complexe industriel de Fos, le grand dessein national de la première moitié des années 70, est en cours d'instruction. Aux yeux des responsables de la région Provence-Côte d'Azur, l'est effectivement, partisans et détracteurs du complexe se renvoyant la balle avec d'autant plus de vigueur que la déception est à la hauteur des promesses.

Rappelons-nous... En 1969, le complexe de Fos, c'était tout ensemble le « second poumon » de la Lorraine sidérurgique, le désenclavement de la Provence, l'ouverture à la fois vers la Méditerranée et vers un arrière-pays s'étendant jusqu'en Rhin, avec une plate-forme immense, vouée automatiquement à susciter une constellation d'industries en amont et en aval. Bref, un pôle de développement incomparable. Cheval de bataille des ministères de la DATAR, du prêt de région chargé de le mettre en œuvre, ce projet avait fait couler des torrents d'éloquence officielle. Quant aux emplois directs, indirects, entraînés, induits, qui devaient tout naturellement irriguer la région, c'était une escalade vertigineuse : 100 000, 120 000, 150 000... Pour 1975, le VI<sup>e</sup> Plan prévoyait la création de 10 000 emplois directs, qui devaient en susciter 30 000 autres grâce aux sous-traitances et à l'effet d'entraînement, le total des emplois « induits », toutes activités confondues (commerciales, administratives, culturelles, etc.) devant atteindre 80 000.

A l'heure actuelle, quel est le bilan ? En ce qui concerne les emplois directs, le VI<sup>e</sup> Plan a été exécuté à plus de 90 %, avec 9 500 créations (usine sidérurgique de la Solmer pour un peu moins de 7 000, le reste étant assuré par Ugine-Acier, l'usine chimique d'Imperial Chemical, etc.). En revanche, il n'y a pas

en d'emplois « entraînés » en dehors de la sous-traitance et de la maintenance liées aux investissements et à la production, soit environ 10 000. Quant aux emplois induits totaux, aucune étude précise d'ensemble n'a pu être effectuée, mais l'on pense que 80 000 personnes sont intéressées dans une aire d'une quarantaine de kilomètres autour de Fos.

A ce stade de réalisation, et compte tenu de ce bilan, les critiques sont acerbes. Economistes, syndicalistes, universitaires mettent en rapport l'énormité des capitaux engagés (10 milliards de francs pour la seule usine de la Solmer), l'importance des aides publiques de tous genres (2,8 milliards de francs en provenance du P.D.E.S. pour le même site), et les résultats obtenus, qu'ils estiment fort marginaux et tout à fait disproportionnés avec l'ampleur des moyens mis en œuvre et le bouleversement apporté à toute la région.

**Notre acier est travaillé ailleurs**

Sur le plan industriel, ils relèvent que pas un gramme des trois millions de tonnes d'acier produites à Fos n'est utilisé sur place ou dans la région, pas même dans les chantiers navals de La Seyne ou de La Ciotat. Ils constatent que, d'ici à 1980, la seule extension prévue du complexe de Fos consiste en la construction d'un vaporaqueur par Shell-Chimie (3 milliards de francs) et d'une unité de fabrication de chlorure de vinyle par l'association Shell-POX (création d'environ 1 300 emplois, mais ce chiffre est contesté par les syndicats, qui font état de la possibilité d'un « rillage » en provenance du complexe chimique de Berre-Leviers).

Quant à la mise en chantier de la seconde tranche de la Solmer, qui devait porter sa capacité de production à 2,5 millions de tonnes d'acier brut à 7 millions de tonnes, elle est remise à des jours meilleurs. Les retombées ? Elles sont parfois nulles. La Sol-

mer n'a-t-elle pas « importé » 40 % à 80 % des emplois d'encadrement et des postes-clés, ancrés dans la main-d'œuvre locale, qui assure plus de 50 % des tâches d'exécution ? Quel bénéfice la région en retire-t-elle pour ses propres enfants ? Ajoutons qu'à l'heure actuelle, la Solmer est en train d'accueillir 600 Lorrains « libérés » par le plan de restructuration de la sidérurgie de l'Est, qui viennent donc occuper autant d'emplois qu'ils auraient pu revenir aux régionaux.

Autre grief, celui de la « désarticulation » du marché du travail régional. En effet, les entreprises employeurs de la région ne sont pas systématiquement des travailleurs permanents avec un développement tout particulier de la sous-traitance, qui, selon eux, permet aux industriels d'amorcer, dans la conjoncture, la composition de leur propre personnel. Retombée négative, encore, l'utilisation de certains équipements collectifs, notamment les trois mille logements H.L.M. vides de Miramas, dont les entrées vont être murées pour éviter les squatters.

La première explication mise en avant par les promoteurs de Fos pour tenter de justifier ces lacunes, c'est la conjoncture mondiale. La conjoncture actuelle n'est pas faite pour susciter des projets d'investissement. Les perspectives, qui s'ouvrent à la sidérurgie en général sont plutôt sombres, les nouveaux venus dans la profession (Japon, Corée du Sud, etc.) entraînant au premier chef les pays anciennement industrialisés dans un climat qui ressemble de plus en plus à une guerre technologique et commerciale. L'acier de Fos elle-même a été très fortement exporté cette année vers les Etats-Unis et l'Italie du Nord, ce qui a provoqué des réactions assez violentes des pays concernés.

La seconde, sans doute la plus importante, réside dans l'équilibre qui pesait au départ sur le devenir du complexe de Fos lui-même. La pétrochimie et la

sidérurgie sont des industries lourdes, dont l'implantation exige des capitaux très élevés par rapport à la main-d'œuvre employée.

La grande leçon qui semble se dégager de l'aventure de Fos est double. En premier lieu, l'implantation d'une industrie lourde ne résout pas magiquement tous les problèmes. Dans un premier temps, un déséquilibre apparaît dans la mesure où un secteur industriel ultra-moderne et ultra-lourd se constitue dans une logique tout à fait étrangère aux besoins du pays. Une théorie économique démontre que ce déséquilibre appelle, très vite, les compléments indispensables. Mais, à Fos, elle n'a pas pu jouer.

**Vingt à trente ans à partir de rien**

Cela provoque même des traumatismes et des ruptures dans la structure économique régionale. Tout ce que l'on peut en espérer, c'est l'arrêt d'une dégradation en cours, dans un gain net ni effet d'entraînement. Les Lorrains le savent bien, qui ont installé à Tarente la plus grosse usine sidérurgique d'Europe (trois fois Fos) afin de créer un pôle de développement dans la Mezzogiorno : la population active de la province est restée stable, les dix neuf mille emplois créés ne faisant que compenser les pertes de l'agriculture. Ce qui est déjà un résultat, mais ne suffit pas à obtenir une augmentation nette des postes offerts.

Que se serait-il passé, d'ailleurs, si le complexe de Fos n'avait pas été créé ? De 1968 à 1975, la région Provence-Côte d'Azur a perdu près de onze mille emplois directs, dans l'industrie du bois, l'habillement, l'agro-alimentaire, les combustibles minéraux. C'est à peu près ce que Fos a fourni ; opération blanche, dira-t-on, et même négative si l'on tient compte de la main-d'œuvre importée, mais tout de même préférable au statu quo. Ce qui permet de dire qu'en dépit de la déception causée par

des résultats peu en rapport avec les espoirs grandioses de la phase de lancement Fos ne mérite « ni cet excès d'honneur ni cette indignité ».

En second lieu, les promoteurs du complexe n'ont tenu compte ni du facteur temps ni de la localisation des centres de décision. Il faut vingt à trente ans pour assembler, à partir de rien, des plates-formes industrielles « intégrées » du genre d'Anvers ou de Rotterdam, avec toutes les ressources et les connexions indispensables à la prolifération d'industries en aval. Cela, évidemment, dans le cadre d'une économie libérale, où la puissance publique, nationale comme régionale, n'a pas accès, la plupart du temps, aux centres de décision des grands groupes industriels susceptibles d'investir.

En économie planifiée, la

démarche changerait totalement puisqu'il serait possible de définir un schéma global comportant étapes et des développements coordonnés, non seulement au plan régional mais à l'échelle nationale. Dans une telle perspective, la région ne serait plus suspendue au bon vouloir d'un groupe multinational pesant les avantages et les inconvénients d'une implantation en fonction de ses intérêts planétaires.

Il n'y a en tout cas rien d'étonnant à voir les responsables politiques d'une région se préoccuper d'échapper à la « roulette » actuelle du développement et vouloir maîtriser leur devenir collectif. La façon dont le complexe de Fos évolue ne peut que pousser dans cette voie ceux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

FRANÇOIS RENARD.

## LE POINT DE VUE DE JACQUES

### SIDÉRURGIE : des atouts

L'USINE de Solmer à Fos montre de manière étonnante la capacité de l'industrie française à concevoir et à réaliser un projet de dimension internationale, dans des conditions d'efficacité qui ne se trouvent nulle part ailleurs. Rappelons que le calendrier de mise en service successifs des installations fut scrupuleusement respecté et que, à la fin de 1974, année de démarrage et de rodage, l'usine produisait déjà plus de 150 000 tonnes d'acier par mois. Elle dépassera 250 000 tonnes pour les douze mois de 1977.

La crise mondiale du fer, qui a commencé il y a trois ans, n'a certes pas épargné Fos. Mais il faut constater que le marché des produits miniers, destination finale de la plus grosse partie des ébauches produites par Solmer, s'est relativement moins dégradé que celui des produits longs, frappé de plein fouet par la stagnation générale des investissements et la poussée de nouveaux producteurs. La réduction, entre les différents secteurs de la production, des moyens de production

de la sidérurgie française que de veiller à assurer la nouvelle usine littérale conserve donc tout son intérêt.

Quant à la capacité concurrentielle des produits issus de Fos, leurs prix de revient de fabrication se révèlent plus favorables encore que ne le laissent espérer les prévisions initiales pour la première étape. Ils permettent de conduire à l'exportation un effort conforme à une vocation affirmée dès l'origine pour ramener à la dégradation du solde du commerce extérieur des produits sidérurgiques de la France, en particulier dans le domaine des produits plats.

Sans doute, Fos est encore loin d'atteindre le seuil de rentabilité véritable qui dépendra de la possibilité d'obtenir des charges financières très lourdes sur un plan grand nombre de tonnes. Mais, de maintenant, Fos est le type même de l'usine adaptée aux données nouvelles du marché international de l'acier ; en effet, par-delà l'actualité exceptionnelle de la crise actuelle, elle constitue l'élément de la production sidérurgique des pays indus-

# SOCIÉTÉ DES VINS DE FRANCE : DE LA RÉGION... AU MARCHÉ MONDIAL



Tout est parti de là : de ce coin de terre provençale auvergnate entre Marseille et Marignac — à Châteauneuf — au bord de l'étang de Berre sur la charnière de basses méditerranéennes, béarnaises — c'est tout ce qu'il y a de la Bible — de la vigne et du vin.

La Société des vins de France a beau avoir atteint, avec 4 000 000 d'hectolîtres commercialisés sous ses marques, le rang de premier négociant mondial en vin, elle n'a jamais renié ses origines régionales, et elle pousse cette volonté jusqu'à... bien qu'ayant présente dans treize pays du monde — garder son siège social à Châteauneuf-les-Martins. Dans cette « bastide » de 10 hectares (où le bailli de Suffren installa son camp) se trouve un chais qui existe toujours, que tout le monde, en Provence, à la suite de son achat par la famille Margnat, a baptisé « Margnat Village ».

**EN PRISE SUR LES RÉALITÉS RÉGIONALES**

Qui, tout est bien parti de là, de Margnat Village qui garde au sein de la S.V.F. une place à part et à toujours fait figure d'« aile marseillaise » du groupe.

Déjà bien avant la création de la Société des vins de France, les dirigeants des maisons fondatrices ont eu l'intuition et les capacités nécessaires pour ne pas « s'écarter » à un régionalisme sclérosant.

Puis, la Société des vins de France a su — à temps — s'adapter et prévoir toutes les mutations du secteur vitivinicole en créant des structures intérieures suffisamment souples mais solides, une implantation technique et commerciale adaptée au caractère diversifié du marché, une politique d'achat qui lui permet de parer les à-coups d'une production qui — beaucoup mieux — ou ne programmait jamais sur ordinateur, et enfin de réaliser un équilibre harmonieux et modéré de son gamme de produits.

Sans doute, parce qu'ils étaient des « régionaux » au contact des réalités et des diversités géographiques, agricoles, humaines et de consommation, les hommes qui ont fait la Société des vins de France n'ont-ils pas bâti leur empire en construisant un « dinosaure » inadaptable, dont la tête est si loin du corps vivant que l'ensemble est condamné à disparaître écrasé par sa propre masse.

La première caractéristique de la S.V.F. est d'avoir su — alors que les politiques cherchaient encore les moyens d'y parvenir — donner le pouvoir aux régions.

**DE LA RÉGION À L'ÉCHÉLON NATIONAL**

La S.V.F. est née en 1968 du mariage de raison sous forme de composants économiques et financiers entre deux entreprises familiales marseillaises qui avaient déjà atteint une taille respectable : Margnat Fères et la Société d'approvisionnement vinicole (S.A.P.V.N.-S.V.V.).

L'achat de Gervin, puis l'association avec Préfontaines, GRAP et Portillon, en 1971, ont renforcé le développement spectaculaire de cette société régionale qui est la seule à avoir atteint une dimension réellement nationale.

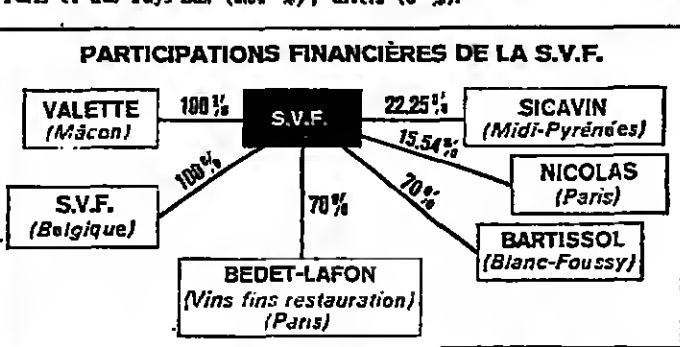
Il y a eu France six mille négociants embouteilleurs qui commercialisent 40 000 000 d'hectolîtres. Quatre d'entre eux seulement mettent sur le marché plus d'un million d'hectolîtres.

La seule S.V.F. — avec ses 4 millions d'hectolîtres commercialisés chaque année — équivaut à peu de chose près, à celle des trois autres réunies.

## DE L'HEXAGONE... AU MARCHÉ MONDIAL

Pour réussir le pari d'atteindre en dix ans le leadership mondial de son secteur, il fallait que la S.V.F. ait une dimension financière susceptible de faire tout à la fois concurrente et supporter les indispensables évolutions structurelles.

Cette dimension est atteinte ainsi que le montre la structure des capitaux de la S.V.F. (voir annexe) et la structure de son capital qui se répartit entre le groupe S.V.F. (44,3 %), Préfontaines (24,3 %), Gervin (24,3 %), Ugo d'Orsanges et d'Investissements (4,9 %), Banque de Paris et des Pays-Bas (2,94 %), divers (3 %).



## COMPÉTENCE ET DÉCENTRALISATION

Derrière cette impressionnante puissance qui aboutit à un chiffre d'affaires de 1 200 milliards de francs (dont 15 milliards d'exportations) se cache une structure d'entreprise qui est une réussite. C'est la tête du conseil d'administration et du comité de direction de la S.V.F. qui assurent la gestion globale de l'entreprise. C'est l'un des tout premiers conseils d'administration de la vigne et du vin : M. Paul CHAMBERLIN.

S'il y a un « secret » de la réussite de la S.V.F., il tient essentiellement à la philosophie de l'équipe dirigeante de la société qui applique son action sur deux priorités : la compétence des hommes et la décentralisation des structures et des pouvoirs de décision. La seconde découlant de la première.

**DES LIENS ÉTROITS AVEC LE MONDE VITICOLE**

Le vin — aux caprices de folles filles — matière noble et vivante, n'est pas un produit comme les autres.

Il est tel que Bertheaux nous le livre, plantain Jean-Claude GAUTIER, membre du comité de direction de la S.V.F. et directeur de la région à (Sud-Est) implantée à Châteauneuf, et nous devons nous en accommoder. C'est, nous le savons, en faisant appel à des « vins méditerranéens » venant au secours des plus faibles, opérer des mariages qui amélioreront la qualité d'ensemble.

Mais nous ne pouvons et ne voulons pas changer fondamentalement la nature du vin.

C'est pourquoi nous ne serons jamais des industriels, mais un prolongement de l'agriculture dans le domaine de l'industrie alimentaire. C'est pourquoi, aussi, nous maintenons — en amont — une concentration étroite avec le monde viticole : chaque directeur de région traite lui-même de manière autonome les contrats annuels ou occasionnels.

Mais la S.V.F. a également une solide expérience des problèmes de la production : par le biais de la SICAV MIDI-PYRÉNÉES, elle est aussi viticultrice.

Chaque année, nous achetons 3 à 4 millions d'hectolîtres en provenance de tout le bassin méditerranéen.

Les différences de qualités des productions exigent qu'existe en permanence un dialogue avec les viticulteurs débouchant sur l'implantation de l'encépagement et de la vinification en fonction des besoins des consommateurs dont nous sommes « à l'écoute ».

## AU CONTACT DES RÉALITÉS RÉGIONALES

Cette « écoute » a des caractéristiques du marché se fait aussi en aval, à la S.V.F.

C'est parce qu'ils connaissent parfaitement les habitudes gustatives de leurs diverses clientèles que les dirigeants de la S.V.F. ont eu l'idée d'un politique de décentralisation qui leur permet de cerner cette diversité au contact des réalités régionales, voire internationales (qui n'est pas une fin en soi). C'est pourquoi, en faisant appel à des « vins méditerranéens » — via Anvers — est implantée une filiale chargée sur les modèles régionaux français de goûter le vin aux amateurs de grande l'ambiance, aux pays du Benelux.

Le département d'exportation développe ses ouvertures vers les marchés neufs que représentent les U.S.A., l'Australie ou le Sud-Est asiatique.

## ÉVENTAIL DE MARQUES, DIVERSITÉ DE PRODUITS

Si les cadres dirigeants de la S.V.F. sont contraints — centralisme oblige — d'aller trop souvent à l'étranger, c'est pour une raison simple : la décentralisation est-elle décentralisée afin de permettre à chaque directeur de région de gérer son territoire comme un véritable « royaume » ?

Le comité de direction — adéquat aux marchés de chaque région — a l'autonomie régionale, règle d'or de la décentralisation. Chaque directeur de région (il y en a quatre qui se partagent dix-huit succursales) de liser lui-même ses plans de développement et les moyens d'atteindre ses objectifs.

La responsabilité de territoire national permet, en outre, une grande souplesse dans les livraisons et le contact avec la clientèle.

C'est parce qu'on ne doit pas à la S.V.F. les mêmes vins qu'à Toulouse ou à Marseille qu'a été créée une structure par marché qui a été mieux adaptée aux habitudes du consommateur.

Dans chaque région, il y a des vins qui sont très différents. Si les Parisiens préfèrent Préfontaines, les Lyonnais ont un faible pour Gervin, etc. On le maintient, malgré les livraisons opérées dans le cadre d'un contrat unique avec la V.C.C. ou A.O.C. en passant par toute la gamme des vins de pays.

L'autonomie régionale, règle d'or de la décentralisation, permet à chaque directeur de région (il y en a quatre qui se partagent dix-huit succursales) de liser lui-même ses plans de développement et les moyens d'atteindre ses objectifs.

La responsabilité de territoire national permet, en outre, une grande souplesse dans les livraisons et le contact avec la clientèle.

**PREMIER DISTRIBUTEUR DE VINS FINS**

A ce propos, l'ère nouvelle est de définir une idée reçue : alors qu'on s'attendait à ce que la S.V.F. s'efface devant les géants du vin, il faut savoir que — conséquence de l'élévation du niveau de vie des consommateurs — la demande de vins fins a augmenté de façon spectaculaire. Si les Parisiens préfèrent Préfontaines, les Lyonnais ont un faible pour Gervin, etc. On le maintient, malgré les livraisons opérées dans le cadre d'un contrat unique avec la V.C.C. ou A.O.C. en passant par toute la gamme des vins de pays.

**MARGNAT VILLAGE : AMBASSADEUR DE LA RÉGION EN FRANCE ET DANS LE MONDE**

Margnat Village reste un peu — sentimentalement — « l'enfant chéri » du groupe.

Cela vient sans doute du fait qu'en sein même de la S.V.F., Margnat Village a toujours fait figure de précurseur.

C'est ici qu'est né en 1964 la « margarette », cette bouteille plastique qui a fait couler tant d'encre avant qu'on ne prouve scientifiquement qu'elle n'est pas si mauvaise que ça paraît.

Avant même les eaux minérales, immédiatement après les bulles d'été, Margnat Village fut le précurseur et reste le leader de la bouteille plastique compatible avec les caprices du vin et qui est pour la fabrication de l'exportation de l'Europe.

Dix-huit mille margarettes (un nouveau modèle plus étanche d'une contenance réelle de 1,6 l) ont été vendus en France et dans les autres régions françaises.

C'est ici également que l'on produit le « Négron » dans un flacon original, le Côte de Provence rose avec ses couleurs régionales.

Margnat Village a toujours été et reste économiquement de la carte du marché mondial.

L'exportation vers l'étranger représente déjà 5 % des ventes. Cette part devrait s'accroître dans l'avenir.

C'est l'un des objectifs du groupe tout entier.

C'est pourquoi la S.V.F. a à Châteauneuf — une bouteille de vin au pour la simple raison qu'elle a été embouteillée au Japon.

Les clients de la S.V.F. le pays du thé et du saké à l'heure du « trois continents » (rouge, rose et blanc). Voilà la S.V.F. au pays du « Soleil levant ».

Ce soleil qui fait briller le matin — et qui est comme un écho de celui qui brille sur la Provence.

Cette Provence d'où tout est parti...

## LA RECHERCHE TECHNOLOGIQUE

En 1970, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1971, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1972, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1973, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1974, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1975, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1976, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

En 1977, la S.V.F. a financé 4 millions de francs de recherche et développement de ce type de produits. Ces recherches ont permis de développer des techniques nouvelles de vinification, de conservation, de distribution, etc.

## PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

### Au-delà du soleil, de la mer, des

### la Région qui veut

### son potentiel écon

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.

### LES MARQUES DE LA S.V.F.



# gnité...

## BURGIE : des atouts dans la crise

## FERRY

mais de créer sur 2 400 hectares — dont la moitié doivent être conservés et aménagés en forêts et espaces naturels — un parc

Trois autres ZAC ont été successivement créées. Celle d'An-

n œuvre, s'inquiète des « dangers de déviation » et craint que la situation dans laquelle s'est placée le Symival en viabilisant

len doyen de la faculté des  
nces, avait soutenu dès l'ari-  
e le projet de Pierre Laffitte.  
elle possède depuis 1975 un

ns que les prévisions de créa-  
s d'emplois directs qui ont  
faites jusqu'ici 130 000 à  
(0) doivent être entièrement

1. PERSONAL  
 2. PERSONAL  
 3. PERSONAL  
 4. PERSONAL  
 5. PERSONAL  
 6. PERSONAL  
 7. PERSONAL  
 8. PERSONAL  
 9. PERSONAL  
 10. PERSONAL  
 11. PERSONAL  
 12. PERSONAL  
 13. PERSONAL  
 14. PERSONAL  
 15. PERSONAL  
 16. PERSONAL  
 17. PERSONAL  
 18. PERSONAL  
 19. PERSONAL  
 20. PERSONAL  
 21. PERSONAL  
 22. PERSONAL  
 23. PERSONAL  
 24. PERSONAL  
 25. PERSONAL  
 26. PERSONAL  
 27. PERSONAL  
 28. PERSONAL  
 29. PERSONAL  
 30. PERSONAL  
 31. PERSONAL  
 32. PERSONAL  
 33. PERSONAL  
 34. PERSONAL  
 35. PERSONAL  
 36. PERSONAL  
 37. PERSONAL  
 38. PERSONAL  
 39. PERSONAL  
 40. PERSONAL  
 41. PERSONAL  
 42. PERSONAL  
 43. PERSONAL  
 44. PERSONAL  
 45. PERSONAL  
 46. PERSONAL  
 47. PERSONAL  
 48. PERSONAL  
 49. PERSONAL  
 50. PERSONAL  
 51. PERSONAL  
 52. PERSONAL  
 53. PERSONAL  
 54. PERSONAL  
 55. PERSONAL  
 56. PERSONAL  
 57. PERSONAL  
 58. PERSONAL  
 59. PERSONAL  
 60. PERSONAL  
 61. PERSONAL  
 62. PERSONAL  
 63. PERSONAL  
 64. PERSONAL  
 65. PERSONAL  
 66. PERSONAL  
 67. PERSONAL  
 68. PERSONAL  
 69. PERSONAL  
 70. PERSONAL  
 71. PERSONAL  
 72. PERSONAL  
 73. PERSONAL  
 74. PERSONAL  
 75. PERSONAL  
 76. PERSONAL  
 77. PERSONAL  
 78. PERSONAL  
 79. PERSONAL  
 80. PERSONAL  
 81. PERSONAL  
 82. PERSONAL  
 83. PERSONAL  
 84. PERSONAL  
 85. PERSONAL  
 86. PERSONAL  
 87. PERSONAL  
 88. PERSONAL  
 89. PERSONAL  
 90. PERSONAL  
 91. PERSONAL  
 92. PERSONAL  
 93. PERSONAL  
 94. PERSONAL  
 95. PERSONAL  
 96. PERSONAL  
 97. PERSONAL  
 98. PERSONAL  
 99. PERSONAL  
 100. PERSONAL

Au-delà du soleil, de la mer, des vacances...  
**une région qui veut accroître  
son potentiel économique**

Encore une fois il y a déséquilibre ce mal endémique dont souffre la Région.

Il se résume jusqu'aux productions traditionnelles qui ne sont pas rentables.

Le Plan de sauvegarde est général, il couvre tous les secteurs agricoles. Il se résume en 4 points :

- Défendre la revenu des agriculteurs et, donc, limiter l'exode rural ;
- Lutter contre la concurrence et promouvoir les produits ;
- Réduire les coûts à la production et dans les circuits de distribution ;
- Limiter la spéculation foncière sur les terres agricoles.

Chaque secteur le Barreau Méditerranéen étudie le problème avec les intéressés, cherche les

celleries solaires et les met en valeur.

Le programme n'est pas seulement agricole, mais le court terme avec des réalisations ponctuelles.

Il est aussi à long terme que permettra l'ajoute régionale grâce, notamment, au programme de transfusion.

A 3 ans, plus de 7.800 personnes auront été recrutées, la demande des intrants, les agriculteurs de la Région auront leur terre, ils auront leur bétail. Pour continuer à l'exercer ne demandent qu'à gagner pratiquement leur vie. Groupes de leurs coopératives, ils tiennent leur propre destin.

Reste les aide à attacher et à mettre à l'œuvre.

Il est normal car nous voulons

son industrial régional se  
active par l'émigration hors  
Région du pouvoir de  
ce.

Les petites et entreprises les plus  
actives et les plus dynamiques par  
ce extra-régionale.

On ne plus s'affirme la  
balance économique à l'égard  
ce sont loin de céder.

Il devient ceux de la Région.  
souvent les décisions de  
ce ou de transfert sont  
ce en dehors de la Région sans  
ce de la Région sans ce des  
ce ont été soit pris en  
ce.

à été, pour la Région, de  
contre la défaillance du pouvoir  
il dans le combat pour la  
suprême de l'emploi.

La régionalisation du tissu écono-  
mique régional n'est donc étran-  
gère à celle du DATAR. Elle fait  
ce 2 arrondissements de  
ce devraient bénéficier des primes  
ce développement régional.

La menace de cette menace, la  
n'est donc comme ob-  
prioritaire « la défense de  
ce développement régional  
unique régional moins  
ce et plus diversité ».

de cadre juridique de la loi  
72 1272 selon ces Régions une  
de de manœuvre très étroite  
ce domaine.

« Plan-Code et Grévisse  
ce de motiver la volonté

régionale de maintenir l'emploi et  
les entraves du pouvoir central  
aux initiatives de la Région.

Aussi s'est opposé au versement  
des subventions volées pour  
racheter les actifs immobiliers de  
ces entreprises qui redémarreraient  
grâce aux efforts locaux.

Il s'agissait pour la Région de  
maîtriser les activités économiques,  
conditions minima d'une politique  
de défense de l'emploi par le biais  
de la reprise des entreprises.

La décision parlementaire a été  
la discussion devant le Conseil d'Etat  
ou attend le décret.

Stilôt comme les dispositions des  
décrets de 1977, la Région a été  
son fonds d'initiation à la création  
d'emplois dans la Région (FICER)  
une somme de 5 millions.

Autre action : le Département  
d'Information Régionale sur  
l'Emploi (D.I.R.E.) pour donner  
aux élus locaux l'information  
nécessaire pour qu'ils interviennent  
efficacement et en temps utile.

Autre action : la participation aux  
études de dossiers soumis à  
l'Etat, les études d'entreprises  
des Petites Entreprises, une initiative  
originale prise par le Bureau  
Régional d'Industrialisation et les  
Chambres de Commerce de la  
Région.

Nous voyons d'action sont, certes,  
dans la loi mais nous  
souhaitons bien utiliser au maxi-  
mum notre savoir de manœuvre.

**LA RECHERCHE DE  
TECHNOLOGIES NOUVELLES**

En trois ans, la Région a consacré plus de 4 millions de Francs à des opérations de ce type en subventionnant des équipements de recherche ou de vulgarisation (15 %), des études ou des installations expérimentales (30 %), et surtout des « applications pilotes » en vraie grandeur (35 %).

Ces expériences concernent en partie les activités économiques, essentiellement l'agriculture et la pêche (projets d'aquaculture en Camargue), mais davantage encore les besoins sociaux, notamment l'habitat (maisons et équipements collectifs, voirie l'environnement (forêt).

Plus de la moitié des crédits ont été consacrés aux problèmes de l'énergie : la Région s'efforce de favoriser le développement de l'énergie solaire, mais aussi celles du vent, des petites chutes hydrauliques (micro-centrales) et de la fermentation du compost de broussailles.


**UN EXEMPLE :**  
18 000 vignerons unis

En Mai dernier, s'est créée la SICA des Vignerons Rhône-Auvergne.

Le regroupement 18 000 vignerons de caves coopératives.

Cela constitue une force qui pourra assumer avec ampleur la promotion des vins régionaux sur le marché international.

Les vins de la SICA sont reconnus à leur étiquette commune (l'origine étant différenciée).



**UN EXEMPLE : ITAN-CODER**

1974, une des plus grosses prises de métallurgie de la région, la Société ITAN-CODER, fabrique des remorques, ferme portes à la suite de difficultés financières et d'erreurs de gestion. L'entreprise sort du chômage, mais à l'origine des démerches de tonnes et de la vanité du personnel et des lieux locaux de maintenir cette région. Le Gouvernement et les instances économiques régionales considèrent comme instable sa disparition.

Il s'agit d'une mission de développement du Conseil Régional, place un plan de sauvegarde conduisant à une sorte de « réalisation » de l'entreprise : de Marseille, aide financière par la Région rachète des bâtiments et, grâce à un travail dynamique et courageux, société de gestion, joue les et rembarque une grande du personnel.

Le plan de l'entreprise fonctionne dans de bonnes conditions 150 employés. Les milieux

financiers semblent s'intéresser à nouveau à son œuvre et les perspectives de développement paraissent favorables. Rappelons que l'intervention financière du Conseil Régional a été contreproductive pour le Gouvernement. Le Ministre des Finances et du Trésor, Monsieur FOURCADE, y a interdit le versement de la participation régionale, la Région a engagé un recours pour abus de pouvoirs.

Il s'agit là, certes, d'une intervention de nature exemplarique qui ne saurait devenir systématique mais qui nous permet de donner un exemple de l'efficacité de la volonté collective des salariés et des élus devant le démantèlement du potentiel économique de la Région.

Enfin, il est intéressant de noter que c'est à partir de cet exemple qu'aujourd'hui, à Besançon, les « LIP » mettent au point un nouveau plan de redémarrage avec l'aide de la Ville de Besançon et du Conseil Régional de Franche-Comté.





## Une valeur sûre : l'agriculture

Les câllets, les roses, les anémones, les glaïeux sont produits en majorité mais n'oubliez pas les straltesias, ces fleurs qui ressemblent aux oiseaux du paradis.

Et si vous venez en hiver, Tanneron et le Massif de l'Esteral vous accueilleront avec une splendeur forcée de mimosa.

Cette terre varoise si généreuse est riche aussi en productions maraîchères.

La terre, le soleil et l'eau concourent à faire éclore des produits de haut renom. C'est le cas de l'artichaut vivier, spécialité de la campagne hybléenne.

Le verger n'est pas en reste : la Prune d'Aras, caries de Solives-Pont ou du Luc, figues de Solives sont des ambassadeurs de la qualité varoise.

Il faudrait se garder d'oublier la production d'olives et d'huile dans des plantations qui ont su, grâce à un travail acharné, surmonter le grand gel de 1956; ou celle de lavande qui trouve dans les sols caillouteux et calcaires du Haut Var un terrain propice.

Au terme de ce survol, laissez-vous séduire par ces abeilles. Elles aiment le soleil bien sûr, elles ne butinent que les meilleures fleurs... Leur devise est : efficacité, qualité.

Nos agriculteurs ont le même. Vous pouvez leur faire confiance.

du VAR, on ne connaît souvent que quelques stations balnéaires mondialement renommées : SAINT-TROPEZ, BANDOL, SANARY, SAINTE-MAXIME ont créé pour le département une image de soleil, de mer, de vacances.

Mais derrière cette façade, le VAR change et se bat pour un destin économique plus sûr. Il possède au plan industriel des atouts insoutenables.

### DETREUIRE LES IDEES REÇUES

La douceur de vivre dans ce pays a fait sa réputation. On imagine mal dès lors que des industriels sérieux puissent penser au VAR pour une implantation valable. Les seules entreprises qui ont fait ce choix

Aucun point du département n'est à plus d'une heure des aéroports internationaux de MARSEILLE, NICE ou TOULON. Aucun point du département n'est donc à plus de 2 h 30 de PARIS.

5 - L'espace existe encore : 600 000 hectares pour 600 000 habitants.

Le VAR possède encore un espace relativement vierge dans une région déjà saturée.

Le département, parce qu'il est le lien naturel entre MARSEILLE et NICE, sera l'axe industriel de demain dans la région provençale.

6 - Un marché régional important :

Le VAR est le lieu géométrique de la

Et pourtant ! pourtant certaines industries ont passé outre. Les exemples abondent : Thermoforme et Cacharel à FREJUS, Céramiques à SALERNE, faïences à VARAGES, Mécanique à ORAGUIGNAN, Mécanique encore dans l'aire toulonnaise, Plastiques à BRIGNOLES...

— un choix culinaire a été réservé par la plupart des communes en faveur d'une gastronomie plus légère.

— un soutien financier du Conseil Général, des infrastructures d'accueil sont en cours de réalisation : 14 zones d'activité existent.

— le moment est favorable pour investir dans le VAR. Les aides y sont importantes : DRAGUIGNAN, BRIGNOLES et BARJOLS sont classées en zone A ainsi que TOULON pour les grands projets. Les cantons de COMPS, BARJOLS, AUPS bénéficient de la prime spéciale rurale.

— le prix des terrains équipés (60 Francs en moyenne) est faible par rapport aux autres départements.

Car l'espace existe encore dans le

contre de la mer et de la montagne, s'ajoute l'animation culturelle et des équipements culturels et de loisirs importants. Parce qu'ils sont sous-utilisés hors saison, ces équipements amènent des possibilités de loisirs et de détente infinies.

**8 - La qualité des services est incontestable :**

Parce qu'il est touristique, le VAR est équipé en fonction d'une population estivale 5 fois plus élevée dont profite bien entendu la population résidente. Il naît de ce phénomène un surdimensionnement des infrastructures commerciales ainsi qu'une qualité de l'habitat sans commune mesure avec le reste de la France.

7 - La main-d'œuvre existe :  
Il faut définitivement détruire le mythe du laisser-aller. Des exemples prouvent le contraire : CACHAREL emploie dans la VAR 130 personnes; certaines industries de pointe (mécanique de précision, aerospace...) recherchent. Il vaut une visite afin de mieux juger sur pièce.

Le Conseil Général a créé dans ce but un interlocuteur attentif capable de répondre aux besoins d'une étude précise : PROMOVAR, tout à la fois Bureau d'Industrialisation et Comité d'Expansion.

---

**S**UR la route mouillée qui serpente entre les coteaux du Luberon se hâtent les camions remplis de raisin. Il faut finir ces vendanges, dans la boue des champs qui collent aux roues et sous la pluie qui abîme le fruit. Une partie destinée initialement à la table finira en cuve, faute de pouvoir se conserver.

Dans les plaines du Comtat, à l'abri des rangées d'ifs qui protègent du mistral, les feuilles d'asperges ont roussi. Fraises, tomates, melons, primeurs sous tunnels de plastique, ont été placés au régime de plein champ. L'irrigation et la diversification des cultures permettent de produire quasiment toute l'année... et de limiter les dégâts causés par l'intempérie. Celle-ci frappe rarement toute la chaîne des récoltes. Mais la ronde des incidents climatiques n'a guère cessé : gèlées précoces de printemps, pluies et fraïeurs d'été, sécheresses, coups de vent, ont provoqué des désordres. Selon la diversité des cultures, des sols et des micro-climats, une multitude de situations en a découlé.

« Le paysan d'ici aime se plaindre pour se faire plaindre », répond, réservé et malicieux, un viticulteur producteur de côtes-du-rhône comme le furent son père... et son grand-père. Il ne s'endort jamais sans avoir jeté un dernier regard sur les curves d'émal où repose le vin, dans la fraîcheur tempérée de la cave. « En septembre, on était dans l'expectative. Mais les vendanges ont été saines. Et le vin sera bon. Encore a-t-il fallu traiter méticuleusement la

comploter... Les vœux étaient  
sûrs qu'il n'y avait pas de  
démocratie sans grande consé-  
quence... Le surcoût fait beau-  
coup jaser cette année, où le  
degré est moindre, la F.D.S.E.A.  
et le MODEP ont réagi. Dans ce  
sief radical-socialiste, ils se par-  
tagent l'immense syndicalisme.  
Ils demandent alternance au sen-  
sible comité. Ils ont donc  
demandé en début de saison  
la « capitalisation ». Le degré  
supplémentaire a l'été  
gagné garantit l'appellation pour  
les « A.O.C. » et augmente le  
revenu des producteurs des vins  
de consommation courante, qui  
occupent un tiers rigoureux  
des deux tiers de la  
production. Elle fut refusée « à  
tort », dit-on, ici. « On s'en est  
finalement bien passé », disent

enrichi avec des moutons concentrés. Et sur tout le département, les pouvoirs publics se sont prononcés en faveur d'une baisse du degré minimum requis pour les côtes-du-rhône-village, les côtes-du-ventoux et les côtes-du-luberon.

vigne » dans ce département qui en est le premier producteur connaît depuis deux ans un certain marasme. L'exportation plafonne. Les Champagnes et le Bordelais, principaux clients, ne plantent plus guère. Et les cours suivent une évolution fantaisiste : ni élan de la production, mais aussi d'un ségoce. Hors-marché les producteurs isolés ne connaissent pas l'offre globale qui leur permettrait de fixer un prix rationnel. Ni plus, ni moins que leurs collègues des fruits et légumes.

Fin de semaine sur le mar-

département. L- Vaucluse compte aussi trente autres marchés satellites et alimente le marché de Châteaurenard, où il y eut récemment de spectaculaires retraits de choux-fleurs.

Ce lundi-là, la carotte et la pomme de terre se sont vendues

la grogne : le premier ministre vient justement d'annoncer de nouveaux contrôles sur les prix alimentaires. De quoi indigner des revendeurs, tel cet expéditeur rencontré en fin de marche : « On nous accuse de tous les maux : nous regardes donc tous ces coûts de la production, du emballage, que nous transformons, exige ! » A la hausse, la baisse est toujours, jamais la baisse, regrette de leur côté certains producteurs. Pour les produits abondants, les cours sont bas. Pour d'autres, rares, la question est de savoir si la perte de quantité sera compensée par l'augmentation des prix. Réponse du gouvernement : des importations massives pour casser les prix. La concurrence devient de plus en plus dure sur les fruits et légu-

1

L'industrie de transformation locale reste insuffisante. Si le marché des conserves est difficile à investir, celui des « surgelés » devrait permettre de garantir l'écoulement d'une partie de la production. A condition toutefois, précise le directeur de la chambre régionale d'agriculture, que « la transformation ne soit pas réduite à être la poubelle de l'expédition », comme le pensent certains qui trouvent plus rentable de vendre en frais... lorsque les cours sont hauts.

Cette transformation connaît quelques difficultés. C'est la crise, à Apt, dans la traditionnelle confiserie de cerises. Et, donc, pour les propriétaires de cerisiers. Quant à la tomate de conserve, la coopérative de Ca-

maret en reste, certes, la première transformation de France. La tomate est devenue une professionnelle de la tomate, dont le siège est à Avignon, on se souvient encore des âgres discussions concernant l'invasion des tomates vers-tail de Grèce... La France n'a pas le monopole, mais elle a l'habitude, et elle est européenne s'ouvre à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce, dont les productions excédentaires en fruits, légumes et vins sont concurrentes ? L'inéquité, il est réelle. Même les plus anciens producteurs de tomates d'Europe, « cet idéal démocratique qui chasse les canons », comme le rappelle l'un d'entre eux, insistent sur la nécessité de protéger le revenu agricole. Celui-ci doit être cependant confortable, à en juger par les chiffres en euros.

Où ? Le nombre de voitures particulières : le Yauloué, dont l'éco-

nomie dépend pour un tiers l'agriculture, en est le seul consommateur après la rentier parisienne. Ce revenu se répartit au prix d'un énorme vau et d'une modernisation la diversification des cultures la petite taille des exploitations familiales limitent.

Alors quand on déplore manque de compétitivité l'agriculture vauclosienne le principal « accusé » est par le même : c'est la main-d'œuvre dont les charges sont : lourdes. Le SMIC, entre 1970 1976, a beaucoup augmenté mais les salaires agricoles restent permanents ». Autre point de discord : l'application quarante heures. « La campagne n'est pas l'usine. Il faut avoir joie des heures de plus jours de beau temps, pour se penser le travail agricole sans avoir les surcharges (travail long) », entend-on souve

Dans ce pays qu'envahissent les résidences secondaires qu'abandonnent les jeunes, et des agriculteurs ont moins trente-cinq ans. On se fait vie la terre est trop chère, s'agrandir ou pour s'installer. « A quoi bon ? » dit-elle, constate-t-on au Crédit agricole. « A quoi bon partir, je me s'obtient ici ? », confie un jeune agriculteur des Beaumes. Dans les cheminées rôtiissent des grives brochettes. Sous le hangar pendent, d'autres grives abattues par le cochon. L'aplanissement de l'ouverture du marché s'oiseaux le jour de la Saint-Etienne à Carpentras. Dans les champs en contras s'élève la légère fumée; des berbes d'un brûlé, derniers feux de la saison qu'envahit une brucideuse.

DANIELLE ROUARD.

## gros plan

DES fleurs de Nice, avec le

**D**esoleil-presque-toujours-garanti, le Carnaval et la baie des Anges, c'est un peu la vitrine de la Côte d'Azur. Une certaine image de marque eussit-elle conventionnelle que les défilants touristiques. Le rouge de Montblanc en quelque sorte. Ou les violettes de Toulouse. Tout un folklore mis à part pourtant, le commerce de la fleur coupée, poussée drue sur les « collinettes » au bord de la mer, draine là peut le plus importante des revenus des Alpes-Maritimes, tout de suite après le tourisme.

Il y a 150 hectares de serres (75 dans le Ver), chaque deux mille exploitations pour le plupart de tradition familiale : eu total, un chiffre d'affaires de plus de 30 millions de francs. Une économie que n'a guère ternie le désastre causé par le sé qui se développe dans les pays riverains du bassin méditerranéen comme en Allemagne fédérale et surtout en Hollande.

Après la « boum » de l'agrobusiness et l'égalité de la fleur qui a fleuri pendant quelques années 70 — en ce temps-là, chacun voulait devenir horticulteur et faire du oeillet et de la rose — à brèves que vau-xu — qu'en est-il aujourd'hui de cette activité qui, paradoxalement, décline ou signale alors la fin d'une époque ?

Internationale, la demande est-elle ? De 65 millions en 1975, les importations sont passées à 130 millions l'année suivante.

Pour M Adrien Vautel, lui-même producteur de fleurs et président de la chambre départementale d'agri-

culture, le récoisson n'est pas contestable. Premier responsable de cette étonie qu'on espère passer, le champignon *la luserium* qui s'attaque aux celliers et fait des « ago » dans les serres. Chez moi, à Eres-sur-Mer, explique-t-il, j'ai 10 000 plants en terre : s'il m'en tue 60 000 à la cuelleite, le serai

Et puis le stagnation des prix au  
l'aveu des producteurs. Ils n'ont  
pratiquement pas changé depuis une  
dizaine d'années, même si chez les  
détailants cette même fleur vendue  
30 franc va coûter 2 francs. Pour  
résumer, la rose qui est « la fleurite »,  
le rapport de 1 à 6 ou à 7 entre  
le prix et la production et la vente  
eussent le problème de la distri-

Quant à la concurrence, elle est devenue impitoyable. Et pas seulement chez les voisins italiens, espagnols ou portugais dont les prix de revient sont inférieurs de beaucoup à ceux qui s'établissent en France. Cette langueur, toutes causes confondues, on ne peut pourtant pas la considérer comme un mal irréversible. — On peut sortir du creux de

vague, affirme M. Voutier, il faut

[illegible]

# La fin du mépris et de la haine

... ..

[illegible]

François Marie Accorsi, député du  
 territoire depuis 1976 et le  
 chef de son entreprise, Jacques  
 Accorsi 42 ans, ingénieur E.T.M.,  
 a été élu député de Manicoué,  
 dans cette circonscription de son  
 père le général.  
 M. Accorsi, le premier  
 député français de « circonscrip-  
 tion des réserves à colonnes »  
 électoralement fondée sur l'« état  
 de terre » dont le système est né,  
 se situe au soleil de grandes  
 circonscriptions de village qui absorbent  
 le chaos et ne le laissent plus  
 s'exprimer.  
 Ces « recherches en estate, l'entre-  
 prise a affiné et diversifié sa pro-  
 duction et, depuis le tournant de  
 1972, le S. A. Accorsi a installé  
 sur quelque 18.000 mètres carrés de  
 phosites et de marbre dans le zone  
 industrielle d'Antibes (sur le terri-  
 toire de la commune de Vallauris),

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

**SOCIÉTÉ DES EAUX  
MARSEILLE**

entreprise régionale  
distribution d'eau,  
assainissement,  
production



**SOCIÉTÉ DES EAUX  
DE MARSEILLE**  
25 rue Edouard Delangre  
13006 MARSEILLE  
Tél. (01) 53 41 36

\_\_\_\_\_







Comme il l'avait affirmé dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, M. Chirac entend réglementer la publicité à Paris. Cependant, cette politique devra s'insérer dans le cadre législatif et réglementaire

● **Broca contesté.** — Plusieurs associations de la capitale veulent soumettre au maire de Paris « un contre-projet » pour l'aménagement des terrains de l'ancien hôpital Broca à Paris dans le treizième arrondissement. Il n'est pas possible, déclarent-elles, de laisser les travaux commencer le mois prochain « dans l'incertitude actuelle d'un projet vieux de dix ans et dont les conditions sont périmées et qui entraînerait la disposition de la plupart des cent quinze arbres existant sur ce terrain ».

## Les habitants de deux communes de la banlieue lilloise sont consultés sur le budget et les équipements publics

Trois hypothèses budgétaires résultant d'une consultation des associations et concernant notamment les équipements sont soumises au débat. La première hypothèse passe, à elle seule, le strict minimum, ce qui obligerait à un relèvement des impôts de 11,4 % : dans l'hypothèse moyenne, un effort particulier est prévu pour les espaces verts, l'aménagement du fort, d'un côté, mais les locaux sociaux ralentissent de 15 %. Enfin, l'hypothèse haute permettrait la multiplication des équipements (crèches, maisons de quartier, mais les impôts s'alourdiraient de 20 %.

Cette consultation populaire vise à appuyer les démarches du conseil municipal auprès du groupe central de la ville nouvellement créée. Les habitants du groupe central attendent une aide financière importante et même un engagement global pour quatre années afin de leur permettre d'obtenir la position des élus représentant Villeneuve-d'Ascq à l'établissement public d'aménagement de la région d'Alsace-Lorraine (EPAL), organisme technique chargé de la ville. Cet organisme doit se réunir le 1<sup>er</sup> décembre pour décider du lancement de mille tracts, sur quatre ans. Les commissions de quartier dans la commune se réuniront également. Le conseil municipal devrait évidemment assurer la mise en place des équipements collectifs nécessaires.

Après les débats, un rapport de synthèse sera soumis au conseil municipal qui, le 28 novembre, fera connaître sa décision. Le développement de Villeneuve-d'Ascq est évident, l'évidence, être bloqué du jour au lendemain, mais il pourrait être considérablement freiné. En tout cas, les élus redoutent l'asphyxie financière de la commune. Actuellement des emprunts ne figurent pas dans le budget. Pour 1 800 000 F, le budget grâce à un différend d'annulation de la loi de 1963, 1982 à 17 millions de francs, rien n'était changé. Est-ce sup-

## La poste aux oubliettes ?

La direction générale des télécommunications a mis le feu aux poudres en laissant entendre que le « courrier électronique » de demain supplémentera la lettre du « courrier sur pied ». L'annonce est, sans doute, évidente. Parmi les nombreuses techniques envisagées, celle du « fax » (à bord du « télécopieur ») permettrait de transmettre à domicile, grâce à une ligne téléphonique, une feuille 21 x 27 cm. Le laps de temps nécessaire pour obtenir cette photocopie est actuellement compris entre deux et six minutes, mais il pourrait être abéssi à quelques dizaines de secondes. Coût prévisible du matériel : entre 1 000 et 1 500 francs.

Non, la poste ne souffrirait pas de ces innovations techniques. Depuis des siècles, nous avons toujours utilisé les moyens de transmission les plus modernes : chemin de fer, diligences, avions. Nous résistons à l'usage du téléphone, du réseau de collecte et de distribution. Nous sommes prêts à collaborer avec les télécommunications pour distribuer les télégrammes et le téléphone câblé. Mais l'avenir nous semble plutôt se trouver du côté du « mailer », le facteur qui peut aller partout, à l'extérieur et à l'intérieur de l'adresse (simultanément) et s'adresser à l'extérieur de l'enveloppe et le message à l'intérieur. Les services des impôts en sont déjà et nous évaluons le marché à un milliard de « mailers » en 1980.

La poste conserve un aloù dans sa manche. Si les télécommunications s'obstinaient à lui faire la guerre, elle demanderait au moins d'être bénéficière des usagers de la radio d'urgence, en fonction de la distance. Comme le téléphone. Car, nous en avons assez d'être soumis à des contraintes pour les télécommunications sont dispensées, conclut M. Jodeu. La poste n'a pas d'argent. Le téléphone, si. Je n'ai aucun droit de regard sur l'uniforme des postiers. En revanche, les télécommunications peuvent installer de luxueuses boutiques du téléphone en face de nos bureaux de poste. Je dis que dans ce cas, l'unité des P.T.T. c'est de la tautologie !

ALAIN FAUJAS

**CHEF DES VENTES  
REGIONALES**  
90/105.000 F.  
+ Voiture  
ROUEN

adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la  
nation ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.  
**PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, Pl. A. BRIANO 69003 LYON - Tél.(78)62.08.33**

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Aucune information ne sera transmise sans autorisation préalable des candidats.

**73, Bd HAUSSMANN 75008 PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33**

Europe - Amérique Nord et Sud - Asie - Australie - Moyen et Extrême-Orient

## Alfa-Romeo Giulietta : une chanson sous le pied

Mais il y a le reste. D'abord ce souffle sous le capot, cette chanson sous le pied. Une assurance dans le virage qui fait un peu criser les pneus. Légèrement sous-vireur. Cela aussi n'est pas nouveau. Et puis un siège qui est un siège, un volant qui se règle à bonne mesure et un capot fuyant qui laisse voir la route sans

Les ventes d'automobiles ont diminué de 9,3 % en octobre par le marché français atteignant 172 020 unités. Indique la note mensuelle de conjoncture de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les exportations des firmes françaises ont également marqué le pas (-0,6 %) en octobre par rapport à 1976, la production d'automobiles n'a progressé que très légèrement.

En ce qui concerne l'industrie automobile en Espagne, l'automobile a été dans l'automobile un mois de stagnation. En revanche, la dégradation du marché s'est encore accentuée, les secteurs des véhicules industriels et des véhicules particuliers (-4,4 %) des ventes de prise véhicules (moins de 6 tonnes) ne compensant pas la chute des ventes des véhicules de plus de 6 tonnes (-18,4 %) en octobre par rapport à l'an passé.

**CARACTÉRISTIQUES.** — Moteur cyl. longitudinal avant; refroidissement arrière; alésage courbe 38-82 mm pour le 1 570 cm<sup>3</sup> et 46-67,5 mm pour le 1 337 cm<sup>3</sup>; compression, 9/1; puissance, 109 CV à 5 600 tours-min. (1 570 cm<sup>3</sup>) et 85 CV à 4 000 tours-min. (1 337 cm<sup>3</sup>); deux arbres à came en tête; couple max., 11,5 mkg (1 570 cm<sup>3</sup>) et 10,5 mkg (1 337 cm<sup>3</sup>); Frelos à disque sur arbre rotatif.

**Performances :** Alt. max. 175 km-  
heure (1 570 cm3), 165 km-  
heure (1 357 cm3); kilomètre départ arrêté  
sec. (1 570 cm3) et 35,2 s  
(1 357 cm3).

● La Simca 1307-1308 a établi le record de production chez Chrysler-France, où, pour la première fois, cinq cent mille exemplaires d'un même modèle ont été produits en deux ans. La production cadencée a été la suivante : 400 voitures par jour en octobre 1975 ; 850 en décembre 1975 ; 1.050 en mai 1976, et 1.300 en septembre par jour actuellement. Les 500.000<sup>e</sup> Simca 1307-1308 a été fabriquée le 10 novembre, à 10 h. 15, à Poissy ; c'est une GT blanche, destinée à un acheteur allemand.

**PRÉMATISME A LA GALERIE J**

# Hist

grossièrement figure de style : l'homme du carré blanc sur fond blanc, et des limites du possible en peinture. Le style commence tout de même à se soulever. Les écrits de Malitch ont été traduits ou sont en cours de traduction ; les études commencent à affluer, qui concernent notamment l'homme et l'œuvre sous le jour difficile de la photographie hétérodoxe et de la métaphysique pure.

Avec cette exposition, Jean Chastel, qui fut le premier à présenter à Paris des œuvres de Malévitch (début en 1918), fait encore figure de pionnier, en montrant à nouveau des dessins de Malévitch, entrecroisés certe fois d'œuvres de ses disciples : Pougin, Kloune, Rozanova, Bogova, Lisitsky, Soukhaïa et Kondratich, tout plus ou moins « roqués » dans l'exposition à aspects historiques du constructivisme, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, l'été dernier. Une confrontation qui permet, justement de mesurer, la distance des frictions entre les deux courants ennemis — suprématisme et constructivisme. Malévitch contre Tatline — au débuts des initiatives.

### L'icône et le canon

L'exposition regroupe une cinquantaine de dessins de Malevitch : trois antérieurs à 1915 et à l'Exposition - numéros 013 et 014 - et aux premières déclarations suprématistes, deux de 1928 (retour à la Nature, les autres se situant entre 1915 et 1928).

Petites pages de carnet, notes de travail, cartes annotées, cartes géographiques dans l'espace, confrontés au triangle, au point, à la ligne, formes qui s'équilibrent ou basculent sur le papier sans jamais

مكتبة عن الأصل











# Quelques remèdes contradictoires pour guérir l'institution théâtrale

urray Schafer  
S WE SPENT WHOLE DAYS



Deux théâtres nationaux changent sans doute de directeur à la fin de la saison. L'Odéon, actuellement placé sous la responsabilité de Jean-Pierre Miquel, serait de nouveau rattaché à la Comédie-Française, qui a besoin d'une deuxième salle. Chaillet serait, à l'expiration du mandat d'André-Louis Péronnet, rendu à sa mission de théâtre populaire et confié à Robert Hossain. Colette Godard a demandé à Pierre Dux, administrateur général du Français, et à Jacques Rosner, directeur du Conservatoire, quel pourrait être le rôle de ces grandes institutions, quelles relations elles devraient, en particulier, entretenir avec le public. Sur ce thème, le Théâtre national de Strasbourg expose également ses choix, et Peter Brook définit ce qu'est pour lui un théâtre populaire.

En France, cinq théâtres nationaux se partagent la culture du présent. Quelle que soit l'action politique, sociale, artistique de leur directeur, ils représentent l'institution. Faut-il la maintenir, la modifier, la développer, la détruire ? Le temps de la contestation systématique n'est plus, mais, dans un état actuel, l'institution souffre d'une grave langueur. Les centres dramatiques en ont à chercher comment retrouver leur fonction première : la création, et leur raison d'être : le public. Beaucoup n'ont pas de salle et leurs statuts anachroniques, leurs subventions insuffisantes, leurs charges mal définies les rendent vulnérables. Les théâtres nationaux ont des lieux où il s'agit d'abord de créer des spectacles. Ils ont un budget pour cette fonction, un autre pour leur fonctionnement : ils peuvent apparaître plus solides.

Et pourtant, depuis 1976, le Théâtre national de Chaillet est interdit de création par suppression de la part du budget qui y est réservée. Et l'on se demande si la grande salle servira un jour à autre chose qu'à accueillir des spectacles qui s'y trouvent mal à l'aise.

## La Comédie-Française à la mode londonienne

Malade, trop petit, trop grand, c'est le bâtiment qui manque le plus. Le TEP existe depuis plus de vingt ans avec le même directeur, Guy Rétoré. Il a su former et conserver un public qui le soutient avec lui l'entraîne un dialogue, équilibré, attentif. Et pourtant, il est toujours resté dans un ancien cinéma mal adapté. Il n'a pas les locaux qui lui permettraient d'acquiescer ses idées et de pratiquer une politique de répertoire. La Maison de la Culture de la rue de la Harpe, la salle de la rue de la Harpe, elle a été rénovée, le plateau est bien équipé, elle ne répond pas à l'efflux du public. La troupe est sous-employée.

Certains de nos comédiens, dit Pierre Dux, leur administrateur général, jouent trop la carte de la nouveauté, mais où et comment ? L'époque où deux semaines de répétitions suffisaient est révolue. Les mises en scène sont de plus en plus compliquées, il faut plusieurs heures pour installer les décors. Comment concilier ? Nous pratiquons l'alternance, nous alternons des spectacles en plein succès, d'œuvres trois actes, une de 1 500 places, une de 800, une de 350, je pourrais par exemple programmer en même temps et pour des séries assez longues le Ruy Blas de Robert Hossain, les Femmes savantes de Jean-Paul Roustillon ou une pièce de Grumbert — les comédiens aiment se confronter à des auteurs modernes — et, dans la petite salle, on pourrait demander à Vitez un atelier sur les Burlesques. Personnellement je suis pour l'école. Au National Theater, on joue Shakespeare et Pinter.

Si le maire de Paris obtenait du gouvernement les crédits nécessaires à la construction du complexe des Halles, si la subvention permettait d'augmenter la troupe — une dizaine d'élèves suffiraient —, Pierre Dux pourrait réaliser son rêve. Un rêve sur

le modèle du National Theater britannique, peut-être moins vilain extérieurement, tout aussi pratique à l'intérieur. Beaucoup de directeurs français s'émoussent devant le confort anglais caché par le béton du Beaubourg londonien. Les Anglais, eux, lui reprochent de coûter trop cher, d'être trop lourd et d'écraser la vieillesse de la troupe.

Si son rêve se réalisait, Pierre Dux quitterait la salle Richelieu sans regrets : « Après tout, auparavant, Molière a eu d'autres maisons. Cette-ci pourrait accueillir des troupes. » Si son rêve se réalisait, Pierre Dux pense qu'avec ses trois salles, plus Chaillet redevenu Théâtre populaire et le TEP, Paris serait paré et que l'on pourrait alors s'occuper sérieusement du secteur privé, dont les difficultés inquiètent Jean Viller, moins modeste, voulait multiplier les théâtres populaires, dans toutes les banlieues, dans tous les quartiers.

## Un idiot ou un saint

« Un théâtre est d'abord un bâtiment confortable, bien équipé, situé dans la ville, dans un quartier vivant, animé tard le soir, avec des cafés, des restaurants... » C'est Jacques Rosner qui parle, directeur du J.T.N., le jeune Théâtre national. On appelle ainsi parce qu'il a pour mission de faire travailler professionnellement les élèves qui sortent des deux écoles nationales, celle de Strasbourg et le Conservatoire, que Jacques Rosner dirige également. Le J.T.N. n'est pas une Comédie-Française junior, il n'en a ni les statuts, ni les subventions, ni la mission.

« Un théâtre, écrit Jacques Rosner, c'est une équipe technique, une équipe administrative, et surtout des acteurs et un public. »

« L'art de l'acteur exige une pratique constante et continue, une pratique avec la réalité : le temps de répétition est toujours les acteurs plus important que le temps de travail. »

« L'art de l'acteur a besoin de continuité. Et pourtant, il n'y a aujourd'hui qu'une seule troupe permanente en France, celle de la Comédie-Française. Parfois, il existe un petit noyau de comédiens dans certains centres dramatiques, mais ils viennent s'ajouter, suivant les occasions, des acteurs engagés pour la durée d'un spectacle. Parfois des acteurs se rassemblent, éprouvant le besoin du travail de troupe, formant des groupes hétéroclites, éphémères, n'ayant pas les structures économiques nécessaires. »

« C'est dans le travail de la troupe que l'on peut trouver la continuité nécessaire à toute démarche artistique. Seule la troupe permet la constitution d'un théâtre de répertoire où les spectacles vivent longtemps, peuvent alterner, être repris, par conséquent vus par un plus large public. »

« La recherche du public suppose une relation de l'acteur sur son rapport au spectateur qui doit être menée à l'intérieur

de la troupe. Qui est ce public ? Est-il comme au cinéma un groupe d'individus vivant chacun l'action dans un lieu public ? Est-il un groupe d'émotion, un groupe homogène, venus pour la détente du divertissement ? Doit-on lui parler comme à un idiot ou comme à un saint ? Chaque acteur doit prendre dans son rôle l'intérieur d'une décision. À qui s'adresse-t-il ? Au producteur présent dans la salle ? Au critique ? Au même ? À des amis ? Une organisation idéale devrait permettre de reprendre les répétitions en cours de représentation pour réfléchir sur les réactions du public. »

« Le public a besoin de spectacles parce qu'il y recherche du plaisir. Il faut lui offrir la possibilité de réfléchir sur ce qui est et ce qui pourrait être. L'objectivité du monde créé par la représentation est d'ordre imaginaire ; elle passe par la déformation du réel, sa stylisation. C'est sur le terrain de l'imaginaire qu'il faut inviter le public à décoder les possibilités du réel. »

« Bien sûr, il faut s'efforcer d'ouvrir un théâtre national au plus large public, s'efforcer de le démocratiser, mais, comme le disait Strindberg dans une interview publiée il y a quelques années : « Nous avons cru quand nous étions jeunes qu'on pouvait démocratiser la théâtre, avoir une influence politique par la manière dont on présentait une pièce ou par le choix du thème. » Maintenant, après trente ans de travail dans ce sens, je ne le crois plus. Je crois que le théâtre est et sera toujours élitiste. »

## La notion de service public

« Il est exclu qu'un théâtre national soit la propriété d'un seul metteur en scène. Le style d'une maison est déterminé par son directeur plutôt que par le metteur en scène, c'est-à-dire par le répertoire qu'il organise, par son aptitude à trouver des gens justes pour le pièce juste. »

« La politique des subventions consiste à attribuer des moyens, toujours insuffisants, à des hommes. C'est le cas pour les centres dramatiques, dont les directeurs sont personnellement responsables de la gestion de leur entreprise, de ses événements et presque obligatoirement de son style. Cette politique a été utile, mais ne devrions-nous pas passer à un autre stade, et au lieu de subventionner des individus, financer des institutions ? Parler de financement plutôt que de subventions ne donne pas un franc de plus, mais ce simple changement de vocabulaire pourrait aider à imposer la notion de service public. On suivrait le théâtre, on ne suivrait plus un metteur en scène. »

« La revendication par une équipe artistique d'être maîtresse de ses moyens de création ne recouvre pas la revendication de « pouvoir culturel » aux artistes. Cette dernière entretient en effet l'illusion que le

développement d'une politique culturelle échoit à un pays et celui d'une pratique artistique particulière sont une seule et même chose. Cette illusion camoufle le fait que la cohabitation et l'apaisement des difficultés de la pratique artistique dans un pays donné, à un moment donné de son histoire, ne peuvent être réglés que par l'intervention du pouvoir politique. Ceci a été écrit en août 1971 dans le Manifeste pour une institution, alors que le dirigeait la Centre dramatique du Nord. Je le pense toujours aujourd'hui. »

Face au pouvoir politique, les responsables des théâtres, des centres, des compagnies du secteur subventionné, groupés au sein de l'ATAC (Association technique d'action culturelle), veulent être en position d'interlocuteur majeur. « La décentralisation a été édictée et abandonnée » est-il écrit dans la motion d'orientation rédigée par le précédent conseil d'administration, qui fait son autocritique et propose de réfléchir sur la place de la relation art-population, art-pouvoir(s), art-culture(s), théâtre-action culturelle. Questions qui entraînent d'autres, plus matérielles, d'ordre politique, structurel, juridique.

La motion d'orientation vise à dépasser la mission purement technique de l'association, pour redéfinir la fonction sociale de l'art. Elle a d'ailleurs été refusée, à une très faible majorité (le Monde du 27 octobre), entraînant la démission du conseil d'administration. Mais la réflexion se poursuit. Pour guérir l'institution de sa langueur, distribuer des calmants et des euphorisants serait inefficace. Quelles sont les causes organiques de sa maladie, comment lui faire vivre son avenir ?

Jean-Pierre Vincent, directeur du T.N.S., Théâtre national de Strasbourg, et Jacques Blanc, son secrétaire général, ont rassemblé quelques réflexions sur l'art et l'artiste. Légalement, Jean-Pierre Vincent est seul reconnu directeur du T.N.S., qui, dans les faits, est organisé en collectif, c'est-à-dire que chacun doit participer à l'ensemble des activités et y prendre ses responsabilités. Le T.N.S. refuse tout élitisme. De Germain, discours critique sur le théâtre et la représentation du monde qu'il a, à Françoise, discours critique sur le théâtre et la condition féminine, et — pour les troupes invitées — de l'Aquarium ou groupe indépendant munichois Rote Rube, le ligne du T.N.S. est nettement définie. Ses options sont sans ambiguïté.

« Qui est subventionné ? L'acteur ou le spectateur ? L'intensité de l'expérience théâtrale se survit provenant du rassemblement physique et instantané d'un groupe humain dans un lieu. Contrairement aux arts modernes du récit (cinéma, télévision...), le théâtre, c'est le son, n'est pas reproductible, donc pas rentabilisable à grande échelle. Le théâtre s'adresse à un petit nombre de spectateurs, mais s'agit-il pour autant d'une élite ?

« La société contemporaine tout entière se mesure à l'indice de satisfaction, dit « de plaisir ». Les tentatives de résistance en art sont rejetées alors dans les catégories dites de l'élitisme ou de l'ennui. Par ces normes s'exerce une réelle violence politique sur la création théâtrale. »

« L'art est né il y a bien longtemps, comme l'Etat, de la division du travail. La division du travail ne semble pas près d'être abolie. L'Etat malgré tout se porte bien. Et les artistes seraient la seule catégorie sociale à devoir se saborder... Les artistes sont nés avec l'art, soit. Ils entendent dépeir avec lui, mais pas avant. »

« Chaque individu est un artiste, tout homme est créateur. Dans notre société, seuls quelques-uns parviennent à vivre de leur art. Deux proportions justes, d'où certains tirent une proposition fautive : il faudrait élever à ces quelques-uns ce qu'ils possèdent pour que les autres puissent en jouir. Il faut réduire ces quelques-uns au silence pour que tous puissent faire entendre leur voix. »

## L'art, l'artiste et les élections

« Au printemps 1977, et sous le coup d'un certain nombre de déclarations, prises de position ou programmes politiques, il est apparu à certaines équipes théâtrales que ce tissu culturel rêvé dans les années 60, analogue à la toile d'araignée d'une scolarisation à la fin du dix-neuvième siècle, reposait sur des principes qui menaient la création théâtrale plus qu'ils ne l'aidaient. Tout est fait aujourd'hui pour limiter la place de la création artistique effective dans la vie culturelle (vive les musées !), mais on peut le craindre aussi pour demain (vive l'animation démocratique bien-pensante, vive l'amateurisme !). »

« Les équipes théâtrales les plus préoccupées de ces questions se heurtent en théorie et en pratique à trois obstacles : »

- A. — L'engorgement imbécile des médias.
- B. — La prérité culturelle qui subsiste.
- C. — L'idéologie croissante de la créativité « à la base », dirigée, comme on dit, pour le peuple — contre la créativité « élitiste » des intellectuels.

« Les sociétés dites modernes tendent à mettre les intellectuels et les artistes en situation de dissidence. Ou, autre refrain connu sur le même thème, en situation d'ordre mental couronné après sa mort. Il semble que ce rejet dans l'hyper-minorité tende à se développer dans les sociétés où culture bourgeoise et culture populaire cessent de s'opposer, disparaissent au profit d'un modèle unique de masse. On voit le bourgeois liquider elle-même son héritage. On voit, d'autre part, les racines populaires fonder sous la diffusion massive des produits culturels. Nous ne pouvons travailler que sur le fragmentaire. »

« Il est dit que la recherche théâtrale est trop évanescence pour le public tel qu'il est. On lui faudrait deux types d'hommes de théâtre, les propriétaires et les éleveurs. Les premiers préparant, bien sûr, du public pour les seconds. Tous les exemples connus montrent que c'est une illusion partiale. Il y a des problèmes à résoudre entre les équipes théâtrales et les spectateurs à qui elles s'adressent. Ils sont ailleurs. »

« Au fond, l'idéologie de l'action culturelle repose sur une pédagogie et sur le notion d'un progrès lent mais sûr du peuple vers la « culture ». Nous savons qu'il n'y a pas de progrès culturel, même si l'on assiste à des progressions quantitatives. »

« Le théâtre doit être géré de façon autonome par ceux qui le produisent. Les enjeux politiques qui se constituent aujourd'hui autour de la culture tendent à corrompre cette autonomie et cette responsabilité par toute une série de dispositifs. Que ceux-ci soient simplement autoritaires ou qu'ils soient dits démocratiques, il faut refuser de mettre la création artistique sous contrôle électoral. C'est dans la confrontation directe, quotidienne du théâtre à une population que s'exerce le fonctionnement démocratique du théâtre, et non dans les conseils d'administration, fussent-ils « démocratiques ». »

## THÉÂTRE POPULAIRE, THÉÂTRE IMMÉDIAT

PETER BROOK a retrouvé son groupe, le CIRT (Centre international de recherche théâtrale), et les fastueuses moisures des Bouffes-du-Nord. Il y donne, à partir du 5 décembre, Ubu. Un Ubu sans gros ventre ni « gidouille ». « Les raisons pour lesquelles nous montons cette œuvre sont claires, dit-il. Elle comporte des éléments qui parlent et intriguent sans tenir compte de l'époque. Jarry a écrit qu'elle devait être moderne en tout temps. Seulement à un destin des croquis et, malgré lui, créa une tradition. Nous nous trouvons devant un choix. Quelle sera notre fidélité à l'auteur ? Suivre ou oublier cette tradition... » Peter Brook a choisi de l'oublier. Son Ubu s'inscrit dans une ligne qui va au-delà des références culturelles, vers un théâtre que l'on pourrait appeler « populaire ».

« Le théâtre populaire auquel je tends, dit Peter Brook, serait accessible à toutes les catégories d'individus susceptibles de devenir spectateurs. Rendre accessible une œuvre ne veut pas dire en réduire le contenu, en montrer uniquement la surface, ce qui reviendrait à la déformer. Il n'a d'ailleurs pas besoin de rendre accessible ce qui en apparaît clairement,

mais sa face cachée, sa complexité. Il faut que nos non plus se contentent d'exposer agréablement des anecdotes. Il doit s'appuyer sur des thèmes universels, c'est-à-dire qui racontent comment vivre. Comment vivre maintenant, comment vivent les autres... Mais une généralisation n'est jamais intéressante. Le thème universel devient brillant dès qu'il est concrétisé, pour nous, ce soir-là dans la salle. Tout est dans la manière d'aborder une pièce et en particulier un classique. Faut-il le moderniser ? Non. Le rendre immédiat ? Oui. »

« Notre expérience africaine a été déterminante. Quand nous arrivions dans un village, nous devions établir un contact avec des gens qui n'attendaient rien de nous. De même, quand nous avons travaillé avec les Campesinos en Californie, à Venise dans les quartiers populaires. C'est un entraînement tremblant pour les professionnels. Il n'y a rien de commun avec les exercices techniques sur la voix, le souffle, l'imagination. Une improvisation publique réussie incorpore tous ceux qui sont là. Qu'elle soit ou non préparée importe peu. L'important est la réceptivité des acteurs aux spectateurs : l'acteur dans son

jeu, au moment où sa sensibilité est la plus aiguë, apprend directement ce qu'est son époque. »

« Pour que la représentation d'un texte établi dans le passé devienne l'intérêt des spectateurs ici et maintenant, elle doit permettre une rencontre juste entre ce texte et une sorte de résonance : le respect pour le présent. Le travail du groupe devient alors le point vivant entre ce qui était et ce qui est. C'est ainsi que nous avons abordé les Dix : nous avons essayé de rendre immédiate à un public occidental la vie d'une tribu africaine précise, située dans un contexte précis, et sans aucune imitation extérieure. Nous avons joué pendant deux ans, dans des conditions très variées, et le spectacle n'a jamais cessé de se modifier. »

« Ces essais de théâtre immédiat, fondés sur les improvisations en public, représentent une manière de tracer un chemin vers le théâtre populaire. Chemin encombré d'obstacles qui tiennent à l'écriture, aux thèmes traités, à l'équilibre entre le texte et le jeu, entre ce qui crée la vie et ce qui crée le masque... Sans oublier les obstacles dus à la structure de la salle, au prix des places, à l'accueil... La gomme est rasée. »

ATELIER DU ROY  
8, place du Châtelet, 49000 Angers

**Rodolphe PLANQUETTE**  
Pastels  
Exposition du 5 nov. au 3 déc.

Galerie Marcel BERNHEIM  
25, rue La Boétie - Paris

**B. TROCMEZ**  
Du 22 novembre au 6 décembre

**GALERIE ROQUE**  
68, bd Raspail, Paris (6<sup>e</sup>), 448-47-32

**MARÉCHAL**  
Novembre - Décembre

**SABOT-LE GARNIC**  
24, rue du Four, Paris (6<sup>e</sup>)

**HAROLD ALTMAN**  
Estampes récentes  
Jusqu'au 14 décembre

**GALERIE 92**  
52, rue La Boétie  
Hôtel Résidence Champs-Élysées  
**CLAUDE GROSPERRIN**  
Du 23 nov. au 10 déc.

**GALERIE MARQUET**  
7, rue Bonaparte (6<sup>e</sup>) - 326-74-88

Gedrges  
**LEMOINE**  
Aquarelles Dessins  
26 nov. - 31 déc.

**NANE STERN**  
25, avenue de Tourville (7<sup>e</sup>)  
**COLETTE BRUNSCHWIG**  
22 novembre 27 décembre  
de 15 h. à 20 h. 30  
Du mardi au samedi

**GALERIE HENRIETTE-GOMES**  
4, rue du Cirque (8<sup>e</sup>)  
**YVES LÉVEQUE**  
Peintures récentes  
du 24 novembre au 24 décembre

**GAL. BLAISE ST-MAURICE**  
Direction : M. Montagerand  
66, r. de l'Université-67 - 225-15-90

**THUILLIER**  
Jusqu'au 5 décembre

**GALERIE DIMPOULOS**  
**MAURICE BUFFET**  
24, rue du Laos (15<sup>e</sup>), 206-23-08 jusqu'au 5 décembre

**GALERIE DE LA TOURNELLE**  
**JACQUIER**  
17 novembre - 7 décembre  
3, rue du Saint-Père (5<sup>e</sup>) - 032-60-57

la caverne des arts  
3, rue de Clichy (14<sup>e</sup>) - 50320 Clichy - 457-84-57  
**georges yoldjoglou**  
peintures  
du 26 novembre au 26 décembre 1977

Jardins du Palais-Royal  
125, Gal. de Valois 296-39-10

**SIMON CHAYE**  
TAPISSERIES  
Tous les jours 14 h. à 18 h. 30

**GALERIE MATIGNON**  
18, avenue Matignon 75008 Paris - 266-60-32

**PICASSO**  
exposition de la série complète  
des dix-neuf plats argent et médaillons d'or  
17 novembre - 17 décembre

**SALON EXPOSITION**  
**Du Lur Viking**  
à la haute fidélité Danoise  
17 Nov. au 4 Déc.  
Maison du Danemark 142 Champs-Élysées  
Tous les jours de 12 h à 19 h. Dimanche 15 h à 19 h.  
entrée libre



*une  
sélection*

1 SEMAINE SUR 2

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ























OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,10
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,72
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88



emploi internationaux

emploi internationaux



emploi régionaux

**GTE INTERNATIONAL**  
INCORPORATED

## INGENIEURS DE PRODUCTION composants passifs

Dans le cadre de notre projet «Produits-en-masse» où notre Société est appelée à construire, équiper et mettre en œuvre un complexe industriel de l'électronique grand public en Algérie, nous recherchons des ingénieurs diplômés pour l'installation des équipements, le démarrage de la production et la fabrication des composants passifs.

## INGENIEUR DE PRODUCTION résistances

au moins 5 années d'expérience dans la production des résistances film de carbone, des résistances bobinées ou des potentiomètres sont exigées.

## INGENIEUR "PROCESS" ferrites doux et diélectrique céramiques

au moins 8 années d'expérience dans la fabrication des ferrites ou des condensateurs céramiques sont exigées.

Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle pour ces deux postes.  
Un séjour d'environ un mois en ESPAGNE est prévu pour permettre de se familiariser avec le projet et en particulier avec les détails techniques des composants dont il s'agit. Ensuite, ils prendront leurs postes à SIDI BEL ABBES pour un minimum de 2 années.  
Salaires intéressants, allocation et autres avantages sont offerts.  
Veuillez envoyer en confiance stricte, votre C.V. détaillé accompagné d'une photographie récente ainsi que les raisons de votre intérêt pour notre offre à :

Lionel GODDU - G.T.E. INTERNATIONAL -  
Factory Projects - 32 Third Avenue - Burlington, Massachusetts 01803 - U.S.A.

## PROFESSEURS DE SCIENCES COMPTABLES

La Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval est à la recherche de professeurs permanents ou invités pour son département des sciences comptables. Le département nommera des professeurs invités et des professeurs permanents en janvier 1978 et en septembre 1979. Le rang des nouveaux professeurs dépendra de leurs qualifications et de leur expérience.

Fonctions :  
Participer à la recherche et à l'enseignement au niveau des programmes de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycle.  
Qualifications :  
L'Université exige de ses professeurs qu'ils possèdent un doctorat. Cependant, les candidats sur le point de terminer leur thèse sont éligibles. De plus, on peut obtenir un congé de perfectionnement pour compléter des études doctorales.

Salaires :  
Le salaire dépend du rang académique et de l'expérience du professeur et peut varier, présentement, de 20 000 à 35 500 dollars.  
Prévoir de faire parvenir son curriculum vitae à :  
Professeur Doria TREMBLAY, directeur  
Département des sciences comptables  
Faculté des sciences de l'administration  
Université Laval  
Cité universitaire  
Québec, CANADA G1K 7P4

## TECHNICIENS DE MAINTENANCE U.R.S.S.

Un groupement de constructeurs français en instrumentation scientifique et informatique propose en U.R.S.S. les postes de TECHNICIENS DE MAINTENANCE

- réelle expérience dans le domaine de la maintenance Hardware en clientèle sur mini-ordinateurs de gestion.
- connaissances systèmes souhaitées.
- anglais indispensable (préférence à candidats parlant russe).

NOUS OFFRONS :  
situation très active comportant plusieurs mois en U.R.S.S. en 5 ou 6 voyages.  
6 semaines de vacances.

Envoyer C.V. et photo à : M. SMITS  
114 Bureaux de la Colonne - 92213 SAINT CLOUD

## directeur comptable

Important Groupe français industriel implanté en Afrique cherche pour sa filiale du Sénégal (S.A. 3 milliards de F CFA) un directeur comptable, 10 ans d'expérience pour assister le Directeur dans ses fonctions financières et comptables.

Il se verra confier la responsabilité de la comptabilité générale et analytique, du suivi de la politique de l'entreprise, des déclarations fiscales et sociales, de la trésorerie et de la mise en place de l'information.

Les conditions d'expatriation sont particulièrement intéressantes et des possibilités de carrière existent au sein du Groupe en Afrique.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 1842-M à I.C.A. qui transmettra.

International Classified Advertising  
2, rue d'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

## DEVELOPMENT ENGINEER (S)

for the design and development of interconnecting systems for the electrical industry.

A technical degree (Dipl.-Ing., Ing.-Gräd., B.S. or equivalent) in mechanical or electrical engineering is required.

Candidate (s) should have design and development experience in areas closely related to connectors and cables. They should be familiar with metal forming, or injection molding, or material design, and should be capable of independent work, leading from concept to prototype.

Applicants should be able to communicate in English. Location is HAMBURG.

Please write to M. NARDOU - See O.P. -  
3M FRANCE Bld de l'Oise, 95000 CERGY,  
réf. 23/N.

## EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale Algérienne de Réalisation de Parcs Zoologiques

## botaniste

- Sera chargé de la création d'une collection d'espèces et d'essences d'origines diverses, devra avoir une expérience des plantations tropicales et équatoriales

REF. 814 M

## zoologues

- Etudieront les conditions de viabilité d'une importante faune de diverses origines dans des parcs en semi-liberté

REF. 815 M

## écologistes

- Seront chargés des études d'aménagement de l'espace naturel, protection et restauration du site sur les réserves et parcs nationaux

REF. 816 M

## architectes paysagistes

- participeront à la conception et au suivi de la réalisation des travaux d'aménagement de parcs zoologiques et de loisirs

REF. 817 M

Ces spécialistes travailleront en équipe pluridisciplinaire sur tous les problèmes d'environnement, d'aménagement et de protection des réserves naturelles.

- Expérience professionnelle exigée : 5 à 5 ans minimum

Envoyer curriculum vitae détaillé sous référence correspondante, à EXPANSIAL - 6, rue Halévy - 75009 Paris

**POUR CHANTIER EN ALGERIE**  
Filiale grand groupe électronique français recherche des  
**A.T. ELECTRONICIENS**  
BTS ou DUT, ayant de préférence quelques années d'expérience.  
Adressez lettre, CV et prétentions sous N° 3749 à PARFRANCE P.A.  
4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

## offres premier emploi

## MERLIN GERIN

offre POUR PREMIER EMPLOI

à des **jeunes ingénieurs  
électrotechniciens**

DIPLOMES GRANDES ECOLES.

attirés par la carrière

## TECHNICO-COMMERCIALE,

la possibilité de se former dans les usines de GRENOBLE avant d'être détachés dans les différentes

## Agences régionales

Ces postes exigent :

- Dynamisme
- Esprit d'entreprise
- Facilité d'adaptation et de contact
- Goût et disponibilité pour les déplacements.

Ecrire MERLIN GERIN  
Développement et Formation Cadres (réf. GDL 921  
93 X - 38041 GRENOBLE CEDEX.

## CYCLE DE 8 MOIS POUR LES JEUNES GRATUIT ET REMUNERE

préparant à un premier emploi de :

**CADRES DE PRODUCTION FABRICAT-  
APPROVIS.**

pour lesquels existent actuellement de nombreuses offres d'emploi.

Niveau demandé : BAC + 2 à 3 ans Etudes Supér.

Début des cours le 19 décembre. Reste 20 places.

Tel. A.F.R.A.M.P. : 814-70-37  
235-38-51

Lieu du stage : quartier Saint-Lazare.

## cergeic

Centre d'entraînement aux réalités de la gestion des entreprises, industrielles et commerciales

Le Groupe OFFRE UN STAGE EXCEPTIONNEL

au sein d'une entreprise industrielle ou commerciale.

Après 6 mois, garantie d'un 1<sup>er</sup> emploi au poste de CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE à PARIS ou en PROVINCE.

Entre à G.O.M., 5, rue de Tilsit, 75006 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES

296-15-01

## LA PRESERVATRICE

offre à 10 JEUNES DE 21 à 25 ANS

Niveau Bac ou Etudes Supérieures

## DES STAGES PRATIQUES DE 6 MOIS

pendant lesquels les stagiaires seront entièrement pris en charge par la société, l'exception de leur rémunération qui en période de stage est prise en charge par l'Etat.

Cette rémunération représente 90% du SMIC. Ces stages pratiques comprendront 4 mois de formation théorique à Orléans et 2 mois de formation pratique en agence générale.

A l'issue de cette période de formation, les stagiaires pourront présenter leur candidature pour le poste de :

## chargé de mission

Ils apporteront leur appui en province aux inspecteurs de LA PRESERVATRICE auprès des nouveaux agents généraux de cette compagnie.

Les candidats seront placés indifféremment à Paris ou en Province. Leurs fonctions seront hâtives.

Envoyer une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Département du Personnel, 18, rue de Londres 75439 Paris Cedex 09.

Dans le cadre de son évolution,

## La Société GENEST

un des leaders de la distribution dans le secteur agro-alimentaire, crée le poste de :

## CONTROLEUR DE GESTION

Homme de contact, ayant l'expérience de la gestion budgétaire et d'une analyse des prix.

de la mise en place de tableaux de bord.

de l'élaboration des bases d'un contrôle budgétaire et d'une analyse des prix.

Pour mener ces actions, il devra rechercher, sur des différents services, les informations nécessaires à la gestion et travailler en relations étroites avec l'ensemble des secteurs d'activité de l'entreprise.

Ce poste conviendrait à un candidat, de formation Supérieure du Commerce, ayant acquis 3 ans d'expérience, acquise de préférence dans la grande distribution.

Poste à pourvoir à Saint-Quentin-Fallavier (C)

Ecrire avec C.V. et photo à :

Société G.E.N.E.S.T.  
Groupe Limagrain,  
B.P. 61,  
43300 GERZAT.

## BANQUE HERVET

recherche pour sa succursale de CHATEAUXROUX

## EXPLOITANT CONFIRME

- Diplôme de l'enseignement supérieur.
- Expérience bancaire 3 ans minimum.

Mission :

- gestion et suivi de la clientèle "entreprises" existante.
- prospection et développement du fonds de commerce actuel.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions, à :

**BANQUE HERVET** Direction du Personnel

127, avenue Charles-de-Gaulle,  
B.P. 154, 92201 Neuilly-sur-Seine.

## IMPORTANTE SOCIETE recherche pour son agence

## d'AUXERRE

## Cadre opérationnel

chargé de la coordination juridique et financière d'importantes opérations d'aménagement ou de rénovation.

Première expérience dans l'aménagement ou dans l'immobilier souhaitée.

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence BAL à l'Intelligence sur l'emploi, EMPLOIS ET CARRIERES, 10, rue Vernet, 75006 PARIS.

## INGENIEUR TRAVAUX

3 ans d'expérience minimum pour chantiers de courte durée. Clients en mains à l'étranger. Anglais courant indispensable.

Env. C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 1221 à I.C.A. qui transmettra.

2, avenue du Maréchal-Foch, 92260 FONTENAY-AUX-ROSES

Société faisant partie important groupe agro-alimentaire, siège social COUTANCES, recherche COMPTABLE QUALIFIE

niveau O.E.C.S. ou S.T.S., en équivalent.

Expérience indispensable.

Envoyer C.V. et photo, prétentions sous référence BAL à l'Intelligence sur l'emploi, EMPLOIS ET CARRIERES, 10, rue Vernet, 75006 PARIS.

Envoyer C.V. et photo, prétentions sous référence BAL à l'Intelligence sur l'emploi, EMPLOIS ET CARRIERES, 10, rue Vernet, 75006 PARIS.

## leurs chef de projet

leurs débutants

## anciens confirmés

technique numérique

## recepteur financier

110.000 F

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

recepteur financier

## TRIS IMPORTANT FRANCAISE D'ELC D' GROUPE FRA

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence

recherche pour son agence



PRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**GIXI**

## Ingenieurs chef de projet Ingenieurs debutants

- Pour des réalisations sur minis et micro-ordinateurs destinées à la conduite de procédés en temps réel industriel (Réf. 1).
- Pour de l'ingénierie informatique réseaux et télécommunications (Réf. 2).
- Pour des travaux de gestion et développement de produits en APL (Réf. 3).

## Techniciens confirmés en électronique numérique

Affectation : Banlieue sud - Déplacements à prévoir.  
Adresser C.V. détaillé, prétentions et date de disponibilité à :  
**GIXI Ingénierie Informatique**  
2A de Courbevoie - B.P. 11 - Avenue de la Batignolle - 91403 ORSAY CEDEX

ingénierie informatique

## Jeune directeur financier et administratif

110.000 F

Un jeune constructeur français d'ordinateurs de bureau installé à Paris-nord (CA 1977 : 35 MF - 150 personnes) vous propose cette fonction qui regroupe : la comptabilité, l'établissement du bilan et des CE, la trésorerie, les relations bancaires, le budget (y compris les investissements) et la gestion du personnel. De formation Sup. de Co. ou équivalent, complétée si possible par un DECS, vous avez acquis une solide compétence en finances et comptabilité et vous vous sentez capable de vous intégrer à une structure légère. Notre développement est rapide (30 % l'an) et votre rôle est déterminant dans la mise en place d'outils de gestion. Ecrire à Mme M.C. TESSIER, à Paris, ss réf. 3287 LM.

## directeur d'usine (Rhône-Alpes)

Le Directeur général d'un fabricant de biens d'équipement mécanisés cherche pour l'une de ses usines de la région Rhône-Alpes, (800 collaborateurs) un Directeur d'usine qui est également le Directeur d'établissement. S'appuyant sur une structure complète de production (fabrication, méthodes, contrôle, achats, comptabilité, personnel, il a une mission d'organisation, d'amélioration des procédés de fabrication et des prix de revient, et bien sûr, d'animation. Ce poste convient à un ingénieur ayant déjà la responsabilité complète d'une unité de production importante et qui est resté un technicien de la mécanique, ou mieux, de la mécano-soudure. Il doit également aimer la vie d'une petite ville de province. Ecrire à Mme G. DILL, à Lyon, ss réf. 426 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

## SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL (quartier des Champs-Élysées) recherche

### programmeur

- Formation I.U.T. ou Supérieure.
- Ayant acquis en 2 ou 3 ans une bonne expérience de la réalisation d'applications de télétraitement en langage évolué sur petit système transactionnel ou système /3.

Pour lui confier la réalisation des programmes d'application d'un nouveau projet (transactionnel-multipostes) et la maintenance d'une application TP existante.

La connaissance du GAP II sera appréciée. Réelles perspectives d'évolution en cas de succès.

Adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions sous référence BADE à :

Publicis Conseil  
EMPLOIS ET CARRIÈRES  
30, rue Vernat, 75006 PARIS

emploi régional

## MANURHIN recherche pour MULHOUSE

### ingénieur des ventes

- responsable d'un département mesures dimensionnelles
- répondant au profil suivant :
  - 35 ans minimum
  - expérience dans le domaine de la mesure dimensionnelle, de la machine-outil, de l'outillage de précision.
  - expérience confirmée de la vente à l'échelon international.
  - trilingue français, anglais, allemand.

Adresser lettre de candidature manuscrite avec C.V. à : M. DORGET-MANURHIN S.A.  
10, rue de Soutz - 68200 MULHOUSE

## BANQUE SPÉCIALISÉE

demande  
pour sa Direction Régionale à NANCY  
UN COMMERCIAL DYNAMIQUE  
Niveau cadre banque V-VI ou équivalent avec expérience analyse bilan et crédits immobiliers.  
Env. C.V. et photo à : M. GILLES M. REGIS-PRESSE  
35 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup>

## TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ÉLECTRONIQUE (3<sup>e</sup> GROUPE FRANÇAIS) recherche des

### CHEFS DE GRANDS PROJETS (SECTEUR DIGITAL)

Ces postes de premier plan conviennent à des INGENIEURS ELECTRONICIENS DE HAUT NIVEAU DIPLOMES D'UNE GRANDE ECOLE (X, ENST, ESN) ayant consacré toute leur carrière (5 à 10 ans) dans le développement et l'industrialisation de matériels et produits relatifs à techniques de pointe, dans le domaine informatique et Télé-informatique.

Les personnalités retenues seront capables d'assumer d'importantes responsabilités techniques et devront animer une équipe d'ingénieurs et techniciens (10 à 15 personnes) particulièrement compétents dans leur domaine (architecture de machines informatiques, logiciel, technique digitale).

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.  
Env. C.V. complet, photo et présent à n° 37.334 CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>).

## Burroughs

2<sup>e</sup> Constructeur Mondial en Informatique vient de recruter plus une vingtaine de commerciaux et veut encore accroître ses effectifs

### JEUNES DIPLOMÉS de l'enseignement supérieur commercial

Il nous reste des postes à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

VOTRE MISSION :

- Analyser des situations et conseiller les Directions d'Entreprises dans leurs problèmes d'organisation et de gestion ;
- Réaliser la commercialisation et la mise en place des équipements adaptés à leurs besoins.

NOUS VOUS ASSURONS :

- Une formation importante (7 % de notre masse salariale) dès votre entrée et tout au long de votre carrière ;
- de réelles possibilités de carrière à des postes de responsabilités et de management pourvus par promotion interne ;
- des rémunérations attractives.

Envoyer lettre, C.V., photo sous référence M 23 à :  
M. Louis-Marie BOLLIN - BURROUGHS S.A.  
330-242 av. Laurent-Céty, 92221 Gennevilliers Cedex.

## PETITE MULTINATIONALE Equipements légers recherche

### directeur commercial export

Pour négociation, animation produits des 4 divisions sur un groupe de marchés dont il est responsable, vis à vis de la Direction générale

- Bilingue
- 30 ans ou plus sans obligations familiales
- Activité 80% itinérante
- Excellent vendeur, enthousiaste
- Jugement ouvert et spécifique

Décrivez talents, goûts expériences et ambitions à :  
E.MARTIN, 5, rue des Franchebois 91540 MENNECY qui transmettra et répondra à tous en envoyant dossier.

## IMPORT. GROUPE DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE SECTEUR BATIMENT

### Un Chef de vente

FONCTION :

- animer et diriger une équipe d'une vingtaine de Députés Régionaux élus (partie Ouest de la France)
- assurer les contacts avec les clients importants (négociants en matériaux, grossistes en peinture).

QUALITES OMBREES :

- diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ;
- 5 à 10 ans d'expérience de la vente ;
- connaissance du marché du bâtiment.

Galaire : fixe + remboursement des frais de voyage. Résidence : Paris ou région parisienne.

POSSIBILITE D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE POUR UN ÉLÉMENT DE VALEUR.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à :  
E.MARTIN, 5, rue des Franchebois 91540 MENNECY qui transmettra et répondra à tous en envoyant dossier.

## IMPT SOCIÉTÉ COMMERCIALE PARIS-1<sup>er</sup> recherche

### JEUNE COLLABORATEUR

pour service export, matériels et matériels pour construction

Quelques années d'expérience dans la fonction Anglaise indispensable.

Adr. C.V. et prêt à n° 37.341 CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

## IMPT SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE proche FORTE D'ORLÉANS

recherche pour Lobe d'Etudes et Plans-formes d'Essais

### DES AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Diplômés BAC FZ ou niveau.  
Envoyer C.V. à n° 37.537 CONTEXTE PUBLI., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

## IBM FRANCE Division des Systèmes de Grande Diffusion recherche de

### JEUNES INGENIEURS DIPLOMES (hommes et femmes)

Les candidats à ces postes d'ingénieurs Technico-Commerciaux se verront confier, après formation, des fonctions d'ingénierie de systèmes :

- ils auront à définir et mettre au point des solutions informatiques aux problèmes de gestion commerciale et industrielle des Entreprises ;
- à participer aux activités commerciales ;
- à conduire les projets d'installation ;
- à conseiller les utilisateurs.

Postes à pourvoir : Paris et province. Les demandes de candidatures, comportant CV et photo récente, devront parvenir à :

IBM FRANCE - D.S.G.D.  
Service 3/3121 - Référence 209  
Tour Générale  
8, place de la Pyramide  
92088 Paris-La Défense.



## Constructeur mini-ordinateurs proche banlieue Sud-Ouest recherche :

### ingénieurs grandes écoles OU EQUIVALENT

Pour Services Etudes et Applications :

- Matériels informatiques temps réel
- Systèmes informatiques à grande sécurité de fonctionnement
- Systèmes temps réel concernant :

COMPILEURS, MONITEURS ou HANDLERS

- Entretien et support logiciel de base (ingénieur système)
- Réalisation et mise en service des produits logiciels d'application dans les domaines suivants :

- gestion transaction
- réseaux d'ordinateurs
- traitement de fichiers répartis
- systèmes temps réel

Les candidatures de débutants pourront être également examinées.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo en rappelant la référence à :  
P.LICHAU S.A. - B.P. 220 - 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

## transac

groupe C.G.E.

leader de la téléinformatique française

recherche,

dans le cadre du Plan d'Expansion qui prévoit

le doublement de son chiffre d'affaires d'ici 1980.

### UN CHEF DE SECTEUR COMMERCIAL

Cadre de haut niveau, de formation technique ou commerciale, ayant l'expérience de la téléinformatique et de la vente de terminaux.

### DES INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation commerciale supérieure ou technique avec complément commercial, ils auront une bonne connaissance du marché de la téléinformatique et seront responsables des contacts clients, de l'appréciation de leurs besoins et des négociations jusqu'à la conclusion des contrats.

### DES INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

De formation technique, avec un complément commercial, ils prouveront une expérience en réseaux téléinformatiques et gestion de terminaux ; ils seront responsables, en équipe avec les ingénieurs commerciaux et les services techniques de l'analyse des besoins, des solutions proposées et de la mise en place des systèmes retenus.

CES SITUATIONS SONT BASEES A PARIS : en raison du développement constant de notre Société, elles offrent des possibilités d'évolution importantes pour des candidats sérieux, actifs et responsables.

Prière d'envoyer candidature manuscrite avec C.V. et photo à :  
Mlle Fournier, TRANSAC S.A., 25 av. de la Grande Armée, 75016 PARIS.

## Important Département Informatique PARIS, recherche

### JEUNE INGENIEUR SYSTEME

Ce poste de haut niveau sera confié à un ingénieur grande école ou maîtrise d'informatique. Expérience de 2 ou 3 ans exigée, DOS/VS, matériels IBM 370/145 ou 158.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous No 36.925 ConTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra























مركز من الأصل

# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 22 NOVEMBRE

**Plus résistants**

La séance de mardi, dernière avant le week-end, a été un peu plus mauvaise que la précédente et l'indice a baissé de 0,6 % à 2.435,9. L'insuccès de la séance est dû à la baisse des actions de la construction mécanique et des pétroles. Les laboratoires pharmaceutiques ont même baissé. Les valeurs étrangères, les valeurs américaines et les valeurs allemandes ont baissé.

Par ailleurs, la Bourse de Paris a été marquée par la baisse des actions de la construction mécanique et des pétroles. Les laboratoires pharmaceutiques ont même baissé. Les valeurs étrangères, les valeurs américaines et les valeurs allemandes ont baissé.

## AVIS AU PUBLIC

**AUTOROUTE C. 26**

La liquidation générale des opérations de crédit se solda donc par une baisse de 4 % en fin de séance. Les valeurs américaines ont baissé de 0,6 % à 2.435,9. L'insuccès de la séance est dû à la baisse des actions de la construction mécanique et des pétroles. Les laboratoires pharmaceutiques ont même baissé. Les valeurs étrangères, les valeurs américaines et les valeurs allemandes ont baissé.

## LONDRES

Après sept séances consécutives de baisse, le marché a rebondi en reprise, encouragé par la progression de l'indice de Wall Street, où l'indice Dow Jones a gagné 6,41 points à 942,52.

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## NEW-YORK

La reprise se poursuit. Le marché est redevenu très actif, 28,3 millions de titres ayant changé de mains, contre 26,1 millions la veille.

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

P.U.K. - Le dividende de l'exercice en cours devrait être au moins égal à 100 francs par action (7,50 % global), à l'indication de la Commission des valeurs mobilières.

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	21 nov. 1977	22 nov. 1977
Indice général	2.435,9	2.435,9
Indice des valeurs étrangères	120	120
Indice des valeurs américaines	120	120
Indice des valeurs allemandes	120	120

## BOURSE DE PARIS - 22 NOVEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## VALEURS

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Aluminium	120	120
Asiatic Petroleum	120	120
British Petroleum	120	120
Chemical Bank	120	120
Electricity	120	120
Foreign Exchange	120	120
Gold	120	120
Index	120	120
Insurance	120	120
Iron and Steel	120	120
Landlord	120	120
Maritime	120	120
Metals	120	120
Oil	120	120
Public Works	120	120
Real Estate	120	120
Shipping	120	120
Stocks	120	120
Textiles	120	120
Tobacco	120	120
Transport	120	120
Utilities	120	120
Wool	120	120

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compen-	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Compt.	Compen-	VALEURS	Précéd.
VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Premier	sation	VALEURS	Précéd.	Premier	Dernier	Premier	sation	VALEURS	Précéd.
4.5 % 1973. C.N.E. 3 %	688 1930	869 1925	868 30 1925	868 50 1925	196	E. J. Lafont S.A.P. Garcia Euros n° 1	200 83 20 150 526	185 .. 83 05 170 526	196 .. 84 .. 178 .. 554	189 .. 84 .. 176 .. 554	198 .. 84 .. 178 .. 554	Alain-Casy Goff-Parbes	138 .. 84 .. 178 .. 554
Orreaga Occ. Rio Gaudin Als. P. Ind. Als. Spargus Industrie-Haut Aspettes, Car. Aspettes, Pén. Aspettes, Pén. Aspettes, Pén.	381 50 50 142 10 142 10 170 50 368 54 20 236 50	358 20 50 140 50 140 50 165 50 378 30 54 18 235 10	358 20 50 140 50 140 50 165 50 378 30 54 18 235 10	358 20 50 140 50 140 50 165 50 378 30 54 18 235 10	328 187 187 128 128 23	Fernex — cat. conc. Fl. Paris Sp. — cat. conc. Fl. n. Mar. Fl. n. Mar. Fl. n. Mar. Fl. n. Mar.	343 185 185 185 185 185	378 185 185 185 185 185	377 185 185 185 185 185	377 185 185 185 185 185	377 185 185 185 185 185	Paris-France Paris-France Paris-France Paris-France Paris-France Paris-France	77 77 77 77 77 77
418. Carrefour — (O.N.I.) Cassio													



